



# Protéger, contrôler et façonner : la stratégie sécuritaire de la Chine dans le Mékong

## Recherches & Documents

N°07/2023

**Simon Menet**

Chargé de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

Juin 2023

[www.frstrategie.org](http://www.frstrategie.org)

**FONDATION**  
*pour la* **RECHERCHE**  
**STRATÉGIQUE**

## Résumé

La posture sécuritaire de la RPC dans la région du Mékong suit une triple logique.

Premièrement, il s'agit de protéger les intérêts chinois. À mesure que la présence chinoise s'est étendue dans la zone, y compris sur des projets stratégiques comme l'oléoduc sino-birman, le chemin de fer sino-laotien ou la zone économique spéciale de Sihanoukville, la Chine s'est exposée en proportion à la criminalité transnationale rampante. En réponse, la Chine a cherché à renforcer les capacités en matière d'application de la loi des pays de la zone – en première ligne dans la protection des biens et ressortissants chinois – tout en approfondissant son engagement selon une approche multinationale, et en encourageant le recours aux entreprises privées chinoises.

Deuxièmement, la RPC a cherché à étendre ses pouvoirs extraterritoriaux dans la zone. Pour cela, le régime chinois a redoublé d'efforts pour externaliser ses campagnes sécuritaires internes, dont la lutte contre la corruption et la cybercriminalité. Il s'est également appuyé sur sa vaste diaspora pour nouer des liens avec les autorités locales et étendre son contrôle sur ses ressortissants.

Troisièmement, l'engagement de Pékin s'inscrit dans des ambitions plus larges qui visent à diffuser un langage de sécurité commun « aux caractéristiques chinoises ». Ce processus repose tant sur un alignement en matière de sécurité politique et de lutte contre la corruption que sur une multiplication des exportations de technologies de surveillance.

Au-delà de ce triptyque, se pose la question de l'institutionnalisation de la coopération régionale de sécurité sous égide chinoise. Si des avancées considérables ont été effectuées depuis l'attaque mortelle de 13 marins chinois sur le Mékong en octobre 2011 grâce aux patrouilles conjointes puis au lancement du Centre de coopération intégrée d'application de la loi et de sécurité du Lancang-Mékong (LM-LECC), force est de constater que le bilan demeure contrasté. Le niveau de criminalité reste à des niveaux record et les initiatives conduites par la RPC souffrent de déséquilibres internes, d'un manque de bases légales et d'une implication inégale des États de la zone. À ces facteurs s'ajoute l'influence d'autres puissances extérieures comme les États-Unis, qui pèse *in fine* sur la bonne conduite des manœuvres sécuritaires de la Chine dans le Mékong.

Ces obstacles ne doivent pas pour autant masquer les risques que fait peser l'engagement chinois en matière de sécurité et d'application de la loi dans la zone. Les efforts déployés par Pékin présentent ainsi des risques d'effritement de la souveraineté de certains pays de la zone, notamment permis par une normalisation progressive de la présence policière chinoise sur leur sol, et d'une dépendance forte à la RPC sur des domaines régaliens. De plus, la diffusion des normes et bonnes pratiques chinoises fait courir des risques sur le plan de l'État de droit et de la démocratie, d'autant plus forts que les régimes en place dans la zone sont tous à tendance autoritaire. Enfin, les initiatives multilatérales d'application de la loi et les opérations policières internationales contribuent à amplifier la compétition entre les puissances de la zone. Ces développements appellent une réponse multiple, qui passe notamment par une meilleure compréhension des dynamiques à l'œuvre dans la zone et un engagement réaffirmé en matière de sécurité non traditionnelle basé sur une approche « Mékong » spécifique.

# SOMMAIRE

INTRODUCTION .....	5
<b>1. PANORAMA DES RELATIONS BILATERALES DE SECURITE ENTRE LA CHINE ET LES PAYS DU MEKONG.....</b>	<b>8</b>
<b>1.1. Cambodge .....</b>	<b>8</b>
<b>1.2. Laos.....</b>	<b>9</b>
<b>1.3. Myanmar .....</b>	<b>10</b>
<b>1.4. Thaïlande .....</b>	<b>12</b>
<b>1.5. Vietnam.....</b>	<b>13</b>
<b>2. LES LOGIQUES DE LA PRESENCE SECURITAIRE CHINOISE DANS LE MEKONG .....</b>	<b>15</b>
<b>2.1. Protéger les intérêts chinois dans la zone.....</b>	<b>15</b>
2.1.1. Une vulnérabilité grandissante des intérêts chinois aux menaces sécuritaires .....	15
2.1.2. Une réponse sécuritaire multiscalaire.....	18
<i>A. La priorisation du soutien aux forces de l'ordre locales.....</i>	<i>18</i>
<i>B. Un engagement renforcé dans le domaine de l'application de la loi .....</i>	<i>21</i>
<i>C. Un recours croissant aux entreprises de sécurité privée.....</i>	<i>25</i>
<b>2.2. Étendre les pouvoirs extraterritoriaux du régime chinois .....</b>	<b>31</b>
2.2.1. Une externalisation des campagnes sécuritaires internes .....	31
2.2.2. Une instrumentalisation discrète de la diaspora à des fins sécuritaires .....	34
<b>2.3. Diffuser un langage de sécurité commun aux caractéristiques chinoises .....</b>	<b>36</b>
2.3.1. Un focus majeur sur la sécurité politique .....	36
2.3.2. Des exportations croissantes de technologies de surveillance .....	38
<b>3. VERS UNE INSTITUTIONNALISATION DE LA COOPERATION SECURITAIRE REGIONALE SOUS EGIDE CHINOISE ? .....</b>	<b>41</b>
<b>3.1. Le développement d'un « modèle Mékong » de coopération sécuritaire.....</b>	<b>41</b>
3.1.1. La traque internationale de Naw Kham .....	42
3.1.2. Les patrouilles conjointes sur le fleuve Mékong .....	43
<b>3.2. Le LM-LECC, pilier de la posture sécuritaire régionale de la Chine .....</b>	<b>49</b>
3.2.1. Cadre politique et fonctionnement du Centre .....	49
3.2.2. Des liens quasi symbiotiques avec les patrouilles conjointes .....	51
3.2.3. Le LM-LECC : un rôle pivot dans la construction du leadership sécuritaire régional de la Chine.....	52
<b>3.3. Un bilan contrasté de la coopération sécuritaire régionale.....</b>	<b>56</b>
3.3.1. Un environnement naturel et sécuritaire complexe .....	56
3.3.2. Un coût financier élevé et supporté principalement par la RPC .....	56
3.3.3. Un cadre légal incomplet .....	57
3.3.4. Une implication des pays de la zone à géométrie variable .....	58
CONCLUSION.....	60

## Protéger, contrôler et façonner : la stratégie sécuritaire de la Chine dans le Mékong

---

### Introduction

Vue de Pékin, la région du Mékong occupe une place particulièrement stratégique<sup>1</sup>. La République populaire de Chine (RPC) partage une frontière longue de 5 080 km avec trois pays de la zone, à savoir le Laos, le Myanmar et le Vietnam. Sa position charnière entre la mer de Chine et l’océan Indien confère à la RPC une alternative au très fréquenté détroit de Malacca. Il s’agit également d’un pont terrestre vers l’espace archipélagique de l’Asie du Sud-Est. Grâce à l’amélioration de la connectivité et la multiplication d’infrastructures – routes, chemins de fer, ponts et ports –, le Mékong permet en effet de désenclaver des provinces chinoises du Sud-Ouest comme le Yunnan. Il constitue en outre un carrefour majeur entre la « Ceinture économique de la Route de la soie » (丝绸之路经济带) et la « Route de la soie maritime du XXI<sup>e</sup> siècle » (21 世纪海上丝绸之路), deux axes structurants de la *Belt and Road Initiative* (BRI).

Fort de cet emplacement, le Mékong est au cœur de la diplomatie de voisinage (周边外交) du régime chinois. Xi Jinping a rappelé dans plusieurs discours phares, tels que celui à la National University of Singapore en 2015 ou la Conférence centrale de travail des affaires étrangères en 2018, que « *la périphérie est la première priorité du régime* ». De même, Pékin met régulièrement l’accent sur la relation quasi symbiotique entre les pays du Mékong et la RPC. En 2018, lors du 6<sup>ème</sup> sommet *Greater Mekong Subregion*, le ministre des Affaires étrangères WANG YI a par exemple déclaré que : « *La Chine et les cinq pays du Mékong sont liés comme les lèvres et les dents (唇齿相依). La Chine attache une grande importance au développement de relations égales et amicales avec les pays de la sous-région et a toujours fait de la promotion de la coopération sous-régionale une direction prioritaire dans la construction d’une communauté de destin humaine* »<sup>2</sup>.

Cette priorisation découle non seulement de la proximité du Mékong à la RPC mais aussi de son rôle en tant que terrain de compétition privilégié entre puissances régionales. Plusieurs pays comme la Chine, les États-Unis, le Japon, l’Australie, l’Inde et la Corée du Sud possèdent une stratégie ou une approche dédiées à la région<sup>3</sup>. À ce titre, il existe diverses initiatives, parfois concurrentes, comme la *Lower Mekong Initiative* (LMI), lancée par Washington en

---

<sup>1</sup> La région du Mékong tient son nom du fleuve éponyme qui traverse six pays : Chine, Cambodge, Laos, Myanmar, Thaïlande et Vietnam. Cette étude se concentre spécifiquement sur les cinq pays formant la partie continentale de l’Asie du Sud-Est.

<sup>2</sup> Yi Wang, « Speech by Wang Yi at the Sixth GMS Economic Cooperation Leaders’ Meeting » (王毅在大湄公河次区域经济合作第六次领导人会议上的讲话), China Women’s University, 30 avril 2018.

<sup>3</sup> Ces approches propres au Mékong incluent la *Mekong-Ganga Cooperation* (2000), la *Mekong-Japan Cooperation* (2008), la *Mekong-Republic of Korea Cooperation* (2010), le *Mekong-US Partnership* (2020), le *Mekong-Australia Partnership* (2020), etc.

2009, et la *Lancang-Mekong Cooperation* (澜沧江-湄公河合作 – LMC), initiée en 2014, guidée et financée par la RPC.

Dans ce contexte, la RPC a renforcé et élargi son engagement vers les pays de la région au cours des deux dernières décennies. Capitalisant sur son poids géographique et économique et sur sa diaspora, elle a multiplié les investissements et l'aide au développement (APD), notamment dans des zones stratégiques telles que les villes côtières de Sihanoukville au Cambodge ou Kyaukphyu au Myanmar. Elle a mené des opérations d'influence, en particulier auprès des élites locales, et mis en place des mécanismes régionaux alternatifs à ceux proposés par Washington tels que la LMC. Elle a également développé une posture sécuritaire protéiforme et multiscalaire qui dépasse le seul cadre de la diplomatie militaire.

Bien avant l'accord controversé de coopération sécuritaire conclu en 2022 avec les îles Salomon, la RPC a expérimenté des initiatives en matière de *law enforcement* – ou application de la loi<sup>4</sup> – dans le Mékong. Dès 2011, Pékin a établi des patrouilles conjointes sur le fleuve Mékong, connues comme le « modèle Mékong », puis un Centre de coopération intégrée de l'application de la loi et de la sécurité du Lancang-Mékong, affilié à la LMC, en 2017. Ces initiatives régionales inédites se conjuguent à une présence discrète mais active des acteurs chinois de la sécurité, que ce soit à travers les efforts du ministère de la Sécurité publique (公安部 – MSP), l'instrumentalisation de la diaspora chinoise ou le recours à des acteurs privés comme les entreprises de la tech ou les entreprises de sécurité privée (ESP) chinoises.

Malgré la place du Mékong comme laboratoire des manœuvres d'influence et de sécurité de la RPC, il n'existait jusqu'à présent aucun travail poussé en français et les rapports en anglais ne traitent de ce sujet que partiellement. Cette étude vise dès lors à mettre en lumière la posture sécuritaire de la Chine dans le Mékong, ce autour de trois axes principaux :

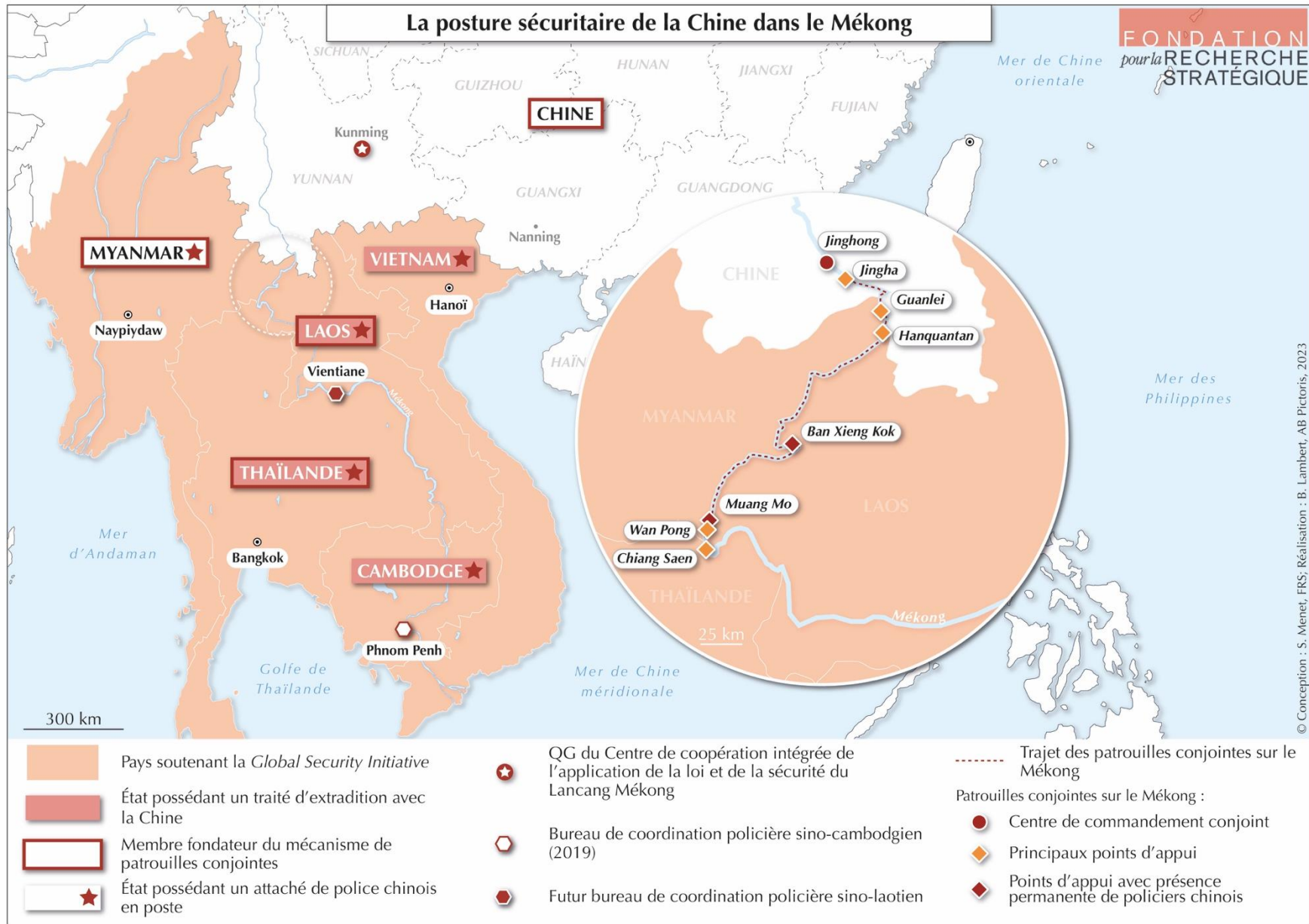
- ➔ **Un bref panorama des relations bilatérales de sécurité entre la Chine et les pays du Mékong** (Cambodge, Laos, Myanmar, Thaïlande, et Vietnam).
- ➔ **L'identification des logiques de l'engagement sécuritaire de la RPC dans le Mékong**, qui repose sur trois piliers : 1/ protéger les intérêts chinois dans la région ; 2/ étendre les pouvoirs extraterritoriaux de l'État-parti ; et 3/ diffuser un langage de sécurité commun aux caractéristiques chinoises. Des cas d'études précis traitent en particulier de l'utilisation d'ESP, du déploiement de postes de police-Chinois d'outre-mer et des exportations de technologies chinoises de surveillance.
- ➔ **Une analyse détaillée du processus d'institutionnalisation de la coopération sécuritaire régionale sous égide chinoise**, *via* les patrouilles conjointes sur le fleuve Mékong et le Centre de coopération intégrée de l'application de la loi et de la sécurité du Lancang-Mékong (LM-LECC).

Les informations recueillies proviennent très majoritairement de sources ouvertes en chinois – sites officiels, articles académiques, médias ou réseaux sociaux chinois.

---

<sup>4</sup> Le terme de *law enforcement* désigne les actions menées par les services policiers et judiciaires pour assurer l'application de la loi en matière sécuritaire et pénale. En français, il peut être traduit successivement dans le sens de répression, de maintien de l'ordre (public) ou encore d'application de la loi, qui est la traduction retenue dans la présente étude.

Protéger, contrôler et façonner : la stratégie sécuritaire de la Chine dans le Mékong



# 1. Panorama des relations bilatérales de sécurité entre la Chine et les pays du Mékong

Cette première partie vise à dresser un bref panorama de la coopération sécuritaire entre la RPC et les cinq pays du Mékong. Il s'agit en particulier de mettre en évidence le niveau des différentes coopérations bilatérales, leurs axes structurants et leurs éventuels points bloquants.

L'ordre des pays ci-après, bien qu'alphabétique, coïncide aussi peu ou prou avec le degré de coopération sécuritaire entre la RPC et ses voisins sud-est asiatiques ; le Cambodge et le Laos étant généralement perçus comme les plus proches partenaires de Pékin en Asie du Sud-Est, tandis que la Thaïlande, le Myanmar et le Vietnam montrent plus de réticences à approfondir leur relation sécuritaire avec la RPC au-delà de leurs intérêts.

## 1.1. Cambodge

Le Cambodge est généralement considéré comme le plus proche partenaire de la Chine en Asie du Sud-Est. À l'image de leur coopération de défense, les deux pays ont noué des liens très étroits en matière d'application de la loi qui s'appuient sur une série d'accords : traité d'extradition (1999), accord sur la coopération sur la lutte contre les crimes transnationaux (2006), partenariat stratégique global (2010), Memorandum d'entente sur la coopération contre le trafic de drogues (2008), etc.<sup>5</sup> En 2019, ils ont également signé un Plan d'action pour la construction d'une communauté de destin Chine-Cambodge (中柬构建命运共同体行动计划). Ce document programmatique couvre 31 objectifs et initiatives spécifiques dans cinq grands domaines de coopération, dont la sécurité, pour laquelle il prévoit d'« *approfondir la coopération en matière d'application de la loi et de sécurité ; encourager la lutte contre la traite des êtres humains, les jeux d'argent en ligne, la fraude aux télécoms et les crimes vicieux connexes ; accroître la coopération en matière de renforcement des capacités d'application de la loi et d'échange de renseignements ; et mettre en œuvre l'accord de coopération dans le cadre du Groupe de travail conjoint sur la sécurité de la BRI* »<sup>6</sup>.

Sur ces bases, la relation bilatérale s'est nettement accélérée ces dernières années. En 2018, s'est ainsi tenue à Phnom Penh la Conférence ministérielle sur la coopération dans le domaine de l'application de la loi (中柬执法合作部级会晤)<sup>7</sup>. Un an plus tard, ZHAO Kezhi (赵克志) et le ministre de l'Intérieur Sâr Khéng ont lancé « l'Année de la coopération policière entre la Chine et le Cambodge » (中柬执法合作年). Selon le ministre chinois, il s'agit alors de mener régulièrement des opérations conjointes contre les « crimes importants » (jeux d'argent en ligne, fraudes aux télécoms, crimes liés à la drogue, etc.), de renforcer la coopération sécuritaire pour mieux protéger les intérêts chinois, d'intensifier les échanges de per-

---

<sup>5</sup> « Research on Sino-Cambodian police cooperation under the background of 'One Belt and One Road' » ("一带一路"背景下的中柬警务合作研究), *Public Security Education*, 2020.

<sup>6</sup> « Joint Communiqué between the Government of the People's Republic of China and the Royal Government of Cambodia (full text) » (中华人民共和国政府和柬埔寨王国政府联合公报 (全文)), [PRC Ministry of Foreign Affairs](#), 11 novembre 2022.

<sup>7</sup> « Ministerial Meeting on China-Cambodia Law Enforcement Cooperation Held in Phnom Penh » (中柬执法合作部级会晤在金边举行), PRC Ministry of Public Security, 13 mai 2018.

sonnel et le partage d'expériences et de réaliser la construction de « villes sûres » (平安城市)<sup>8</sup>. En pratique, cela s'est traduit par l'ouverture dès septembre 2019 d'un Bureau de coordination de la coopération policière entre la Chine et le Cambodge (中柬执法合作协调办公室) à Phnom Penh. Il s'agit du premier centre de coopération bilatérale mis en place par la police chinoise dans le monde<sup>9</sup>. Cette structure, venue en complément du bureau de liaison de police au sein de l'Ambassade de la RPC au Cambodge, a fait basculer le mode de coopération entre les deux pays d'un niveau d'échange limité au partage d'informations sur des cas concrets à une présence permanente de policiers chinois et une multiplication d'opérations conjointes sur le sol cambodgien (cf. 2.2.).

Ce renforcement de la relation bilatérale s'est accompagné d'un alignement de Phnom Penh sur Pékin sur les plans politique et sécuritaire. Outre les « intérêts fondamentaux » (核心利益) du régime chinois (Taïwan, Xinjiang, etc.), le gouvernement cambodgien a apporté son soutien à la « *Global Security Initiative* » (全球安全倡议) lancée par XI Jinping en avril 2022<sup>10</sup>. De plus, la Chine a influencé la construction du système de lutte contre la corruption du royaume<sup>11</sup> ainsi que la modernisation de son appareil de sécurité intérieure, à travers des formations conjointes régulières dispensées, entre autres, par le Yunnan Police College (云南警官学院) et l'appui d'acteurs privés chinois comme Meiya Pico, Dahua Technology ou encore Hikvision – qui monopolise le marché de la vidéosurveillance dans le pays<sup>12</sup>.

## 1.2. Laos

La RPC entretient un partenariat sécuritaire étroit avec le Laos. Un conseiller de police est en poste à l'ambassade de Chine à Vientiane, tandis qu'un projet de centre de coopération policière sino-laotien – à l'image de celui établi à Phnom Penh en 2019 – est en cours<sup>13</sup>. Les deux pays ont signé plusieurs accords multilatéraux et bilatéraux, dont le « Plan d'action pour la construction d'une communauté de destin en Chine et au Laos » (构建中老命运共同体行动计划) de 2019, qui consacre un paragraphe entier à « *l'approfondissement de la coopération bilatérale de sécurité et d'application de la loi* »<sup>14</sup>. Ils conduisent régulièrement des visites de haut niveau et disposent de mécanismes d'échanges en matière d'application de la loi à l'instar de la Conférence de travail sur la sécurité du chemin de fer Chine-Laos (中老铁路安全工作会商推进会).

La RPC a contribué activement au renforcement des capacités du ministère laotien de la Sécurité publique. Les policiers laotiens suivent chaque année plusieurs sessions de formation dans les académies de police chinoises. En 2019, le Hunan Police College a par exemple dis-

---

<sup>8</sup> « Launching Ceremony of China-Cambodia Law Enforcement Cooperation Year Held in Beijing » (中柬执法合作年启动仪式在京举行), [Xinhua](#), 29 mars 2019.

<sup>9</sup> « Research on Sino-Cambodian police cooperation under the background of 'One Belt and One Road' », 2020.

<sup>10</sup> « Cambodian Government Spokesperson speaks highly of Global Development Initiative and Global Security Initiative » (柬埔寨政府发言人高度评价全球发展倡议和全球安全倡议), PRC Embassy in Cambodia, 5 juillet 2022.

<sup>11</sup> « China strongly supports Cambodia's anti-corruption campaign » (中国大力支持柬埔寨反腐), [China Youth Daily](#), 8 mars 2017.

<sup>12</sup> « Laos, Cambodia security market sees Chinese dominance », [asmag.com](#), 5 février 2019.

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> « The Action Plan of the Communist Party of China and the Lao People's Revolutionary Party on Building a China-Laos Community with a Shared Future » (中国共产党和老挝人民革命党关于构建中老命运共同体行动计划), [Xinhua](#), 1<sup>er</sup> mai 2019.



pensé un cours sur les techniques d'enquêtes criminelles en se rendant directement au Laos<sup>15</sup>. Le Railway Police College a conduit trois cycles de formation entre 2017 et 2019, tandis que le Yunnan Police a signé un MoU avec l'Académie de police laotienne. Signe de l'intérêt du Laos pour la formation chinoise, les deux ministres de la Sécurité publique ont signé en 2018 un protocole d'accord sur la coopération en matière de capacité d'application de la loi. Par ailleurs la Cour suprême populaire de la RPC coopère avec le Collège national des juges de Chine. En témoigne une formation de trois jours pour vingt-cinq juges laotiens organisée en 2021<sup>16</sup>. Les acteurs institutionnels ne sont néanmoins pas les seuls protagonistes des échanges. Les entreprises de la tech chinoises ont également participé à exporter le modèle policier chinois au Laos, à travers des séminaires de Meiya Pico ou iFlytek organisés par le LM-LECC ou des initiatives telles que le projet de « Safe City » à Vientiane, lancé par Huawei en 2015<sup>17</sup> ou le projet de « Safe City » à Phongsaly, dans le nord du Laos visant à utiliser le système de navigation satellite Beidou pour « *maintenir la sécurité publique et positionner les forces de police et véhicules de secours* »<sup>18</sup>.

Par ailleurs, la relation bilatérale de sécurité est marquée par une forte dépendance du Laos qui se traduit notamment par un soutien constant de Vientiane aux initiatives policières chinoises et un morcellement de sa souveraineté. Sur le plan multilatéral, le Laos a soutenu la *Global Security Initiative* et participé activement au mécanisme de patrouille conjointe, aidé en cela par un soutien financier et matériel de Pékin. Dans ce cadre, des policiers chinois sont autorisés à stationner en permanence le long du fleuve et conduisent des opérations terrestres conjointes. Sur le plan bilatéral, le MSP laotien apporte une aide régulière aux nombreuses opérations de police *ad hoc* menées par divers organes de sécurité chinois sur le sol laotien dans le cadre de la lutte contre la corruption ou les crimes transnationaux. Dans certains cas avérés, des officiers de police chinois opèrent armés et sans uniforme dans le pays.

Enfin, la vulnérabilité du Laos face à l'influence sécuritaire de la RPC est évidente face à la multiplication d'entreprises de sécurité privée chinoises, dont Frontier Services Group (FSG), avec laquelle le gouvernement laotien a mené une coopération très poussée, incluant la gestion ou la protection d'infrastructures critiques (QG de l'armée de l'Air, aéroports, voie de chemin de fer sino-laotienne, etc.).

### 1.3. Myanmar

La coopération sécuritaire entre la RPC et le Myanmar s'est développée principalement sous l'effet de deux facteurs combinés : une frontière longue de 2 185 km et le rôle central du nord-Myanmar dans la production et le trafic de drogue mondiaux. En parallèle des formats multilatéraux comme l'ONUUDC, les forums Chine-ASEAN ou les patrouilles conjointes, les deux pays tiennent depuis 2002 des réunions annuelles sur la coopération anti-drogue. La

---

<sup>15</sup> « In 2019, the Chinese Ministry of Public Security went to Laos to complete the overseas training course on criminal investigation technology » (2019 年中国公安部赴老挝刑事侦查技术海外培训班圆满结业), [Hunan Police College](#), 20 novembre 2019.

<sup>16</sup> « The second training course for Lao judges was held Zhou Qiang and Wantong delivered speeches » (第二期老挝法官研修班举行 周强、万通致辞), People's Court News Media Headquarters, 30 mars 2021.

<sup>17</sup> « Safe City Service Brings the Future to Laos », [Huawei](#), 3 avril 2015.

<sup>18</sup> « China Focus: 'Limited only by imagination': China's BeiDou navigation system to serve B&R countries », [Xinhua](#), 15 novembre 2018.

dix-huitième et dernière itération en date s'est effectuée *via* vidéo en juillet 2022<sup>19</sup>. En 2005, ils ont également lancé un mécanisme de Conférence ministérielle sur la coopération en matière d'application de la loi (中緬執法安全合作部長級會議), dont la dernière réunion s'est tenue en 2018 en présence du ministre de la Sécurité publique d'alors, ZHAO Kezhi. Ces échanges de haut niveau s'accompagnent d'initiatives pour renforcer les capacités des forces birmanes. Depuis 2002, le MSP chinois forme chaque année des policiers birmans, y compris des officiers du renseignement, sur les bancs de plusieurs académies de police provinciales (Yunnan, Guizhou et Hubei). Les thèmes de ces formations varient en fonction des priorités de Pékin (cybercriminalité, fraude aux télécoms, application de la loi anti-drogue, etc.).

Outre ces échanges, la RPC et le Myanmar ont signé, en 2006, un accord de coopération sur la lutte anti-drogue, qui a jeté les bases de la coopération bilatérale<sup>20</sup>. En septembre 2018, un bureau de liaison de police a par exemple été inauguré à Daluo (Xishuangbanna), dans l'objectif de renforcer la coopération policière et de bâtir une plateforme d'échanges d'informations entre la police locale et la police de la 4<sup>ème</sup> région spéciale de l'État Shan au Myanmar<sup>21</sup>. La coopération s'est aussi matérialisée *via* des opérations conjointes. Le détachement de gestion des frontières de Yunnan Baoshan (云南保山边境管理支队) a coopéré en 2019 avec la police de la 4<sup>ème</sup> région spéciale pour une opération de police transfrontalière portant sur une affaire de trafic de drogues. Dans ce cadre, une *task force* de la police chinoise est intervenue dans le district de Mongla, enfermant deux individus suspects dans un hôtel de la zone<sup>22</sup>. Le gouvernement chinois a également lancé une opération spéciale, dite « Frontière propre 2021 » (净边 2021), qui a abouti à la résolution de 54 000 affaires de criminalité liée à la drogue, l'arrestation de 77 000 suspects, et la saisie de 27 tonnes de drogue à travers toute la Chine<sup>23</sup>.

Malgré ces avancées, le développement institutionnel reste limité et les mécanismes de coopération ne parviennent pas à endiguer la criminalité transnationale rampante<sup>24</sup>. Les deux pays n'ont par exemple jamais signé d'accords d'extradition ou d'assistance judiciaire criminelle. Il existe de forts écarts en termes de capacité d'application de la loi, notamment dans le domaine des nouvelles technologies, même si la junte a récemment investi dans des équipements chinois<sup>25</sup>. À cela s'ajoute une méfiance historique des généraux birmans vis-à-vis des intentions de Pékin, héritées du soutien chinois aux combattants communistes puis à

---

<sup>19</sup> « The 18<sup>th</sup> China-Myanmar Anti-drug Cooperation Video Conference Held Successfully » (第 18 届中緬禁毒合作视频会议成功举行), [China Narcotics Net](#), 22 juillet 2022.

<sup>20</sup> « China, Myanmar sign anti-drug cooperation agreement » (中国緬甸簽署禁毒合作協議), [Xinhua](#), 27 mai 2006.

<sup>21</sup> « Daluo Police Liaison Office of Xishuangbanna Public Security Bureau was established » (西双版纳州公安局打洛警务联络处挂牌成立), [Xishuangbanna Public Security Bureau](#), 30 septembre 2018.

<sup>22</sup> « Work together! Punch the Thunder 'Break the Ice' » (合力! 重拳出击雷霆“破冰”), National Immigration Administration, 2 juillet 2019.

<sup>23</sup> « A total of 54,000 drug-related crimes were cracked in the 'Clean Border 2021' special operation » ( “净边 2021” 专项行动共破获毒品犯罪案件 5.4 万起), [People's Daily](#), 20 janvier 2022.

<sup>24</sup> Xia Li, « Public Security Education – Analysis on the path of police cooperation between the two sides under the background of the opening and operation of the new China-Myanmar channel » (中緬新通道开通运行背景下双方警务合作路径探析), [Public Security Education](#), 2022.

<sup>25</sup> Fanny Potkin, « Exclusive: Myanmar's junta rolls out Chinese camera surveillance systems in more cities », [Reuters](#), 11 juillet 2022.

des groupes ethniques armés tels que la United Wa State Army (UWSA), qui servent de *proxy* à la RPC pour faire pression sur le régime birman<sup>26</sup>.

## 1.4. Thaïlande

La RPC jouit d'une bonne relation avec la Thaïlande en matière de sécurité et d'application de la loi. Un conseiller de police est en poste à l'ambassade de Chine en Thaïlande. Les deux pays ont signé des accords d'extradition et d'assistance juridique dès la fin des années 1990, qui ont posé les bases d'interactions très régulières au niveau opérationnel. Chaque année, plusieurs départements municipaux ou provinciaux collaborent avec leurs homologues thaïlandais dans le cadre d'opérations menées par le MSP chinois de lutte contre la corruption ou la criminalité transnationale<sup>27</sup>. Les appareils sécuritaires des deux pays coopèrent également dans le domaine du renforcement des capacités. En décembre 2022, le Jiangxi Police Institute a par exemple organisé un séminaire de quatre jours sur la cybercriminalité à destination de trente fonctionnaires de police thaïlandais<sup>28</sup>. D'autres institutions impliquées dans les échanges bilatéraux incluent le Hunan Police College, le Yunnan Police College ou encore le Jiangsu Police Institute<sup>29</sup>. En Thaïlande, l'Institut Confucius rattaché à la prestigieuse Université de Chulalongkorn a même ouvert un cours de chinois pour l'Institut de médecine légale de l'hôpital de la police thaïlandais à côté d'autres cours pour les départements de l'immigration et de la police<sup>30</sup>.

Le renforcement de l'appareil sécuritaire s'appuie en outre largement sur les entreprises de la tech chinoises. En 2018, l'entreprise thaïe SkyEye Tech s'est associée avec l'entreprise Megvii (旷视) pour mettre en œuvre sa technologie « *City Brain* » dans le pays. L'entreprise chinoise a également directement travaillé avec la police thaïlandaise pour assurer ponctuellement la sécurité publique dans une zone de Bangkok *via* un système de vidéosurveillance intelligent<sup>31</sup>.

Au-delà de ces aspects de *capacity-building*, il n'y a *a priori* pas de mécanismes de haut niveau dédiés à l'application de la loi. Cela ne figure pas non plus dans les priorités de la coopération bilatérale. La « Déclaration conjointe entre la RPC et la Thaïlande sur la construction d'une communauté plus stable, plus prospère et plus durable avec un avenir commun »,

---

<sup>26</sup> Signe d'un jeu trouble du régime chinois, un groupe ethnique armé, la Kachin Independence Army, aurait utilisé un missile antiaérien individuel FN-6 fabriqué en Chine pour abattre un hélicoptère de l'armée birmane en mai 2021.

<sup>27</sup> Voir par exemple « Chinese and Thai police successfully dismantled a transnational telecommunications fraud gang », [PRC Ministry of Public Security](#), 16 novembre 2012.

<sup>28</sup> « Jiangxi Police Academy held the online opening ceremony of the 2022 Thai Cybercrime Seminar » (江西警察学院举行 2022 年泰国打击网络犯罪研讨班线上开班仪式), [Jiangxi Police Institute](#), 14 décembre 2022.

<sup>29</sup> « The think tank of our institute, Lianyungang Forum International Think Tank and Zhenjiang Public Security Bureau jointly held the China-Thailand International Law Enforcement Cooperation Think Tank Forum » (我院智库与连云港论坛国际智库、镇江市公安局联合举办中泰国际执法合作智库论坛), [Jiangsu Police Institute](#), 4 novembre 2019.

<sup>30</sup> « The Chinese complex of Thai forensic doctors » (泰国法医们的汉语情结), [People's Daily](#), 11 janvier 2017.

<sup>31</sup> « Megvii's Face++ 'urban brain' layout goes abroad to boost Thailand's smart economy transformation » (旷视科技 Face++“城市大脑”布局走出国门, 助推泰国智能经济转型), [tech.ifeng](#), 31 janvier 2018.

adoptée à l'occasion de la visite de Xi Jinping à Bangkok en novembre 2022, ne fait par exemple aucune mention de la coopération de sécurité ou d'application de la loi<sup>32</sup>.

De plus, contrairement aux pays voisins, la Thaïlande a la particularité de pouvoir engager Pékin sur le plan sécuritaire tout en gardant le géant chinois à distance. En effet, le gouvernement thaïlandais maintient un certain équilibre, aidé en cela par son poids politique régional et son alliance militaire avec les États-Unis. Cet équilibre est visible notamment à travers la participation à géométrie variable des forces de l'ordre thaïlandaises aux initiatives multilatérales de la Chine. Bien que la Thaïlande ait mis en place un Centre dédié basé à Chiang Saen et qu'elle ait même accueilli des opérations multilatérales comme « *Safe Passage* » (平安航道), elle a en même temps imposé des restrictions aux patrouilles conjointes (par exemple, aucune patrouille conjointe dans les eaux territoriales thaïes). Les informations en sources ouvertes suggèrent en outre que Bangkok privilégie un engagement multilatéral dans le cadre de l'ONUDC plutôt que des mécanismes promus par la Chine comme le LM-LECC.

## 1.5. Vietnam

Le Vietnam est le pays le plus réticent de la région à un approfondissement de la coopération sécuritaire avec Pékin. Il ne participe que symboliquement au mécanisme de patrouilles conjointes sur le Mékong lancé en 2011 à travers son statut de membre observateur. Il contribue à la marge aux activités du LM-LECC, qui sont généralement menées en collaboration avec des institutions de police chinoises. Il est de plus le seul pays de la zone dans lequel les ESP chinoises ne se sont pas multipliées compte tenu des restrictions juridiques posées aux investissements étrangers dans ce secteur et des suspicions du gouvernement vietnamien vis-à-vis des intentions de Pékin.

Malgré cette méfiance et des différends historiques, les deux pays entretiennent activement leur coopération en matière d'application de la loi à un degré qui dépasse la coopération de défense. Un conseiller de police – actuellement ZHAO Wanpeng (赵万鹏) – est en poste à l'Ambassade de la RPC à Hanoi<sup>33</sup>. En 2016, ce bureau de liaison a traité plus de 150 affaires et coordonné avec la partie vietnamienne l'arrestation et le rapatriement de vingt-deux fugitifs<sup>34</sup>. Par ailleurs, les deux pays ont signé des traités d'extradition et d'assistance juridique à la fin des années 1990, qui ont ouvert la voie à un développement de la coopération sécuritaire, en particulier sous l'angle de la police aux frontières : opération conjointe anti-drogue de trois mois en 2013<sup>35</sup>, réunions régulières dès 2016 entre les forces frontalières du Guangxi et

---

<sup>32</sup> « Joint statement between the People's Republic of China and the Kingdom of Thailand on building a more stable, prosperous and sustainable community with a shared future » (中华人民共和国和泰国关于构建更为稳定、更加繁荣、更可持续命运共同体的联合声明), [PRC Embassy in the USA](#), 19 novembre 2022.

<sup>33</sup> « Vietnamese media: The Ministry of Public Security of Vietnam awarded the commemorative medal of 'Defending the Security of the Motherland' to Zhao Wanpeng, the representative of the Ministry of Public Security of China in Vietnam » (越媒: 越南公安部向中国公安部驻越南代表赵万鹏警务参赞授予“保卫祖国安全”纪念章), [Vietnam People's Public Security Daily](#), 22 septembre 2020.

<sup>34</sup> « Vietnamese police hand over fugitive who surrendered to China » (越南警方向中方移交自首逃犯), [Xinhua](#), 30 août 2017.

<sup>35</sup> « Sino-Vietnamese anti-narcotics authorities hold the launching ceremony of the border joint anti-drug operation » (中越禁毒部门举行边境联合扫毒行动启动仪式), [PRC Ministry of Public Security](#), 1<sup>er</sup> mars 2013.

des quatre régions nord-vietnamiennes (Quang Ninh, Lang Son, Cao Bang et Ha Giang)<sup>36</sup>, mécanisme de coopération en matière répressive à trois niveaux pour la gestion des frontières, etc.<sup>37</sup>

Les deux gouvernements conduisent en outre régulièrement des échanges de haut niveau à travers le Dialogue stratégique vice-ministériel sur la sécurité (副部长级战略安全对话), qui se tient annuellement depuis juillet 2015 et réunit des délégations du MSP vietnamien et du ministère chinois de la Sécurité d'État (国安部), ainsi que la Réunion sur la coopération en matière de lutte contre la criminalité (合作打击犯罪会议) entre les MSP chinois et vietnamien. À cela s'ajoute la formation de policiers vietnamiens par Pékin *via* des canaux multilatéraux (ASEAN, LM-LECC) et bilatéraux, dont un partenariat entre le Yunnan Police College (云南警官学院) et l'académie de police vietnamienne. 102 officiers vietnamiens ont ainsi étudié à Kunming entre 2002 et 2019<sup>38</sup>.

Ces liens étroits pourraient encore s'approfondir. La Déclaration commune sur le renforcement et l'approfondissement du partenariat stratégique global entre la Chine et le Vietnam, signée fin octobre 2022 par XI Jinping et son homologue vietnamien à Pékin, a consacré un long paragraphe à la coopération sécuritaire dans lequel les deux chefs d'État ont appelé à « renforcer les échanges de haut niveau entre les deux pays en matière d'application de la loi ; approfondir la coopération en matière de sécurité politique et d'application de la loi dans divers domaines ; et mieux se coordonner dans les affaires de sécurité multilatérales ». Ils ont également envisagé de « promouvoir la négociation et la signature de l'accord entre le Vietnam et la Chine sur le transfert des personnes condamnées, de l'accord sur la coopération en matière de lutte contre la criminalité et du programme de travail de l'opération conjointe entre le ministère de la Sécurité publique du Vietnam et l'administration d'État des migrations de la Chine pour lutter contre les activités d'entrée et de sortie illégales »<sup>39</sup>.

---

<sup>36</sup> « China and Vietnam deepen border police law enforcement cooperation » (中越深化边境警务执法合作), [Guangxi Daily](#), 11 décembre 2016.

<sup>37</sup> « Zhao Kezhi Meets with Vietnamese Defense Minister » (赵克志会见越南国防部部长吴春历), [LMC](#), 20 février 2021.

<sup>38</sup> « Vietnam People's Police Academy and China's Yunnan Police Academy sign a memorandum of cooperation » (越南人民警察学院和中国云南警官学院签署合作备忘录), [Vietnam Ministry of Public Security](#), 9 janvier 2019.

<sup>39</sup> « Joint Statement on Further Strengthening and Deepening China-Vietnam Comprehensive Strategic Cooperative Partnership » (关于进一步加强和深化中越全面战略合作伙伴关系的联合声明), [PRC Embassy in Vietnam](#), 1<sup>er</sup> novembre 2022.

## 2. Les logiques de la présence sécuritaire chinoise dans le Mékong

Le renforcement de la présence sécuritaire de la RPC dans le Mékong répond à une triple logique. Il s'agit d'abord de protéger les intérêts chinois, très exposés aux risques sécuritaires, *via* la coopération policière et le recours aux ESP. En même temps, cet engagement policier et judiciaire contribue à étendre les pouvoirs extraterritoriaux de Pékin et à accroître son contrôle sur ses ressortissants à l'étranger. Enfin, la diplomatie sécuritaire des agences de sécurité chinoises, couplée aux investissements d'entreprises chinoises de la tech, cherche à modeler l'ordre sécuritaire régional en faveur de l'État-parti en propageant un langage commun de sécurité aux caractéristiques chinoises.

### 2.1. Protéger les intérêts chinois dans la zone

#### 2.1.1. Une vulnérabilité grandissante des intérêts chinois aux menaces sécuritaires

La présence économique de la Chine n'a cessé de progresser à travers le Mékong sous l'effet du programme de coopération « *Greater Mekong Subregion* » lancé en 1992 par la Banque asiatique de développement (BAD) et de politiques incitatives de Pékin comme la « *Going Out Policy* » ou la BRI.

Selon les données du *China Global Investment Tracker* de l'American Enterprise Institute, la RPC a investi 45,83 milliards USD dans la région entre 2005 et 2022. De 2016 à 2022, le volume d'échanges commerciaux entre les six pays a augmenté de 105 % pour atteindre 398 milliards USD<sup>40</sup>, positionnant la RPC parmi les principaux partenaires de la zone. Sur la même période, la RPC a fourni des prêts bonifiés pour plus de 40 projets d'infrastructures de grande ampleur, dont le nouvel aéroport de Siem Reap, la modernisation du réseau électrique de Vientiane et la centrale électrique au charbon de Vinh Tan. En parallèle, le LMC Special Fund (澜湄合作专项基金), initié en 2016 et financé par Pékin, a soutenu plus de 600 projets<sup>41</sup>. Quatre pays du Mékong – Vietnam, Laos, Cambodge et Myanmar – figurent d'ailleurs parmi les vingt-cinq principaux bénéficiaires de prêts et crédits chinois entre 2000 et 2017, selon les données d'AidData<sup>42</sup>. La RPC pratiquant l'aide liée, c'est autant d'opportunités pour les entreprises chinoises pour s'implanter dans la zone.

Sur le plan des échanges humains, plus de 50 millions de visites ont été effectuées entre la RPC et les pays du Mékong en 2019, avec près de 3 000 vols réguliers par semaine<sup>43</sup>. 332

---

<sup>40</sup> « Trade volume between China and Mekong countries increased by 105 % in 6 years » (中国与湄公河国家贸易额 6 年增长 105 %), [China News Network](#), 9 août 2022. Les chiffres indiqués proviennent d'une citation de LIU Qing (刘卿), vice-président du China Institute of International Studies (中国国际问题研究院), un *think tank* sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères.

<sup>41</sup> « Speech by Representative Ke Yousheng at the Joint Meeting of the MRC Council and Development Partners Advisory Group » (柯友生代表在湄委会理事会与发展伙伴咨询小组联合会议上的发言), [Permanent Mission of the RPC to the UNESCAP](#), 28 novembre 2022.

<sup>42</sup> Ammar A. Malik *et al.*, « Banking on the Belt and Road: Insights from a new global dataset of 13,427 Chinese development projects », [AidData at William & Mary](#), septembre 2021.

<sup>43</sup> Yi Wang, « Lancang-Mekong Cooperation: After Five Fruitful Years, A New Journey Awaits – Marking the Fifth Anniversary of the Lancang-Mekong Cooperation », [PRC Embassy in Myanmar](#), 14 avril 2021.

nouvelles lignes aériennes ont été ouvertes ces six dernières années<sup>44</sup>. Outre les flux de touristes, ces chiffres coïncident avec un grand nombre d'entreprises à capitaux chinois implantées dans la zone et une vaste diaspora. Les cinq pays du Mékong figurent parmi les principales destinations des Chinois d'outre-mer (海外华人) et représentent au total plus d'1/5 du volume total de la diaspora chinoise<sup>45</sup>. Selon des estimations, entre 2019 et 2022, la population chinoise dans le Mékong dépassait 11 millions d'individus, soit 4,4 % de la population totale dans la région (cf. *tableau ci-après*).

**Tableau n° 1 : REPARTITION DES CHINOIS D'OUTRE-MER DANS LES PAYS DU MEKONG<sup>46</sup>**

Pays	Population chinoise dans les années 1990	Population chinoise entre 2019 et 2022	% de Chinois au sein de la population totale
Cambodge	300 000	1 100 000	6,4
Laos	160 000	185 765	2,5
Myanmar	1 500 000	1 633 000	3,0
Thaïlande	6 000 000	7 090 000	10,1
Vietnam	2 000 000	1 090 020	1,1
<b>Mékong</b>	<b>249 933 429</b>	<b>11 098 785</b>	<b>4,4</b>

Cette expansion sans précédent des intérêts chinois s'est cependant traduite par une vulnérabilité accrue de la RPC sur le plan sécuritaire.

Premièrement, le nombre d'incidents impliquant des touristes chinois a progressé avec la multiplication des échanges humains. En août 2015, sept touristes chinois sont tués et vingt-six blessés dans un attentat à la bombe à Bangkok. En juillet 2018, le naufrage d'un bateau au large de Phuket entraîne la mort de quarante-sept ressortissants chinois. Un an plus tard, treize touristes Chinois décèdent dans un accident de bus au Laos.

Deuxièmement, l'augmentation des échanges commerciaux et l'amélioration de la connectivité ont davantage exposé la RPC aux activités criminelles transnationales. La région du Mékong est l'une des zones les plus touchées en Indo-Pacifique par le trafic d'espèces sauvages et l'exploitation illégale de bois, dont la Chine est le principal marché. Elle est aussi l'un des plus importants *hotspots* du trafic de drogue mondial selon l'ONUDD, qui estime que la production et le trafic de drogues dans le Triangle d'Or ont généré au moins 71 milliards USD de profits en 2019 – soit quatre fois plus qu'en 2014<sup>47</sup>. Or, ces activités illégales, en particulier la production et le trafic de méthamphétamine, constituent l'épine dorsale financière de la criminalité transnationale organisée et des groupes armés ethniques qui contrôlent des ter-

<sup>44</sup> « Trade volume between China and Mekong countries increased by 105 % in 6 years » (中国与湄公河国家贸易额 6 年增长 105 %), [China News Network](#), 9 août 2022.

<sup>45</sup> Calcul réalisé par l'auteur. Ces estimations se basent sur de récentes statistiques de l'Overseas Community Affairs Council (OCAC) de Taïwan, selon lequel la population chinoise (Taïwan inclus) à l'étranger était de 49,29 millions fin 2021.

<sup>46</sup> Compilation réalisée par l'auteur. Les données pour les années 1990 se basent sur les travaux de Danielle Tan dans *Du communisme au néolibéralisme : Le rôle des réseaux chinois dans la transformation de l'État au Laos*, thèse dirigée par Françoise Mengin, École doctorale de Sciences Po, 2011. Les estimations de la population chinoise entre 2019 et 2022 s'appuient sur les chiffres de l'OCAC, de l'Ambassade de la RPC au Cambodge.

<sup>47</sup> « Fighting drug trafficking in the Golden Triangle: a UN Resident Coordinator blog », [UN News](#), 20 septembre 2020.

ritoires autonomes au Myanmar et alimentent les conflits et l'insécurité dans le pays et le long de ses frontières, notamment avec la Thaïlande. D'ailleurs, c'est dans le Triangle d'Or – enclave de non-droit à la croisée du Laos, du Myanmar et de la Thaïlande – qu'en octobre 2011, treize marins chinois ont été violemment tués sur le Mékong. Avant cette attaque, qui a provoqué un changement de paradigme dans l'approche sécuritaire de Pékin (voir *infra*), seize Chinois avaient été tués dans la même zone et six blessés<sup>48</sup>.

En outre, les pays du Mékong jouent un rôle majeur, en tant que source et destination, dans les trafics d'êtres humains et les fraudes aux télécommunications. En juillet 2022, le Cambodge a été relégué au dernier rang sur l'index des Etats-Unis sur la traite des êtres humains. Signe de l'ampleur du phénomène, la RPC déconseille formellement à ses citoyens, depuis fin novembre 2021, de se rendre dans neuf pays, dont le Cambodge, le Laos, le Myanmar et la Thaïlande<sup>49</sup>. Derrière cette interdiction se mêlent à la fois les risques de fraudes et les jeux d'argent, le manque de gouvernance et des niveaux record de corruption. Selon le baromètre de l'ONG Transparency, le degré élevé de corruption dans les cinq pays – Cambodge (23/100), Myanmar (28/100), Laos (30/100), Thaïlande (35/100), Vietnam (39/100) – les place derrière les autres pays de la zone Indo-Pacifique.

Enfin, l'influence croissante de la RPC dans la zone a suscité la diffusion d'un sentiment anti-chinois au sein des populations locales et une prolifération d'attaques contre les intérêts de Pékin. Au Vietnam, en mai 2014, des émeutes ont éclaté quand la Chine a placé une plateforme pétrolière dans les eaux au large du pays, conduisant à l'évacuation par Pékin de 3 553 personnes par avions et bateaux<sup>50</sup>. En 2018, d'autres manifestations anti-chinoises ont eu lieu à propos d'un projet de loi sur les zones économiques spéciales (SEZ) que les travailleurs craignaient de voir dominées par les intérêts chinois<sup>51</sup>. Au Laos, des projets chinois ont suscité la colère de communautés indigènes, qui ont répliqué en détruisant des cultures plantées par des Chinois<sup>52</sup>. En 2016 et 2017, des travailleurs chinois ont également été tués dans la province de Xaisomboum, dans le centre du pays. Si le gouvernement laotien a imputé ces incidents à des « bandits », des sources citées par *Asia Times* ont suggéré que ces attaques relevaient davantage d'une stratégie de l'insurrection Hmong pour créer des tensions entre Pékin et Vientiane<sup>53</sup>. Plus récemment, c'est au Myanmar que des attaques visant des biens chinois ont eu lieu sur fond de soutien tacite de la RPC à la junte birmane. En mars 2021, des usines chinoises ont ainsi été saccagées et deux employés blessés dans une zone industrielle de Rangoun<sup>54</sup>, tandis qu'en février 2022, la milice civile a endommagé des infrastructures gazières financées par la Chine<sup>55</sup>.

---

<sup>48</sup> Andrew S. Erickson, Austin M. Strange, « Ripples of Change in Chinese Foreign Policy: Evidence from Recent Approaches to Nontraditional Waterborne Security », *Asia Policy*, janvier 2014.

<sup>49</sup> « Do not travel to these 9 countries unless necessary! » (非必要不要前往这 9 个国家!), [Pingjiang County Government](#), 11 février 2022.

<sup>50</sup> Richard C. Paddock, « Vietnamese Protest an Opening for Chinese Territorial Interests », [New York Times](#), 11 juin 2018.

<sup>51</sup> Keegan Elmer, « Anti-China protests in Vietnam set to aggravate tensions with Beijing », [South China Morning Post](#), 13 juin 2018.

<sup>52</sup> Robert Bociaga, « Chinese investment upheavals anger Laos' indigenous tribes », [Nikkei Asia](#), 5 mars 2020.

<sup>53</sup> David Hutt, « Are Chinese nationals being targeted in Laos? » [Asia Times](#), 15 juin 2017.

<sup>54</sup> Min Ye Kyaw, « Why are Myanmar's anti-coup protesters angry at China? », [South China Morning Post](#), 16 mars 2021.

<sup>55</sup> « China-Backed Pipeline Facility Damaged in Myanmar Resistance Attack », [The Irrawaddy](#), 15 février 2022.



Face à cette détérioration de son environnement sécuritaire, le pouvoir chinois a opté pour une réponse multinationale visant à « *protéger efficacement la sécurité et les droits et intérêts légitimes des personnes, organisations et institutions chinoises à l'étranger* », comme le suggère le Livre blanc sur la sécurité et la défense nationale de 2019<sup>56</sup>.

### **2.1.2. Une réponse sécuritaire multiscalaire**

La RPC suit une logique multiscalaire pour protéger ses intérêts dans le Mékong<sup>57</sup>. Elle s'appuie d'abord sur les forces de sécurité des gouvernements locaux, avec lesquels elle coopère pour renforcer leurs capacités. Particularité de la politique chinoise dans la région, Pékin mobilise aussi ses propres forces pour chercher à endiguer les menaces sécuritaires, à travers des formats aussi bien multilatéraux que bilatéraux. Ces efforts s'accompagnent d'une privatisation de la protection des intérêts chinois et d'un recours croissant à des entreprises de sécurité privée chinoises (ESP), telles que Frontier Services Group ou Overseas Security Guardians.

#### *A. La priorisation du soutien aux forces de l'ordre locales*

Traditionnellement, la RPC tend à privilégier la protection de ses ressortissants et de ses biens par les forces de sécurité des pays du Mékong. Ce mode de fonctionnement, qui relève de contraintes capacitaires, politiques et légales en matière d'usage de la force à l'étranger, prend aussi bien la forme d'échanges institutionnalisés que de soutiens *ad hoc* en cas d'incidents impliquant des intérêts chinois.

Au Laos par exemple, les deux gouvernements ont établi des mécanismes dédiés comme le « Dialogue conjoint tripartite sur la sécurité de la BRI » ("一带一路"安全保障三方联席对话视频会) en juin 2021 et la « Conférence de travail sur la sécurité du chemin de fer Chine-Laos » (中老铁路安全工作会商推进会), qui s'est tenue en septembre 2022. Lors du dialogue de juin 2021 étaient notamment présents l'ambassadeur de Chine au Laos, des représentants du ministère laotien des Affaires étrangères et d'entreprises à capitaux chinois impliquées dans de grands projets liés à la BRI : le chemin de fer sino-laotien, la centrale hydroélectrique de la rivière Nam Ou, le réseau électrique national, les zones économiques de Saysettha (Vientiane) ou de Boten, etc. Durant la réunion, le représentant du ministère laotien des Affaires étrangères et de l'équipe de coordination de la sécurité du gouvernement laotien (老挝政府安全保障协调小组) a déclaré que « *[l]a partie laotienne attache une grande importance à la sécurité des entreprises et des investisseurs chinois au Laos, et coopère activement avec la partie chinoise dans la mise en œuvre de mesures pertinentes de sécurité et de prévention et de contrôle des risques, avec des militaires et des policiers stationnés autour des principaux projets de coopération entre les deux pays, en se concentrant notamment sur la surveillance des itinéraires du projet ferroviaire Laos-Chine* »<sup>58</sup>.

<sup>56</sup> « Chinese National Defense in the New Era » (新时代的中国国防), *Xinhua*, 24 juillet 2019.

<sup>57</sup> À noter que cette étude ne traite pas du renforcement de la coopération bilatérale de défense et de la protection consulaire, qui constituent autant de moyens employés par Pékin pour renforcer la sécurité de ses intérêts dans le Mékong.

<sup>58</sup> « Counselor Zhao Wenyu presided over the video conference of the Tripartite Joint Dialogue on the Security of the 'Belt and Road' » (赵文宇参赞主持召开“一带一路”安全保障三方联席对话视频会), [PRC Ministry of Commerce](#), 27 juin 2021.

Cette déclaration est corroborée par un rapport de l'United States Institute of Peace, qui affirmait déjà, en 2018, que l'armée laotienne fournissait des gardes armés pour protéger les projets chinois<sup>59</sup>. Par ailleurs, elle fait référence, en creux, aux interactions entre la RPC et le Laos sur le plan de l'application de la loi.

Le MSP chinois soutient depuis longtemps son homologue laotien dans le renforcement de ses capacités à travers des formations ou des dons d'équipements. L'Académie de police laotienne bénéficie d'un partenariat avec le Yunnan Police College (云南警官学院), qui comprend la formation de personnel, des visites mutuelles, de la recherche et des échanges académiques<sup>60</sup>. Dans ce cadre, les deux écoles ont par exemple organisé, en juin 2019, le troisième « Forum des présidents des académies de police de Chine, de l'ASEAN et d'autres pays voisins et conférence sur le renforcement des capacités de maintien de l'ordre » (中国与东盟等周边国家警察院校长论坛暨执法能力建设圆桌会议)<sup>61</sup>. La même année, le Yunnan Police College a donné des équipements pour la deuxième fois à l'Académie de police du Laos pour y construire un laboratoire informatique<sup>62</sup>.

Outre cette coopération institutionnelle, la RPC forme les forces de l'ordre sur des thématiques précises et stratégiques. En lien avec le projet de chemin de fer sino-laotien, des délégations d'officiers de police laotiens ont été formées en 2017, 2018 et 2019 au Railway Police College (铁道警察学院), basé dans le Henan. Ces formations consistaient à promouvoir le « modèle de police chinois » et « renforcer la sécurité du transport ferroviaire » sur des cas concrets, dont la gestion de marchandises dangereuses<sup>63</sup>. Les forces de l'ordre laotiennes ont également suivi des cycles de formation sur la cybercriminalité en 2016 et 2019, organisées conjointement par le Bureau de la sécurité publique du Hunan (湖南省公安厅) et le Hunan Police College (湖南警察学院). Lors de la première itération, vingt-cinq policiers laotiens ont participé à une formation intense de quatorze jours incluant, par exemple, des cours sur les technologies informatiques et sur l'investigation de cybercrimes<sup>64</sup>.

Au-delà du Laos, l'appareil policier et diplomatique chinois est aussi actif auprès des autres pays de la zone, auxquels incombe également la charge de protéger les biens et ressortissants chinois.

Ainsi, concernant le Myanmar, la RPC a souligné à plusieurs reprises la responsabilité des autorités locales quant à la sécurité de ses intérêts, particulièrement vulnérables face à la forte détérioration de la situation sécuritaire du pays. En 2021 par exemple, à la suite

---

<sup>59</sup> Zi Yang, « Securing China's Belt and Road Initiative », Special Report, United States Institute of Peace, novembre 2018.

<sup>60</sup> « Secretary Li Gang sent congratulatory letters to two Lao police academies on the occasion of the 60<sup>th</sup> anniversary of the establishment of diplomatic relations between China and Laos » (李刚书记在中老建交 60 周年之际向老挝两所警察院校致信祝贺), [Yunnan Police College](#), 14 octobre 2021.

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> « The Handover Ceremony of Yunnan Police Academy's Aid to Laos People's Police Academy to Build a Computer Laboratory was Held at Mohan Port » (云南警官学院援助老挝人民警察学院建设计算机实验室物资交接仪式在磨憨口岸举行), [Yunnan Police College](#), 9 décembre 2012.

<sup>63</sup> « Laos Railway Police Training Course held a series of reports at the Railway Police Academy » (老挝铁路警察培训班在铁道警察学院举办系列报道), [Railway Police College](#), 24 novembre 2017.

<sup>64</sup> « 25 Lao policemen go to Hunan to study 'fighting cybercrime' » (25 名老挝警察去湖南学习“打击网络犯罪”), Laos Information Network (WeChat), 2 février 2011 ; « China-Lao Connection! 25 Lao policemen come to our school to learn how to combat cybercrime » (中老连线! 25 名老挝警察来我校学习打击网络犯罪), [Hunan Police College \(WeChat\)](#), 2 novembre 2016.

d'incidents répétés, Pékin a demandé au gouvernement birman de renforcer considérablement la sécurité de l'oléoduc et du gazoduc sino-birmans. La même année, en mars, le ministère chinois des Affaires étrangères a vivement réagi au saccage de trente-deux usines à capitaux chinois dans la zone industrielle de Hlaing Tharyar à Rangoun par des manifestants anti-régime, et a appelé la partie birmane à « *prendre des mesures concrètes pour protéger la sécurité des citoyens chinois au Myanmar et éviter résolument la répétition d'incidents similaires* »<sup>65</sup>. Signe de l'attention portée par le régime birman à ce sujet, vingt-huit individus ont été rapidement condamnés à des peines de vingt ans de prison, et le chef de la junte, Senior Gen. Min Aung Hlaing, s'est déplacé sur le site de l'attaque le mois suivant<sup>66</sup>. Un mois avant l'incident, il avait en outre déclaré au média chinois *Phoenix TV* (凤凰卫视) que la junte protégerait tous les investissements étrangers<sup>67</sup>.

En contrepartie de la protection des intérêts chinois, la RPC a contribué – à un niveau moindre que dans les cas du Laos et du Cambodge – au renforcement des capacités des forces de sécurité birmanes. C'est ce qu'indique par exemple le compte rendu officiel d'un entretien entre le Consul général chinois à Mandalay et le chef de la police locale en mars 2014. À cette occasion, le diplomate chinois a remercié la police de Mandalay « *pour le soutien qu'elle a apporté au Consulat général au fil des ans et pour la protection de la sécurité accordée aux entreprises et au personnel chinois* ». Il a ensuite pris connaissance de « *la mise en œuvre du système de surveillance de la sécurité urbaine du Département de la police de Mandalay soutenue par le ministère chinois de la Sécurité publique* », déclarant que « *la Chine et le Myanmar sont comme des frères et que la Chine continuera à apporter le soutien et l'aide nécessaires à la police du Myanmar* »<sup>68</sup>.

De même, lors de la 5<sup>ème</sup> conférence ministérielle Chine-Myanmar sur le *law enforcement* et la sécurité en septembre 2016, GUO Shengkun (郭声琨), alors ministre de la Sécurité publique, a affirmé que les deux pays devraient « *approfondir la coopération pratique dans la lutte contre la drogue, la lutte contre le terrorisme, la gestion des frontières et la sécurité des grands projets, et maintenir efficacement la sécurité et la stabilité dans les deux pays et les zones frontalières* », avant d'appeler à « *renforcer les échanges et la formation entre les agences locales d'application de la loi et académies de sécurité publique et de police pour améliorer conjointement les capacités d'application de la loi* »<sup>69</sup>. À ce sujet d'ailleurs, le Yunnan Police College (云南警官学院) forme depuis 2002 des policiers birmans sur le contre-terrorisme et la sécurité frontalière<sup>70</sup>. Au total, en 2018, 739 agents avaient été entraînés par la RPC<sup>71</sup>.

---

<sup>65</sup> « Ministry of Foreign Affairs: Urge Myanmar to ensure the safety of life and property of Chinese-funded enterprises in Myanmar and investigate and deal with the perpetrators » (外交部：敦促缅甸确保在缅中资企业人员生命和财产安全 查处肇事者), [CCTV](#), 15 mars 2021.

<sup>66</sup> « Myanmar Junta Slaps Chinese Factory Arsonists with Heavy Prison Terms », [The Irrawaddy](#), 27 mai 2021.

<sup>67</sup> « Bomb Explodes at Chinese-Backed Factory in Myanmar », [The Irrawaddy](#), 11 juin 2021.

<sup>68</sup> « Consul General Wang Yu Calls on Mandalay Provincial Police Director » (王愚总领事拜会曼德勒省警察厅长), [PRC Consulate-General in Mandalay](#), 27 mars 2014 ; Consul General Wang Yu paid a visit to Myanmar Police Commissioner (王愚总领事到任拜会缅甸警察总监), [PRC Consulate-General in Mandalay](#), 12 avril 2014.

<sup>69</sup> « The Fifth China-Myanmar Law Enforcement and Security Cooperation Conference Held in Nay Pyi Taw » (中缅第五次执法安全合作会议在内比都举行), [PRC Ministry of Public Security](#), 28 septembre 2016.

<sup>70</sup> « Yunnan Police Academy held the opening ceremony of the 2018 Myanmar Anti-Terrorism and Border Security Cooperation Training Course » (云南警官学院举行 2018 年缅甸反恐及边境安全合作培训班开班仪式), Yunnan Police College, 16 octobre 2018.

<sup>71</sup> *Ibid.*

À noter que le Yunnan, par ses liens historiques et culturels avec le Myanmar et la frontière commune, occupe une place centrale dans le développement de la relation bilatérale. L'un des symboles en est l'Institut d'études du Myanmar (缅甸研究院), rattaché à l'Université du Yunnan (云南大学). Unique institution de recherche sur le Myanmar en Chine, et acteur reconnu en matière de diplomatie publique<sup>72</sup>, ce centre a pendant longtemps été dirigé par le professeur LI Chenyang (李晨阳), expert du Myanmar, qui dirige désormais le Département du commerce du Yunnan<sup>73</sup>.

Si la RPC s'est pendant longtemps reposée sur les gouvernements des pays du Mékong pour répondre à ses besoins sécuritaires, cette approche a néanmoins évolué en lien avec divers facteurs : le poids économique considérable de la Chine vis-à-vis de ses voisins et la multiplication de projets clés, le renforcement des capacités de ses forces de sécurité et une diplomatie plus affirmée ainsi que la détérioration de l'environnement sécuritaire régional. En résulte un engagement renforcé de Pékin dans le domaine de la coopération policière, aux niveaux tant bilatéral que multilatéral.

### *B. Un engagement renforcé dans le domaine de l'application de la loi*

L'engagement sécuritaire de la RPC dans le Mékong, en particulier dans le domaine de l'application de la loi, n'est pas un phénomène récent. Les organes de sécurité chinois entretiennent des interactions régulières avec leurs homologues de la zone depuis plus de trente ans. Cependant, force est de constater que la posture chinoise a changé de paradigme depuis le début des années 2010, le MSP chinois ayant désormais une approche beaucoup plus active en matière de coopération policière internationale.

Si les premières opérations conjointes entre la RPC et les pays du Mékong contre la criminalité transnationale datent des années 1970, la coopération reste très limitée – échange bilatéral d'information et transfert de suspects – jusque dans les années 1990<sup>74</sup>. Cette période, qui suit l'adhésion de Pékin à Interpol en 1984, est marquée par un développement de la coopération policière sous l'angle de la lutte contre le trafic de drogues. En 1993, la Chine signe un Mémoire d'entente (MoU) sur le contrôle des drogues dans la sous-région du Grand Mékong avec l'ONUDC, le Laos, la Thaïlande et le Myanmar. Cet accord, étendu au Cambodge et au Vietnam en 1995, met en place des mécanismes et programmes, dont un format d'échange de niveau ministériel, qui sont toujours actifs<sup>75</sup>. Au niveau bilatéral, Pékin signe par exemple en 2000 un MoU avec la Thaïlande visant à renforcer la coopération bilatérale anti-drogue. La même année, la RPC participe à la première *ASEAN-China International Anti-Drug Conference* (东盟-中国国际禁毒会议), qui se conclut par l'adoption de la Déclaration politique de Bangkok et d'un Plan d'action anti-drogue entre la RPC et l'ASEAN (东盟和中国禁毒行动计划). En 2003, les autorités chargées de la lutte anti-drogue de quatre pays

---

<sup>72</sup> « Myanmar Research Institute of Yunnan University won the '2021 Chinese Think Tank Characteristic Cases (Public Diplomacy)' Award from the Chinese Academy of Social Sciences Evaluation » (云南大学缅甸研究院获中国社会科学评价研究院“2021年中国智库特色案例(公共外交)”奖), *Peripheral Diplomacy Studies* (WeChat), 29 septembre 2021.

<sup>73</sup> Signe de son influence, LI Chenyang a été l'auteur principal de la « Proposition d'étude de faisabilité sur la construction de l'oléoduc Kunming au Myanmar », ensuite acceptée par le gouvernement chinois.

<sup>74</sup> Lian Guo, « The Exploration and Practice of Police Cooperation among China, Laos, Myanmar and Thailand – Taking China-Thailand police cooperation as an example » (中老缅泰澜湄流域警务合作探索与实践 ——以中泰警务合作为例), *The Journal of Yunnan Police College*, 2021.

<sup>75</sup> « Renforcement de la coopération pour lutter contre les drogues illicites en Asie du Sud-Est », ONUDC, 13 mai 2013.

(Chine, Laos, Myanmar et Thaïlande) organisent conjointement une expédition anti-drogue sur le Mékong et adoptent un plan d'action de lutte contre ces trafics le long du fleuve<sup>76</sup>.

Dans les années 2000, la coopération entre la RPC et les pays du bassin s'accélère, principalement au niveau de l'ASEAN et sous l'angle de la sécurité non traditionnelle. En 2002, la Chine signe avec le bloc la Déclaration conjointe Chine-ASEAN sur la coopération en matière de sécurité non traditionnelle (中国—东盟关于非传统安全领域合作的联合宣言), visant à approfondir la coopération sur la lutte contre le trafic de drogue, le trafic de migrants illégaux, la piraterie, le terrorisme, la contrebande d'armes, le blanchiment d'argent, les crimes économiques internationaux et la cybercriminalité<sup>77</sup>. Ce document est suivi en 2004 par l'adoption d'un MoU qui identifie comme priorités la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et les crimes économiques internationaux<sup>78</sup>.

En parallèle, la RPC a cherché à faciliter la lutte contre les crimes transnationaux en signant des accords de coopération judiciaire avec les pays du Mékong (cf. *tableau ci-après*)<sup>79</sup>. Si ces traités ont permis de jeter les bases juridiques d'un renforcement de la coopération policière, la majorité des échanges ont en réalité été conduits en dehors de ce cadre, la Chine privilégiant la voie diplomatique et informelle. Au Cambodge par exemple, au moins 610 ressortissants chinois suspectés de fraudes aux télécoms auraient été rapatriés vers la Chine, ce sans passer par des procédures d'extradition formelles (selon l'ONG Safeguard Defenders)<sup>80</sup>. Ces textes sont d'autant plus symboliques que, malgré le déroulement d'opérations conjointes, certains États de la région (Myanmar) n'ont pas signé de traité d'extradition.

**Tableau n° 2 : TRAITES D'EXTRADITION OU D'ASSISTANCE JUDICIAIRE ENTRE LA RPC ET LES PAYS DU MEKONG<sup>81</sup>**

Pays	Traité d'extradition		Traité d'assistance judiciaire (civil / pénal)	
	Signé en	Ratifié en	Signé en	Ratifié en
Cambodge	1999	2000	X	X
Laos	2002	2003	1999	2001
Myanmar	X	X	X	X
Thaïlande	1993	1999	1994 / 2003	1997 / 2005
Vietnam	1998	1999	1998	1999

<sup>76</sup> « ASEAN and China cooperate actively in drug control, and there is a long way to go to establish a drug-free zone » (东盟与中国合作积极禁毒 建立无毒区任重道远), *Global Times*, 26 juin 2012.

<sup>77</sup> « China-ASEAN Joint Declaration on Cooperation in Non-Traditional Security Fields » (中国与东盟关于非传统安全领域合作联合宣言), *PRC MOFA*, 4 novembre 2002.

<sup>78</sup> « China and ASEAN countries signed a memorandum of cooperation in the field of non-traditional security », *China News*, 10 janvier 2004.

<sup>79</sup> Ke Wang, « Research on the Influencing Factors and Countermeasures of China's Participation in Police Cooperation in Lancang-Mekong Subregion » (中国参与澜沧江—湄公河次区域警务合作的影响因素及对策研究), People's Public Security University of China, 2019.

<sup>80</sup> « 110 Overseas: Chinese Transnational Policing Gone Wild », Safeguard Defenders, septembre 2022.

<sup>81</sup> Informations compilées par l'auteur à partir de plusieurs sources, dont « List of extradition treaties concluded between China and foreign countries » (中国和外国缔结的引渡条约一览表), *Global Times*, 21 octobre 2014.

Malgré ces avancées, il faut attendre le tournant des années 2010 et l'incident « 10.5 » pour voir un renforcement drastique de l'engagement sécuritaire de la RPC dans le Mékong. Après déjà plusieurs attaques mortelles contre des ressortissants chinois, le meurtre de treize marins chinois par un groupe criminel affilié au baron de la drogue Naw Kham en octobre 2011 suscite ainsi une vive réaction au sein de la population chinoise et oblige le gouvernement central à intervenir (cf. 3.1.).

Sur le plan multilatéral, la RPC parvient à convaincre les trois pays du Triangle d'Or (Myanmar, Laos et Thaïlande) et lance des patrouilles conjointes sur le Mékong seulement quelques semaines après l'incident « 10.5 ». Initialement de courte durée, ce mécanisme s'est progressivement normalisé et approfondi : nouveaux membres observateurs, exercices conjoints, patrouilles terrestres, formations, etc. (cf. 3.1.). Cet élargissement se poursuit en 2017 avec la création du Centre de coopération intégrée de l'application de la loi et de la sécurité du Lancang-Mékong (澜沧江—湄公河综合执法安全合作中心 – LM-LECC). Affilié à l'initiative multilatérale chinoise *Lancang-Mekong Cooperation* (LMC), ce Centre constitue une plateforme inédite pour promouvoir la coopération policière régionale entre la RPC et les cinq pays du Mékong. Vu de Pékin, il sert ainsi à favoriser les échanges, coordonner des opérations conjointes et améliorer les capacités en matière d'application de la loi des États membres tout en poussant l'agenda régional et en renforçant son influence (cf. 3.2.).

Sur le plan bilatéral, la RPC intensifie ses efforts dès le lendemain de l'incident « 10.5 » en menant une opération de grande ampleur pour capturer le suspect de l'attaque, Naw Kham. Après une longue traque internationale, le MSP chinois parvient finalement à le capturer au Laos avant de le déporter. Avec cette opération très politique, la RPC adopte une approche beaucoup plus active – très loin de sa posture traditionnelle de non-interférence – et qui n'a cessé de se renforcer depuis, comme en témoigne le cas de la lutte contre la fraude aux télécoms.

Ces dernières années, plusieurs pays du Mékong sont devenus l'épicentre de fraudes aux télécoms et de trafics d'êtres humains en Asie du Sud-Est. Des centaines d'individus de RPC, Taïwan, Malaisie, Hong Kong, Thaïlande ou encore Vietnam sont ainsi attirés chaque mois dans des enceintes dédiées (casinos, zones économiques, etc.) pour participer à ces activités illicites dans des conditions qui relèvent d'un « enfer vivant » selon l'expression du rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'Homme au Cambodge, Vitit Mun-tarbhorn<sup>82</sup>.

Face à ce phénomène – impliquant des Chinois parmi à la fois les victimes et les criminels –, la RPC a déployé des moyens considérables en matière d'application de la loi. En septembre 2021, le directeur du Bureau des enquêtes criminelles du ministère de la Sécurité publique, LIU Zhongyi (刘忠义), a révélé qu'un total de 54 000 personnes soupçonnées de fraude avaient été persuadées de revenir – uniquement du nord du Myanmar – depuis le début de l'année<sup>83</sup>. Au Laos, les polices chinoise et laotienne ont par exemple mené en janvier 2019 une opération conjointe pour arrêter puis déporter vers la Chine 191 individus suspectés de fraude aux télécoms pour un montant total de 60 millions USD<sup>84</sup>. Quant au Cambodge, le

<sup>82</sup> « SR Cambodia End of Mission Statement », [OCHR](#), 26 août 2022.

<sup>83</sup> « Recently, more than 80% of overseas imported diagnoses in Yunnan have surrendered, and cross-border fraudsters line up to return to China » (云南近期超8成境外输入确诊系投案自首, 跨境诈骗人员排队回国), [Yicai](#), 2 octobre 2021.

<sup>84</sup> « The Lao police handed over 191 suspects in the joint investigation of the telecommunications fraud case to China » (老挝警方方向中方移交联合侦破电信诈骗案 191名犯罪嫌疑人), [Xinhua](#), 11 janvier 2019.

MSP chinois y a envoyé en septembre 2017 un groupe de travail composé de policiers de Shandong, Henan, Guangdong et Chongqing pour enquêter sur plus de 200 cas de fraudes aux télécoms, aboutissant au rapatriement de 74 suspects vers la Chine<sup>85</sup>. Entre octobre 2017 et septembre 2019, 1 000 suspects de fraudes aux télécoms ont été arrêtés par les polices chinoise et cambodgienne. L'ONG Safeguard Defenders estime en outre qu'au moins 610 ressortissants chinois soupçonnés de fraude en ligne ont été rapatriés depuis le Cambodge vers la Chine en 2021<sup>86</sup>.

Dans le cas du Cambodge, ces opérations ont été permises notamment par un engagement des deux pays au niveau politique avec le lancement en 2019 par ZHAO Kezhi (赵克志) et le ministre de l'Intérieur Sâr Khéng – réputé proche de Pékin – de « l'Année de la coopération policière entre la Chine et le Cambodge » (中柬执法合作年). Un second facteur clé a été l'ouverture, la même année, d'un Bureau de coordination de la coopération policière entre la Chine et le Cambodge (中柬执法合作协调办公室) à Phnom Penh, qui permet au MSP de stationner en permanence des policiers chinois dans le royaume et lui offre un accès privilégié aux autorités cambodgiennes<sup>87</sup>. Le chef du bureau de coordination WU Jianmin (仵建民) s'est par exemple entretenu deux fois en deux semaines avec le directeur général de l'immigration du ministère cambodgien de l'Intérieur durant la période juillet-août 2022<sup>88</sup>.

**Figure n° 1 : WU JIANMIN (AU CENTRE) ET DES MEMBRES DU PERSONNEL DU BUREAU DE COORDINATION POLICIERE LORS D'UNE REUNION AU MINISTERE DE L'INTERIEUR CAMBODGIEN**



Source : PRC Embassy in Cambodia

L'implantation et l'activité de ce bureau reflètent à la fois une certaine normalisation de la présence policière chinoise dans le pays et une dépendance réelle du régime cambodgien à l'appareil sécuritaire chinois pour lutter contre la criminalité en interne et assurer *in fine* sa stabilité au pouvoir.

<sup>85</sup> « 61 telecom fraud suspects were escorted back from Cambodia » (61 名电信网络诈骗犯罪嫌疑人从柬埔寨被押解回国), [Xinhua](#), 29 octobre 2017.

<sup>86</sup> « 110 Overseas: Chinese Transnational Policing Gone Wild », Safeguard Defenders, septembre 2022.

<sup>87</sup> Les informations disponibles en sources ouvertes montrent qu'au moins six policiers chinois sont affectés au bureau de coordination.

<sup>88</sup> « Chinese and Cambodian police discuss cooperation in combating cross-border crimes » (中柬两国警方商讨合作打击跨境犯罪), [PRC Embassy in Cambodia](#), 29 juillet 2022.

En parallèle du renforcement de la présence policière de Pékin dans le bassin du Mékong, de plus en plus d'entreprises de sécurité privée (ESP) chinoises s'y sont implantées, formant ainsi un niveau supplémentaire dans la protection des intérêts chinois.

### C. Un recours croissant aux entreprises de sécurité privée

L'industrie chinoise des services de sécurité a largement prospéré ces dernières années. Selon le MSP, qui supervise ce secteur, il y aurait en Chine 15 000 entreprises de services de sécurité et 6,4 millions d'agents de sécurité, qui exercent des activités telles que le gardiennage, les patrouilles, l'escorte, l'inspection de sécurité, l'évaluation des risques et la formation, etc.<sup>89</sup>

Un nombre croissant de ces ESP se sont internationalisées, encouragées en cela par le régime chinois. En 2016, MENG Jianzhu (孟建柱), alors secrétaire de la Commission centrale du Parti communiste chinois (PCC) pour les affaires politiques et légales, a déclaré que « *les entreprises de sécurité qualifiées doivent suivre activement la demande toujours plus forte de protection des intérêts étrangers et accélérer le développement des services de sécurité à l'étranger* »<sup>90</sup>.

Du point de vue du cadre politique et légal, plusieurs organes centraux dont le ministère du Commerce, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Sécurité publique ont publié en 2010 des « Règles sur la gestion de la sécurité des établissements et du personnel des entreprises chinoises à l'étranger » (境外中资企业机构和人员安全管理规定). Cet important document a notamment formulé le principe : « *celui qui envoie [est] celui qui est responsable* » (谁派出, 谁负责)<sup>91</sup>, i.e. la charge de protéger les travailleurs chinois à l'étranger incombe dès lors avant tout aux employeurs. Il a également posé les bases du mécanisme de sécurité à l'étranger, « Cinq en un » (五位一体), avec « *les entreprises comme corps principal, les employés comme fondation, les industries comme clé, l'État comme garantie et la coopération internationale comme aide* » (企业是主体, 员工是基础, 行业是关键, 国家是保障, 国际合作是助力)<sup>92</sup>.

En plus de limiter l'exposition du régime chinois en cas de crises à l'étranger, ces changements permettent avant tout de pallier les limites légales et capacitaires auxquelles la RPC fait face pour protéger efficacement des intérêts à l'étranger de plus en plus vulnérables. Comme l'indique l'ambassadeur de Chine au Cambodge au représentant de China Overseas Security Group (中国海外保安集团 – COSG) lors d'un entretien en 2017, « *[la Chine] ne peut*

---

<sup>89</sup> 全国保安行业开展“喜迎二十大 保安护平安”主题宣传日活动, PRC Ministry of Public Security, 29 juillet 2022.

<sup>90</sup> « Speech by Meng Jianzhu during the symposium with representatives of outstanding security guards from the Fourth National Excellent Security Service Company » (孟建柱与第四届全国优秀保安服务公司优秀保安员代表座谈时的讲话), [Legal Daily](#), 7 novembre 2016.

<sup>91</sup> « The Ministry of Commerce and other 7 ministries and commissions jointly issued a notice on the issuance of regulations on the safety management of institutions and personnel of overseas Chinese-funded enterprises » (商务部等7部委联合发布关于印发 境外中资企业机构和人员安全管理规定的通知), [PRC Ministry of Commerce](#), 13 octobre 2010. À noter que ces règles ont fait l'objet de plusieurs révisions, dont la dernière date de 2018.

<sup>92</sup> Jie Zhang, « New Challenges of Overseas Public Security and New Progress of Governance Cooperation in 2019 » (2019年海外公共安全的新挑战与治理合作的新进展), in *Blue Book on Overseas Public Security and Cooperation*, [Social Science Literature Publishing House](#), juin 2020.



*pas envoyer des Marines comme les États-Unis [...] l'objectif est de promouvoir les entreprises de sécurité nationales pour fournir des services de sécurité à l'étranger »<sup>93</sup>.*

À cela s'ajoutent des considérations politiques et stratégiques, les ESP pouvant servir de relais d'influence pour Pékin. Selon un article publié par l'entreprise Cross Ocean Security (中海国际安保), qui a depuis été retiré, « l'entité légalisée restera probablement sous le contrôle étroit de l'État, ce qui permettra à Pékin d'utiliser des sociétés de sécurité privée pour promouvoir ses intérêts géopolitiques et économiques dans des zones d'importance stratégique »<sup>94</sup>.

Si le Mékong n'est pas apparu initialement comme un terrain privilégié pour l'internationalisation des ESP – d'abord présentes au Moyen-Orient ou en Afrique –, les informations disponibles en sources ouvertes montrent en réalité une multiplication d'acteurs et d'activités de sécurité privée dans la zone. D'après un rapport de C4ADS, les ESP chinoises sont devenues les principaux acteurs étrangers du secteur de la sécurité privée dans le bassin. Des ressortissants chinois dirigent par exemple vingt-trois des quarante ESP enregistrées au Cambodge et six des neuf au Myanmar<sup>95</sup>. Parmi ces ESP, les plus actives sont :



**Frontier Services Group (先丰服务集团 – FSG).** FSG a une présence dans tous les pays de la région, hormis le Vietnam<sup>96</sup>. Cette entreprise, basée à Hong Kong et Pékin, est unique en Chine en ce qu'elle est une filiale de CITIC Group, l'un des principaux conglomérats d'État chinois, mais établie par l'ancien PDG de Blackwater, Erik Prince. Il a siégé dans le comité exécutif de l'entreprise jusqu'en février 2021<sup>97</sup>. Depuis janvier 2022, FSG est dirigé par LI Xiaopeng (李晓鹏), ancien cadre du MSP, où il a notamment participé à la coordination de la sécurisation des JO de Pékin de 2008, et fondateur de Beijing DeWe Security Services (北京德威保安服务)<sup>98</sup>.

<sup>93</sup> « Brief Introduction of COSG's Meeting with Ambassador to Cambodia » (COSG 拜会驻柬埔寨大使简况, [COSG](#), 27 mars 2017.

<sup>94</sup> « Private Security Companies in China – New Trends and Future Prospects » (中国私人保安公司——新趋势与未来展望), Cross Ocean Security (WeChat).

<sup>95</sup> Ben Spevack *et al.*, « Zoned Out », [C4ADS](#), 2021.

<sup>96</sup> « New Member Introduction | Frontier Services Group » (新会员介绍 | 先丰服务集团), [China International Contractors Association](#) (WeChat), 5 décembre 2017.

<sup>97</sup> Profil [LinkedIn](#) d'Erik Prince.

<sup>98</sup> « Frontier Services Appoints Li Xiaopeng as Executive Director and CEO and Grants 23.4 Million Share Options » (先丰服务委任李晓鹏为执董兼行政总裁 并授出 2340 万股购股权), [Guandian.cn](#), 21 janvier 2022.



**Zhongbao Hua'an Group (中保华安集团 – ZBHA).** Établi en 2007, ZBHA compte parmi les plus importantes ESP du pays. Il est en partie détenu par l'entreprise de logistique SF Holdings<sup>99</sup>, qui se trouve d'ailleurs être aussi le principal actionnaire de FSG après CITIC. ZBHA compterait 20 000 employés dont 5 000 à l'international, y compris au Cambodge et en Thaïlande<sup>100</sup>. L'ESP est dirigée par KONG Xianming (孔宪明), qui a notamment été le premier attaché de police de la Chine aux États-Unis et qui a occupé des postes importants comme directeur de la Commission anti-drogue de Shanghai et directeur adjoint du Bureau des affaires de Hong-Kong et Macao du gouvernement municipal de Shanghai<sup>101</sup>.



**Overseas Security Guardians (海卫队 – OSG).** Overseas Security Guardians est une plateforme opérationnelle de sécurité à l'étranger créée en 2013 par une ESP chinoise de premier plan, Zhongjun Junhong Security Service (中军军弘安保集团) en réponse aux nouveaux défis sécuritaires posés par la BRI. OSG est l'une des rares ESP chinoises à avoir reçu l'autorisation du gouvernement chinois pour mener des escortes maritimes armées<sup>102</sup>. OSG est dirigée par WU Guohua (吴国华), un ancien colonel de l'Armée populaire de libération (APL) passé par le Bureau de la sécurité publique de Pékin. Son personnel chinois serait constitué uniquement de vétérans de l'APL et de la Police armée du peuple (PAP)<sup>103</sup>.



**Anbang Save-Guard Group (浙江安邦护卫集团).** Anbang est une entreprise d'État de la province du Zhejiang qualifiée pour les services de sécurité armée. Elle a été établie en 2006 avec l'approbation du Bureau provincial de la sécurité publique et de la Commission provinciale pour les affaires politiques et légales. Outre par la SASAC provinciale du Zhejiang, Anbang est détenue par Cethik Group (中电海康集团), une filiale du conglomérat de défense China Electronics Technology Corporation (CETC) et principal actionnaire du leader mondial de la vidéosurveillance Hikvision (海康威视)<sup>104</sup>. D'après son site officiel, Anbang compte vingt-huit filiales et plus de 16 000 employés<sup>105</sup>.

<sup>99</sup> « AllBright Lawyers Successfully Assisted Zhongbao Huaan Group in Introducing Strategic Investor SF Holdings » (锦天城律师成功协助中保华安集团引入战略投资人顺丰控股), [AllBright](#), 7 mars 2018.

<sup>100</sup> Site officiel de ZBHA : <https://chinesesecurity.com.cn/website/home.Logo>.

<sup>101</sup> KONG Xianming est l'auteur d'un livre paru en 2011, *Chinese Police Officers Walk into America* (中国警官走进美国), préfacé par LI Zhaoxing, ministre des Affaires étrangères de 2003 à 2007, BAI Jingfu, ancien vice-ministre au MSP, et YANG Jiechi.

<sup>102</sup> Paul Nantulya, « Chinese Security Firms Spread along the African Belt and Road », [Africa Center for Strategic Studies](#), 15 juin 2021.

<sup>103</sup> Site officiel d'OSG : <http://www.osgjh.com/>.

<sup>104</sup> « Anbang guards break through the A-share sprint to become the 'first armed escort', and there are many hidden dangers in labor-intensive industries » (安邦护卫闯关 A 股冲刺“武装押运第一股”, 处劳动密集型行业隐患重重), [Lan-jing Caijing](#), 25 juin 2022.

<sup>105</sup> Site officiel d'Anbang : <https://www.zjabhw.com/about.aspx>

Les services proposés par les ESP chinoises concernent tous les pays du Mékong, à l'exception du Vietnam, et incluent un large éventail d'activités. ZBHA a par exemple mis en place en 2017 une *hotline* et un compte WeChat dédiés à la sécurité des Chinois d'outre-mer au Cambodge<sup>106</sup>. Ce système aurait par la suite permis de secourir un ressortissant chinois détenu dans un hôtel à Sihanoukville<sup>107</sup>. Guangxi Youbang Security (广西友邦保安服务) a également établi au Myanmar un « système dual basé sur une plateforme en ligne et une équipe de sécurité sur le terrain », qui s'appuierait sur 200 agents, vingt traducteurs et vingt-cinq véhicules<sup>108</sup>. Par ailleurs, en matière de formation de sécurité des entreprises chinoises, la branche de FSG au Laos a organisé en septembre 2020 une session sur le thème de la « Gestion de la sécurité des employés des entreprises chinoises d'outre-mer » pour des entreprises d'État (Norinco, China Railway Construction, Power Construction Corporation of China, etc.)<sup>109</sup>.

La majorité des activités des ESP chinoises dans le Mékong consiste à assurer la sécurité de sites et de zones économiques investis par des acteurs chinois. Par exemple, Zhongbao Hua'an est en charge de la sécurité de la Zone économique spéciale de Sihanoukville (西哈努克港经济特区)<sup>110</sup> et du Parc industriel sino-thaï de Rayong (泰中罗勇工业园), deux projets phares de la BRI<sup>111</sup>. Dans ce cadre, ZBHA est responsable du maintien de l'ordre, de la sécurité routière et de la vidéosurveillance, de la protection contre les incendies et la gestion des urgences ou encore de la prévention contre la Covid-19<sup>112</sup>. Au Laos, OSG assure la sécurité de la Zone de développement de Saysettha<sup>113</sup>, tandis que Frontier Services Group s'est implanté dans la Zone économique de Boten<sup>114</sup>. Via sa branche laotienne, FSG supervise cette zone à la frontière sino-laotienne et un segment du chemin de fer reliant Kunming à Vientiane. À ce titre, l'ESP chinoise a par exemple dispensé des formations à la police des chemins de fer et des frontières du Laos et assuré des patrouilles, saluées par les autorités laotiennes. En février 2022, le Directeur général du Département de police ferroviaire du MSP laotien a remis un certificat d'honneur à FSG et exprimé sa reconnaissance aux agents qui ont « participé à la capture de criminels impliqués dans le vol de matériel ferroviaire et aidé la police laotienne à détruire des gangs criminels le long de la voie »<sup>115</sup>.

---

<sup>106</sup> « Ambassador Xiong Bo Attends the Opening Ceremony of the 'Security Assistance Service Hotline for Chinese Citizens and Enterprises' and 'WeChat Official Account for Security Services' in Cambodia » (熊波大使出席柬埔寨“中国公民与企业机构安全援助服务热线”暨“安全服务微信公众号”开通仪式), [PRC Embassy in Cambodia](#), 26 mai 2017.

<sup>107</sup> « An illegally banned Chinese citizen was rescued in Cambodia » (一名非法被禁中国公民在柬埔寨获救), [China News Network](#), 27 octobre 2018.

<sup>108</sup> « China's 'accompany' security system officially put into use in Myanmar » (中国“随行”安保系统正式在缅投入使用), [Phoenix News Media](#), 11 décembre 2017.

<sup>109</sup> « FSG Laos Successfully Hosted Overseas Safety Training », [Frontier Services Group](#), 30 septembre 2020.

<sup>110</sup> Site officiel de la SSEZ : <http://www.ssez.com/>

<sup>111</sup> « The bright moon rises above the sea and the sky is at this moment – Records of Zhongbao Hua'an people who struggled overseas in the 'Double Festival' » (海上生明月 天涯共此时--记“双节”奋斗在海外的中保华人), [Sohu](#), 7 octobre 2020.

<sup>112</sup> *Ibid.* ; « Sihanoukville Security Defender » (西港特区安全捍卫者), [SSEZ](#), 7 août 2020.

<sup>113</sup> « The Cambodian and Laos companies of the Sea Guard were successfully inspected by the delegation of the Beijing Security Association » (海卫队柬埔寨、老挝公司成功接受北京保安协会考察团检查), [Overseas Security Guardians](#), 24 mai 2019.

<sup>114</sup> « Frontier Service Group and Laos Boten Economic Zone Development Group held a formal signing ceremony » (先丰服务集团与老挝磨丁经济专区开发集团举行正式签约仪式), [Haicheng Holdings](#), 6 novembre 2017.

<sup>115</sup> « The Police Headquarters of the Ministry of Public Security of Laos issued an honorary certificate to Frontier Services Group » (老挝公安部警察总局为先丰服务集团颁发荣誉证书), [Frontier Services Group](#), 28 février 2022.

Alors que les ESP chinoises ont étendu leurs services à travers le Mékong, elles ont cherché à nouer des liens avec leurs homologues locaux. Zhongqiao International Security Service (中侨国际保安服务) a par exemple acquis, en octobre 2016, une entreprise cambodgienne, Preah Khan Reach Security Cambodia<sup>116</sup>. La même année, ZBHA a établi Dragon Water Co. Ltd. (柬埔寨龙水保安控股) en partenariat avec des acteurs hongkongais et cambodgiens<sup>117</sup>, dont l'homme d'affaires Wong Tow Fock<sup>118</sup>, qui dirige la société-mère du quotidien pro-régime, *Khmer Times*<sup>119</sup>. ZBHA a également signé, en septembre 2018, un accord de coopération stratégique avec l'entreprise thaïlandaise Security Super Guard (SG) lors d'une visite de KONG Xianming à Chonburi. Signe du soutien tacite des autorités chinoises, ZHENG Baigang (郑百岗), alors Secrétaire général du LM-LECC, et le directeur adjoint du Bureau des affaires étrangères du gouvernement municipal de Shanghai étaient présents à la cérémonie de signature<sup>120</sup>.

Les ESP chinoises ont également cherché à cultiver des liens avec les gouvernements locaux. FSG a par exemple coopéré avec des organes de sécurité laotiens, dont le ministère de la Défense, le ministère de la Sécurité publique et le Département de la sécurité publique de Vientiane. L'ESP chinoise a conclu, en 2020, un accord de coopération stratégique avec la Force aérienne de l'APL du Laos, visant à « *intégrer étroitement leurs ressources* »<sup>121</sup>. En pratique, cela s'est traduit par la signature, en décembre 2022, d'un « Accord-cadre de coopération sur la modernisation et l'exploitation coopérative des aéroports » qui charge FSG de rénover et de moderniser l'aéroport de Luang Prabang et l'aéroport international d'Attapeu<sup>122</sup>. Cet accord, qui fait suite à un précédent contrat de 2020 pour la construction du QG de l'armée de l'Air laotienne par FSG à proximité de l'aéroport de Vientiane-Wattay<sup>123</sup>, est particulièrement alarmant. Il suggère en effet une dépendance accrue du ministère laotien de la Défense à FSG mais également un degré de pénétration renforcé d'acteurs chinois de la sécurité dans des infrastructures critiques du pays.

À ces risques s'ajoute la question centrale de l'usage de la force par les ESP chinoises. Overseas Security Guardian s'est vu accorder, en 2016, une licence administrative pour la possession d'armes par le ministère cambodgien de l'Intérieur<sup>124</sup>. Cette autorisation coïncide notamment avec l'utilisation du port de Sihanoukville par OSG comme « base d'escorte maritime » (海上护航保障基地)<sup>125</sup>, l'objectif étant de faire du Cambodge « *un camp*

---

<sup>116</sup> Site officiel de Zhongqiao Security : <http://www.zqjss.com/about.html>

<sup>117</sup> « Zhongbao Huan invests in Cambodia and New Zealand Overseas Security takes a new step in internationalization » (中保华安投资柬埔寨和新西兰 海外安保迈出国际化的新步伐), [Security Expo](#), 31 octobre 2016.

<sup>118</sup> Informations recueillies via Open Corporates : <https://opencorporates.com/companies/kh/00019217>

<sup>119</sup> David Hutt, « What's happening at the Khmer Times? », [Asia Times](#), 6 mai 2020.

<sup>120</sup> « China Security Group a signé un accord de coopération avec la société thaïlandaise de sécurité SG » (中华安保集团与泰国 SG 安保公司签署合作书), [Thaicn.net](#), 23 septembre 2018.

<sup>121</sup> « FSG Contributing to the Fight against COVID-19 in Laos », [Frontier Services Group](#), 15 mai 2020.

<sup>122</sup> « FSG Signed Cooperation Framework Agreement with Laos Air Force Headquarters », [Frontier Services Group](#), 5 janvier 2023.

<sup>123</sup> « FSG Signed EPC Contract of Lao Air Force Office Building Project », [Frontier Services Group](#), 29 décembre 2020.

<sup>124</sup> « Wu Guohua, chairman of the group and commander-in-chief of the Sea Guard, went to Cambodia Sea Guard Holdings Co., Ltd. to inspect and guide the work » (集团董事长、海卫队总指挥长吴国华到柬埔寨海卫队控股有限公司检查指导工作), Overseas Security Guardians, 12 septembre 2016.

<sup>125</sup> « Opportunities brought by 'One Belt, One Road' – Documentary of 'Going Global' Security Enterprise Services » ("一带一路"带来的机遇——"走出去"的保安企业服务纪实), [Wuhan Shenbaohua Security Service](#), 23 février 2018.

*d'entraînement et d'affectation pour les escortes océaniques chinoises* »<sup>126</sup>. Au Laos, la branche d'OSG semble également pouvoir armer son personnel (cf. photo ci-dessous). D'après un article WeChat publié sur le compte officiel de Zhongjun Junhong, des gardes armés d'OSG ont tiré des coups de sommation avant d'interpeler des voleurs alors qu'ils protégeaient un site de construction du chemin de fer sino-laotien en août 2021<sup>127</sup>.

Par ailleurs, Anbang Save-Guard Group – qui a aussi l'autorisation de Pékin pour conduire des escortes armées – a entamé en 2018 des discussions avec le LM-LECC concernant « *une coopération stratégique, la réalisation conjointe de la construction de 'villes sûres à l'étranger' (海外平安城市), la participation à des patrouilles de sécurité dans le bassin du Mékong, la participation à la formation et au renforcement des capacités des agents chargés de l'application de la loi dans les pays du bassin du Mékong* »<sup>128</sup>.

**Figure n° 2 : PERSONNELS DE L'ESP CHINOISE OVERSEAS SECURITY GUARDIANS AU LAOS**



Source : China Security Association.

Overseas Security Guardians étant une exception dans le paysage de la sécurité privée en Chine, ses activités dans le Mékong ne signalent pas de changements en profondeur dans la posture traditionnelle des ESP chinoises sur le plan de l'usage de la force. Cela dit, l'on constate une normalisation de leur présence dans les pays du bassin et un net élargissement de leur champ d'action, qui épouse *in fine* les contours de l'engagement sécuritaire de plus en plus fort de la RPC. Or ce dernier vise à protéger les intérêts de la RPC mais également à étendre les pouvoirs extraterritoriaux du régime chinois.

<sup>126</sup> « Analysis of Chinese Overseas Security Companies » (中国海外安保公司分析), [Chama gudao](#) (WeChat), 14 février 2017.

<sup>127</sup> « The Chinese Army's Junhong Liang Sword Overseas Demonstrates Power and Laos Company Escorts the Silk Road and Makes New Contributions » (中军军弘亮剑海外显神威老挝公司护航丝路立新功), [Zhongjun Junhong Group](#) (WeChat), 26 août 2021.

<sup>128</sup> « Zhejiang Anbang Security Group visited the Lancang-Mekong Comprehensive Law Enforcement Security Cooperation Center » (浙江安邦护卫集团赴澜沧江-湄公河综合执法安全合作中心考察), [China Security Association](#), 17 juillet 2018.

## 2.2. Étendre les pouvoirs extraterritoriaux du régime chinois

L'appareil sécuritaire étant avant tout un outil au service du PCC, la coopération policière internationale joue un rôle important pour assurer la sécurité et la stabilité du régime. En particulier, elle contribue au contrôle des ressortissants chinois à l'étranger, qui s'exerce *via* une externalisation des campagnes sécuritaires internes, en particulier la lutte anti-corruption, et une instrumentalisation de la diaspora chinoise.

### 2.2.1. Une externalisation des campagnes sécuritaires internes

Par sa position unique vis-à-vis de Pékin (proximité géographique, vaste diaspora, hub de criminalité transnationale, etc.), le Mékong est en première ligne face à la transformation en profondeur du paysage sécuritaire en Chine.

Peu après son arrivée au pouvoir, Xi Jinping a cherché à accroître son contrôle et a centralisé l'appareil sécuritaire autour de lui en menant une vaste campagne anti-corruption. En dix ans, plus de 4,7 millions de personnes ont été punies par la Commission centrale de contrôle de la discipline (中央纪律检查委员会) du Parti et la Commission nationale de supervision (国家监察委员会)<sup>129</sup>, un puissant organe établi en 2018 et dirigé par un proche de Xi<sup>130</sup>. Si tous les pans de la société ont été concernés par cette campagne, l'appareil sécuritaire a été particulièrement ciblé, que ce soit pour « purger l'influence » de ZHOU Yongkang (周永康) ou pour éliminer la faction de SUN Lijun (孙立军)<sup>131</sup>. De plus, Xi a consolidé son emprise en plaçant ses proches à des postes clés et en mettant l'accent sur la sécurité au plus haut niveau du Parti. En témoignent les nominations de CHEN Wenqing (陈文清) comme membre du 20<sup>ème</sup> Bureau politique du Comité central du PCC et Secrétaire du Parti de la Commission des affaires politiques et légales, CHEN Yixin (陈一新) comme ministre de la Sécurité d'État ou encore WANG Xiaohong (王小洪) comme ministre de la Sécurité publique.

Ces efforts se sont accompagnés d'un renforcement drastique des capacités de l'appareil sécuritaire chinois. Le régime chinois a développé un État policier sophistiqué à travers notamment les programmes nationaux de fusion de données *Sharp Eyes* (雪亮工程) ou *Police Cloud* (警务云)<sup>132</sup>, qui s'appuient sur les données récoltées de sources publiques et privées : CCTV, dossiers médicaux, cartes d'identité, adresses, comptes bancaires, données biométriques, séjours à l'hôtel, etc. Dans la province du Jilin par exemple, le *Police Cloud* a intégré et rassemblé plus de 905 types de données différents pour un volume total de 83,3 milliards de données en provenance des organes de sécurité publique rien qu'à l'échelle provinciale<sup>133</sup>.

---

<sup>129</sup> Hui ZHANG, « China punishes 4.7 million people in decade-long anti-graft campaign », *Global Times*, 30 juin 2022.

<sup>130</sup> Jamie P. Horsley, « What's so controversial about China's new anti-corruption body? », *The Diplomat*, 30 mai 2018.

<sup>131</sup> ZHOU Yongkang est un ancien membre du Bureau politique du Comité central du PCC et ancien chef de l'appareil sécuritaire chinois. Cet allié de BO Xilai, ex-dirigeant vedette du Parti et rival de Xi Jinping, est tombé en disgrâce fin 2013 avant d'être condamné à la perpétuité en 2015 pour corruption, abus de pouvoir et divulgation de secrets d'État. En 2022, c'est le vice-ministre de la Sécurité publique, SUN Lijun, qui est condamné à la prison à vie alors qu'il est accusé de corruption et d'avoir monté une « clique » contre Xi Jinping.

<sup>132</sup> Dahlia Peterson, « How China harnesses data fusion to make sense of surveillance data », *TechStream*, 23 septembre 2021.

<sup>133</sup> « Jilin: Entering a new era of smart public security with the help of 'police cloud' » (吉林:借助“警务云”迈入智慧公安新时代), *China Jilin Net*, 28 juin 2018.

Parallèlement à la mise en place de ce système répressif s'est opérée une refonte plus large du cadre politique et législatif. Dès 2014, Xi Jinping a officiellement introduit le « concept global de sécurité nationale » (总体国家安全), qui comprend désormais seize domaines sécuritaires jugés essentiels au développement de la Chine et la survie du Parti communiste<sup>134</sup>. Il a également renforcé l'arsenal législatif, en multipliant les nouveaux textes : loi sur la sécurité nationale (2015), loi sur le contre-terrorisme (2015), loi sur le renseignement national (2017), loi sur la sécurité des données (2021), loi sur la lutte contre la fraude aux télécoms (2022), etc. Au-delà des nombreux domaines qu'elles sont venues régir, ces nouvelles lois ont permis à Pékin de progressivement s'affranchir de ses frontières et d'étendre ses pouvoirs extraterritoriaux.

Dès 2014, le MSP chinois a internationalisé la lutte contre la corruption en lançant l'opération *Fox Hunt* (猎狐) pour traquer les « fugitifs économiques » – *i.e.* des dissidents et des opposants politiques – et leurs actifs à l'étranger. Cette opération a été élargie un an plus tard dans le cadre de *Skynet* (天网), opération supervisée par la puissante Commission centrale pour le contrôle de la discipline du Parti.

Si le périmètre de ces opérations est mondial, les pays du Mékong ont néanmoins été des partenaires privilégiés, facilitant l'externalisation de l'appareil répressif chinois. En 2014, la police chinoise s'est par exemple rendue au moins quatre fois en Thaïlande pour arrêter et rapatrier au total vingt suspects de « crimes économiques » majeurs<sup>135</sup>. Depuis, d'autres opérations ont eu lieu dans le pays quasiment chaque année dans le cadre d'enquêtes coordonnées par le MSP chinois mais menées directement par les départements de police du Shandong, du Jiangsu, du Hunan, du Jiangxi, etc.<sup>136</sup> Dans la plupart des cas, les échelons de police aux niveaux provincial et municipal jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre de la coopération policière, de l'investigation à l'arrestation.

Les autres pays du Mékong ont également coordonné de nombreuses opérations de police avec les services chinois, normalisant au passage la présence de forces chinoises sur leur territoire. Au Cambodge, le Bureau de la récupération des fugitifs internationaux du Groupe central de coordination anti-corruption (中央反腐败协调小组国际追逃追赃工作办公室) a par exemple coordonné en 2019 une opération conjointe avec les forces de l'ordre cambodgiennes pour arrêter et rapatrier de force un ancien Secrétaire du Parti de Tongxin, un village de la province du Zhejiang, accusé de détournement de fonds<sup>137</sup>.

De même, au Laos, la police de comté de Dangtu (当涂县), dans la province du Anhui, a conduit en 2019 une opération, *Fox Hunt*, visant la capture d'un fugitif. Réalisée avec l'aval du

---

<sup>134</sup> Katja Drinhausen, Helena Legarda, « 'Comprehensive National Security' unleashed: How Xi's approach shapes China's policies at home and abroad », *Merics China Monitor*, MERICS, 15 septembre 2022.

<sup>135</sup> « 'Fox Hunting 2014' went to Thailand to focus on arrests and achieved fruitful results » ("猎狐 2014"赴泰国集中缉捕成果丰硕), *Xinhua*, 27 septembre 2014.

<sup>136</sup> Pour plus de détails, voir par exemple : « A fugitive targeted by 'Operation Fox Hunt' was escorted back to Thailand after fleeing Thailand for 6 years » ("猎狐行动"一目标逃犯外逃泰国 6 年后被押解回国), *CCTV*, 3 août 2019 ; « Hunan captures the first fugitive suspected of duty-related crimes since the launch of the 'Skynet' operation » (湖南抓获"天网"行动开展以来首名涉嫌职务犯罪外逃人员), *Xinhua*, 3 juin 2015 ; « In 2016, 'Operation Fox Hunt' has captured 409 fugitives from abroad » (2016 年"猎狐行动"已抓获各类境外逃犯 409 名), *People's Daily*, 18 août 2016 ; « Shandong Police's 'Fox Hunting Action' Achieved New Achievements – Captured 4 Suspects of Economic Crimes Fleeing to Thailand » (山东警方"猎狐行动"取得新成效—抓获外逃泰国的 4 名经济犯罪嫌疑人), *Shandong Police*, 31 octobre 2018.

<sup>137</sup> « Xiang Hengda, the criminal suspect who fled abroad, was forcibly repatriated » (外逃柬埔寨职务犯罪嫌疑人项亨达被强制遣返回国), *CCTV*, 13 décembre 2019.

bureau provincial de la sécurité publique et du MSP, cette opération a conduit au déploiement à plusieurs endroits du Laos d'une équipe spéciale du ministère chargée des Fugitifs et d'agents de Dangtu – sans uniformes – pour traquer, arrêter et déporter le suspect<sup>138</sup>. Lors d'une autre opération en 2015 – la première de la série *Skynet* –, une équipe du Bureau central des fugitifs (中央追逃办) a été envoyée à Vientiane pour arrêter et déporter deux fonctionnaires chinois accusés de corruption. Comme en atteste un long récit de l'opération dans un journal légal chinois, elle s'est effectuée en étroite coopération avec les autorités laotiennes, qui ont à cette occasion mobilisé des soldats d'élite et plusieurs officiers de police criminelle et a même impliqué l'usage de la force par la police chinoise sur le territoire laotien<sup>139</sup>.

Loin d'être des cas isolés, ces deux exemples témoignent de la marge de manœuvre considérable dont bénéficie le pouvoir chinois pour mener des opérations en dehors de son territoire et du soutien fort et de haut niveau des autorités laotiennes, en particulier du MSP laotien.

**Figure n° 3 : POLICIERS DU COMTE DE DANGTU EN CIVIL DANS LE CADRE D'UNE OPERATION « FOX HUNT » AU LAOS**



Source : The Paper

Si la lutte contre la corruption est particulièrement représentative de l'externalisation des campagnes sécuritaires du PCC, il est important de noter que ce n'est pas le seul biais par lequel le régime chinois a renforcé ses pouvoirs extraterritoriaux dans le Mékong. La coopération entre la RPC et le Cambodge en matière de cybercriminalité a elle aussi permis à l'État-parti d'étendre la portée de son appareil répressif à l'étranger. Ces dernières années, Pékin a internationalisé sa croisade contre les jeux d'argent en ligne face à l'ampleur du phénomène et poussé le Cambodge – plateforme régionale en matière de casinos – à réprimer ce secteur. Sous l'influence de la RPC, le gouvernement de Hun Sen a adopté, en août 2019, une interdiction des jeux en ligne, entrée en vigueur en janvier de la même année. De

<sup>138</sup> « Dangtu police went to Laos to capture the fugitives from the Ministry of Public Security's 'Fox Hunting'! (Video attached) » (当涂警方远赴老挝抓获公安部“猎狐”逃犯! (内附视频)), *The Paper*, 21 septembre 2019.

<sup>139</sup> « 'Fox Hunter' Notes: 'Skynet' Chases Corruption in Laos and Fires the First Shot » ("猎狐人"记: "天网"追贪老挝打响第一枪), *Legal Evening News*, 17 avril 2015.



même, la pression chinoise a joué un rôle majeur dans la prise en compte du fléau de la fraude aux télécoms par Phnom Penh et la mise en œuvre de mesures dédiées<sup>140</sup>.

### 2.2.2. Une instrumentalisation discrète de la diaspora à des fins sécuritaires

En dehors des canaux formels de coopération d'État à État, la RPC a étendu la portée de son appareil sécuritaire dans le Mékong en s'appuyant sur sa vaste diaspora.

Plusieurs gouvernements locaux ont établi des « stations de liaison police-Chinois d'outre-mer » (警侨联动服务中心), *i.e.* des relais entre les bureaux de sécurité publique en Chine et des organisations au sein de la population chinoise à l'étranger. En principe, ces mécanismes servent principalement à la prévention des risques et à la protection des entreprises et ressortissants chinois<sup>141</sup>. Au Myanmar, la branche locale du Centre de services et de liaison police-Chinois d'outre-mer de Nantong (南通市海内外警侨联动服务中心), établi conjointement par le Bureau municipal de la sécurité publique (南通市公安局), le Bureau des affaires étrangères (外办) et le Bureau des affaires des Chinois d'outre-mer (侨办) de Nantong, a par exemple levé des fonds (500 000 RMB) en faveur du gouvernement provincial de Yangon et d'institutions médicales en août 2021<sup>142</sup>. En contrepartie, l'hôpital municipal de Rangoun a mis à disposition vingt-cinq lits dédiés aux soins de citoyens chinois, ce dans un contexte particulier marqué par une explosion de cas de Covid-19 dans le pays et la multiplication d'attaques contre les entreprises et les projets chinois. De même, au Cambodge, la branche locale du Centre de services et de liaison police-Chinois d'outre-mer de Nantong s'est mobilisée en septembre 2021 pour venir en aide à un individu chinois en difficulté en levant des fonds et en contactant sa famille<sup>143</sup>.

Derrière cette mission de soutien à la communauté chinoise, les stations de liaison entretiennent des relations avec des organisations affiliées au Département de Front Uni (统战部) du PCC<sup>144</sup>, au sein desquelles elles sont généralement implantées<sup>145</sup>. En cela, elles constituent un moyen de contrôle supplémentaire au service du régime chinois. Le cas du Myanmar en est un exemple. La branche birmane du Centre police-Chinois d'outre-mer de Nantong est dirigée par le président de la Chambre de commerce de Nantong, CAO Haidong (曹海东)<sup>146</sup>. De plus, le gouvernement de Nantong a clairement indiqué que, dans le cadre de l'opération *Fox Hunt* menée en 2022, sa police s'est « appuyée sur le mécanisme unique de 'liaison de la police avec l'étranger', en se concentrant sur les suspects de crimes économiques, en prenant l'initiative de se mettre en relation avec les chambres de commerce de Nantong et d'autres organisations à l'extérieur du pays, en approfondissant les mouvements des fuyitifs et les

---

<sup>140</sup> Mech Dara, « Sar Kheng Acknowledges Fraud Problem », [VOD](#), 3 novembre 2022.

<sup>141</sup> « Be a good 'maternal family' of overseas Chinese businessmen and overseas Chinese Nantong Police and Overseas Chinese Collaborate to Safeguard Overseas Security Interests of Citizens and Enterprises » (当好海外侨商侨胞"娘家人" 南通警侨联动维护公民和企业海外安全利益), [Legal Daily](#), 24 novembre 2021.

<sup>142</sup> *Ibid.*

<sup>143</sup> Jiaxin Zhao *et al.*, « Nantong: 'Police and overseas Chinese linkage' serves the 'going out' corporate masses » (南通: "警侨联动"服务"走出去"企业群众), [People's Police](#), 2022.

<sup>144</sup> Pour de plus amples détails sur le fonctionnement du Front Uni, voir Alex Joske, « The Party Speaks For You », [ASPI](#), 9 juin 2020.

<sup>145</sup> « 110 Overseas: Chinese Transnational Policing Gone Wild », [Safeguard Defenders](#), septembre 2022.

<sup>146</sup> « Nantong folks in Myanmar! Your own club has been established! » (在缅甸的南通老乡们! 属于你们自己的会已经成立啦!), [Myanmar Golden Phoenix Chinese Newspaper](#) (WeChat), 12 décembre 2016.

*indices connexes, et en cherchant à obtenir un plus grand soutien dans le travail d'arrestation* »<sup>147</sup>.

À noter que ces mécanismes ne forment qu'un pan de la coopération entre les autorités chinoises et la diaspora dans les pays du Mékong, les forces de l'ordre chinoises s'appuyant aussi sur des hommes d'affaires chinois. Au Cambodge par exemple, le président de la Zone économique spéciale de Sihanoukville, CHEN Jianguang (陈坚刚), a participé à une réunion avec la police locale lors de la visite en octobre 2018 des représentants du Département de la sécurité publique du Jiangsu<sup>148</sup>. Ces derniers avaient convenu quelques mois auparavant avec leurs homologues cambodgiens de les aider à mettre en place un nouveau centre de commandement et un système de vidéosurveillance<sup>149</sup>. Par la suite, CHEN Jianguang et ZHOU Haijiang (周海江), le président de Jiangsu Hongdou Group (红豆集团) – développeur de la ZES de Sihanoukville –, ont accompagné une délégation de la police cambodgienne dans le Jiangsu pour rencontrer des responsables de la sécurité publique de la province<sup>150</sup>.

Bien souvent, ces liens entre la police chinoise et des hommes d'affaires coïncident avec ceux du Front Uni. En juillet 2012, soit quelques mois après l'attaque de treize marins chinois sur le Mékong, une très importante délégation du MSP chinois, composée du ministre, de vice-ministres et des principaux directeurs du ministère, s'est rendue à Bangkok. À cette occasion, toute la délégation s'est entretenue avec Dhanin Chearavanont, ou XIE Guomin (谢国民) de son nom chinois, président de Charoen Pokphand Group – le plus grand conglomérat privé de Thaïlande. L'homme d'affaires thaïlandais a également participé aux côtés du ministre chinois à un immense banquet organisé par Chalerm Yubamrung, alors vice-Premier ministre thaïlandais<sup>151</sup>. Or Dhanin Chearavanont est une figure emblématique du Front Uni. Il a été le premier président de la China Overseas Chinese Entrepreneurs Association (中国侨商投资企业协会), où il a effectué quatre mandats consécutifs. En 2019, il a été élu président de la China Federation of Overseas Chinese Entrepreneurs (中国侨商联合会) et est devenu « *l'un des dirigeants les plus influents des hommes d'affaires chinois d'outre-mer* », selon la Chinese Federation of Overseas Chinese – organisée affiliée au Département de travail du Front Uni.

---

<sup>147</sup> « Nantong Public Security built a solid wall of 'Fox Hunting 2022' and carried out in-depth pursuit of fugitives abroad » (南通公安筑牢“猎狐 2022”铜墙铁壁 深入开展境外追逃工作), [Nantong Municipal People's Government Website](#), 1<sup>er</sup> septembre 2022.

<sup>148</sup> « Chinese Ministry of Public Security delegation visits Sihanoukville Province » (中国公安部代表团访问西哈努克省), [China Overseas Economic and Trade Cooperation Zone](#), 16 octobre 2018.

<sup>149</sup> « Focus on rectifying Westport! The Cambodian National Police Headquarters met with the delegation of the Ministry of Public Security of China » (重點整頓西港! 柬埔寨國家警察總署會見中國公安部代表團), [kknews](#), 25 septembre 2019.

<sup>150</sup> « Tang Ning, deputy director of the Cambodian Police, highly affirmed the development achievements of Sihanoukville Special Zone » (柬埔寨警察總署副總監唐寧高度肯定西港特區發展成果), [SSEZ](#), 11 juillet 2019.

<sup>151</sup> « Le ministre chinois de la Sécurité publique Meng Jianzhu a conduit une délégation en Thaïlande pour une visite amicale » (中国公安部部长孟建柱率团来泰友好访问), [thaicn.net](#), 12 juillet 2012 ; « Le ministre chinois de la Sécurité publique Meng Jianzhu a conduit une délégation pour visiter le groupe Chia Tai » (中国公安部长孟建柱率团访问正大集团), [thaicn.net](#), 16 juillet 2012.

**Figure n° 4 : DHANIN CHEARAVANONT ACCUEILLANT MENG JIANZHU, ALORS MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE, LORS D'UNE VISITE EN THAÏLANDE EN JUILLET 2012**



Source : thaicn.net

Dans le cas des stations de liaison comme de manière plus générale, il apparaît que des hommes d'affaires chinois exploitent leurs relations personnelles avec du personnel de police en Chine et des officiels locaux pour aider l'appareil répressif chinois à étendre son champ d'action à l'étranger et à renforcer son influence.

### **2.3. Diffuser un langage de sécurité commun aux caractéristiques chinoises**

À tous les niveaux, la coopération policière entre la RPC et les pays du Mékong contribue à diffuser un langage commun de sécurité aux caractéristiques chinoises. Ce dernier se matérialise non seulement sous la forme d'un focus évident de la diplomatie de Pékin sur la sécurité politique mais également à travers les exportations croissantes de technologies de surveillance.

#### ***2.3.1. Un focus majeur sur la sécurité politique***

L'engagement de la RPC en matière de sécurité et d'application de la loi dans le Mékong est indissociable du rôle de l'appareil policier en interne, à savoir assurer la sécurité et la stabilité du PCC. En pratique, cela se traduit par une grande attention portée à la sécurité politique dans la coopération entre le MSP chinois et ses homologues à travers la région.

Ainsi, la RPC associe volontiers la coopération en matière d'application de la loi avec la protection du régime lors de ses échanges de haut niveau avec ses partenaires communistes. Par exemple, lors de la 7<sup>ème</sup> Réunion sur la coopération entre les MSP chinois et vietnamien en faveur de la lutte contre la criminalité (中越两国公安部第七次合作打击犯罪会议), qui s'est tenue à Hanoi en février 2021, ZHAO Kezhi a déclaré que « *les deux parties doivent envisager la coopération en matière d'application de la loi dans une perspective politique, donner la priorité au maintien de leur sécurité politique respective et consolider efficacement la*

*position dominante du Parti communiste* »<sup>152</sup>. Cette dimension joue également un rôle essentiel dans la coopération sécuritaire sino-laotienne. En témoigne la « Déclaration conjointe sur l'approfondissement de la construction de la communauté de destin Chine-Laos » (关于进一步深化中老命运共同体建设的联合声明), signée par XI Jinping et son homologue laotien lors de sa visite d'État à Pékin en décembre 2022. À travers cet important document, qui a mis à jour le plan d'action signé en 2019 pour construire une « communauté de destin sino-laotienne » (中老命运共同体行动计划), les deux dirigeants ont fait de la sécurité politique leur première priorité<sup>153</sup>. À ce titre, ils se sont notamment engagés à « [a]pprofondir la coopération en matière de répression et de sécurité ; renforcer les échanges entre les services répressifs des deux pays ; soutenir la construction du centre de coopération policière Chine-Laos ; améliorer la coopération dans des domaines tels que la lutte contre le terrorisme, la résistance à l'évolution pacifique' (和平演变) et aux 'révolutions de couleur' (颜色革命), la lutte contre les stupéfiants, la lutte contre la fraude en matière de télécommunications, les jeux d'argent transfrontaliers, la traite des êtres humains, l'immigration et le contrôle des frontières, etc., travailler ensemble pour préserver la sécurité du chemin de fer sino-laotien et d'autres projets de coopération, ainsi que le personnel des entreprises [chinoises] »<sup>154</sup>.

Cette priorisation de la sécurité politique s'est en outre matérialisée à travers la coopération en matière de lutte contre la corruption, en particulier sous l'angle du renforcement des capacités. Par exemple, en septembre 2020 s'est tenue une réunion entre dix-huit officiels de pays de l'ASEAN et la plus haute instance de lutte contre la corruption en Chine, la Commission nationale de surveillance (国家监委), au sujet de la coopération pratique entre la Chine et les pays du bloc en matière de lutte contre la corruption, notamment la poursuite des fuyitifs et des biens volés<sup>155</sup>. À cette occasion, l'Ambassadeur de Thaïlande en Chine a souligné que « la Thaïlande apprécie grandement les efforts de la Chine pour promouvoir la coopération internationale et régionale contre la corruption et soutient la construction d'une Route de la Soie propre (廉洁丝绸之路) »<sup>156</sup>. De même, lors d'une réception organisée par la Chine pour le World Anti-Corruption Day, l'Ambassadeur du Cambodge en Chine a salué le modèle chinois, déclarant que « l'expérience de la Chine en matière de lutte contre la corruption est riche d'enseignements »<sup>157</sup>. Om Yentieng, le président de l'agence anti-corruption du royaume, a quant à lui affirmé lors d'un entretien avec Xinhua en 2018 que « la lutte contre la corruption menée actuellement par la Chine est un 'modèle' pour les autres pays », avant d'ajouter que « le Cambodge a toujours appris les 'meilleures pratiques' de la Chine en matière de lutte contre la corruption »<sup>158</sup>.

---

<sup>152</sup> « The Seventh Joint Crime Fighting Conference between the Ministries of Public Security of China and Vietnam Held in Hanoi » (中越两国公安部第七次合作打击犯罪会议在河内举行).

<sup>153</sup> « Joint Statement on Further Deepening the Construction of a China-Laos Community of Shared Future » (关于进一步深化中老命运共同体建设的联合声明), [Xinhua](#), 1 décembre 2022.

<sup>154</sup> *Ibid.*

<sup>155</sup> « China and ASEAN countries deepen anti-corruption cooperation and weave a net to chase fugitives and recover stolen goods » (中国与东盟国家深化反腐败合作 织密追逃追赃之网), [Xinhua](#), 30 septembre 2020.

<sup>156</sup> *Ibid.*

<sup>157</sup> « Khek Sysoda, Cambodian Ambassador to China: China's anti-corruption experience is worth learning » (柬埔寨驻华大使凯·西索达：中国反腐败经验值得借鉴), [Pan Asia Life](#), 10 décembre 2019.

<sup>158</sup> « Interview: China's anti-corruption drive 'role model' for other countries – Cambodian graft-buster », [Xinhua](#), 6 mars 2018.

D'ailleurs, le cas du Cambodge est très révélateur d'une diffusion du « modèle de lutte contre la corruption aux caractéristiques chinoises » à travers la région<sup>159</sup>. Les deux pays ont étroitement coopéré dans la construction de l'appareil cambodgien de lutte anti-corruption, ce dès 2013. Cette année-là, des cadres cambodgiens chargés de l'inspection et de la supervision de la discipline ont participé à une formation dispensée par la China Academy of Discipline Inspection and Supervision (中国纪检监察学院)<sup>160</sup>. À la suite de cette première formation, les liens se sont institutionnalisés. Depuis 2014, la Chine offre chaque année vingt places de formation aux agences cambodgiennes de lutte contre la corruption pour les aider à renforcer la sensibilisation et les compétences de leur personnel en la matière. Depuis 2016, elle offre également à des personnels de la Commission cambodgienne de lutte contre la corruption la possibilité d'étudier en Chine afin de les aider à améliorer leur capacité de travail et leurs compétences générales<sup>161</sup>. Parallèlement, les deux pays ont multiplié les échanges de haut niveau. En 2016, WANG Qishan (王岐山), alors vice-président chargé de la lutte anti-corruption en Chine, a rencontré le président de la Commission de lutte contre la corruption. En 2017, une délégation de hauts cadres du Parti du peuple cambodgien (PPC), qu'Hun Sen préside, s'est entretenue avec le secrétaire adjoint de la CCDI, LI Shulei (李书磊)<sup>162</sup>. La Chine a également fourni du matériel à l'agence cambodgienne anti-corruption. Une photographie du président Om Yentieng avec WANG Qishan serait d'ailleurs exposée dans son hall d'entrée, ce qui pourrait être interprété comme un signe notable de l'influence de Pékin à ce niveau.

Au-delà de la sécurité politique et de la lutte contre la corruption, la RPC a accompagné les pays du Mékong dans leurs efforts de modernisation et de digitalisation de leur appareil sécuritaire. Ce faisant, elle s'est notamment appuyée sur les avancées technologiques remarquables de sa force de police et sur un écosystème très robuste d'entreprises de la tech chinoises spécialisées dans la sécurité publique.

### **2.3.2. Des exportations croissantes de technologies de surveillance**

La coopération en matière de nouvelles technologies constitue l'un des piliers de l'exportation du modèle policier chinois à l'étranger. Capitalisant sur sa force de police à la pointe de la technologie et des acteurs *leaders* du marché mondial de la surveillance, la Chine a multiplié les efforts pour conquérir les marchés et exporter son modèle de contrôle social et politique aux pays du Mékong.

Parallèlement à la diplomatie bilatérale du MSP, les mécanismes régionaux menés par Pékin ont servi de porte-voix pour promouvoir les avancées de son appareil policier et étendre l'emprise de ses entreprises de la tech sur le marché régional. En 2022, le LM-LECC a par exemple coopéré à au moins six reprises avec des acteurs clés du secteur comme iFlytek (科大讯飞), spécialisée dans la reconnaissance vocale<sup>163</sup>, et Chains Guard Technology (中科链安科

---

<sup>159</sup> Song Wei et Shao Jingjun, « China's experience in anti-corruption international cooperation » (反腐败国际合作的经验), *Qiushi*, 11 mars 2021.

<sup>160</sup> « Li Yufu met with the Cambodian Disciplinary Inspection and Supervision Cadres Training Group » (李玉赋会见柬埔寨纪检监察干部研修班), CCDI, 11 décembre 2013.

<sup>161</sup> « China strongly supports Cambodia's anti-corruption campaign » (中国大力支持柬埔寨反腐), *China Youth Daily*, 8 mars 2017.

<sup>162</sup> « Li Shulei met with the delegation of senior cadres of the Cambodian People's Party » (李书磊会见柬埔寨人民党高级干部考察团), CCDI, 25 juillet 2017.

<sup>163</sup> « iFlytek Vice President Feng Xiang and his delegation visited Lancang-Mekong Law Enforcement Center » (科大讯飞冯祥副总裁一行到访澜湄执法中心), LM-LECC (WeChat), 25 août 2022.

技), spécialisée dans les *blockchains* et cryptomonnaies<sup>164</sup>. Le Centre dispose également d'un partenariat étroit avec Xiamen Meiya Pico (美亚柏科), entreprise phare de l'industrie de la criminalistique des données numériques, visant à former les forces de police des pays membres. Le DG du centre de formation de Meiya Pico, ZHOU Zhengjie (周政杰), est par exemple intervenu, en octobre 2020, au sujet des « Évolutions et tendances technologiques dans le cyber-espace dans la perspective de la lutte contre la cybercriminalité » lors d'un forum organisé par le LM-LECC à Kunming et réunissant plus de 90 experts<sup>165</sup>.

Soutenues par le gouvernement chinois et encouragées par la demande locale, les entreprises chinoises de la tech ont, ces dernières années, proliféré dans les cinq pays du bassin. Selon des estimations basées sur le projet *Mapping China's Tech Giants* de l'ASPI – dont les données restent très partielles –, une poignée d'entreprises chinoises auraient coopéré avec les autorités ou des entreprises dans plus d'une trentaine de projets. Dans de nombreux cas, il s'agit de la construction de *Smart city* ou *Safe city*, qui s'appuie sur des équipements de vidéosurveillance proposés par Huawei, Megvii, etc. ou bien des outils de navigation satellite Beidou.

Certains projets sont particulièrement stratégiques en ce qu'ils visent directement à renforcer les capacités de l'appareil de sécurité des pays de la zone. Au Laos par exemple, China Aerospace Shenhe Technology (中国航天神禾科技(北京)有限公司) s'est associé au MSP laotien pour établir une *joint venture*, Lao Communication Technology Co. Ltd. (LCT, 老挝通信技术有限公司)<sup>166</sup>. Cette dernière a été directement impliquée dans la construction du réseau Internet du ministère laotien. Elle y a également installé, en 2020, les équipements de visioconférence de quatre stations de police<sup>167</sup>.

S'ils permettent très certainement de moderniser les équipements des gouvernements du Mékong, ces partenariats ouvrent en même temps des infrastructures critiques aux risques de portes dérobées et d'espionnage.

Ces exportations de technologies contribuent en outre à un contrôle accru sur les populations et à un renforcement des régimes autoritaires de la région. C'est par exemple le cas avec la nouvelle loi cyber au Vietnam. D'après plusieurs médias, cette loi, adoptée en 2018, s'aligne sur la législation chinoise, qui priorise surveillance et censure<sup>168</sup>. De même, au Myanmar, la junte militaire au pouvoir a multiplié les projets de *Safe city* avec des équipements chinois depuis le coup d'État de février 2021. Selon Reuters, les autorités locales ont lancé de nouveaux projets de vidéosurveillance dans pas moins de cinq villes – cinq autres villes ayant déjà été équipées sous le gouvernement d'Aung San Suu Kyi<sup>169</sup>. Pour ce faire, les militaires

<sup>164</sup> « The Lancang-Mekong Law Enforcement Center held the fifth collective study of the 'Career Development Series Lectures': Analysis of Virtual Currency Crime Forms » (澜湄执法中心举办“职业发展系列讲座”第五次集体学习：虚拟货币犯罪形态分析), [LM-LECC](#) (WeChat), 4 mars 2022.

<sup>165</sup> « Meiya Pico was invited to participate in the '2020 Lancang-Mekong Basin Fighting Cybercrime Forum' » (美亚柏科受邀参与“2020 澜湄流域打击网络犯罪论坛”), [Meiya Pico](#), 16 octobre 2020.

<sup>166</sup> « China-Laos Vientiane Saissetha Comprehensive Development Zone | Laos Communication Technology Co., Ltd. held a groundbreaking ceremony » (中国-老挝万象赛色塔综合开发区 | 老挝通信技术有限公司举行开工仪式), [Vientiane Saissetha Comprehensive Development Zone](#), 21 janvier 2019.

<sup>167</sup> La source n'est plus accessible en ligne.

<sup>168</sup> Justine Sherman, « Vietnam's Internet Control: Following in China's Footsteps? », [The Diplomat](#), 11 décembre 2019 ; « New year, new repression: Vietnam imposes draconian 'China-like' cybersecurity law », [South China Morning Post](#), 1<sup>er</sup> janvier 2019.

<sup>169</sup> Fanny Potkin, « Exclusive: Myanmar's junta rolls out Chinese camera surveillance systems in more cities », [Reuters](#), 11 juillet 2023.

birman se sont notamment appuyés sur FISCA Security & Communication, principale entreprise du pays dans la fourniture de matériel de sécurité, de protection incident, etc.<sup>170</sup> Bien que décrite comme une société birmane, FISCA entretient en réalité des liens étroits avec la RPC. L'entreprise sert d'intermédiaire, au Myanmar, à des poids lourds du secteur comme Huawei, Dahua et Nuctech. Elle est dirigée par YIN Jianguo (尹建国), un Chinois de troisième génération natif de Tenchong dans le Yunnan, qui se trouve être également le vice-président de la Myanmar-China Friendship Association (缅中友协) – une organisation de Front Uni<sup>171</sup>.

Figure n° 5 : BROCHURE DE FISCA SECURITY & COMMUNICATION



Source : Sohu

<sup>170</sup> Le 2 mars 2023, le Département du Commerce américain a ajouté FISCA Security & Communication à son Entity List pour son implication dans la fourniture d'équipements de surveillance au régime militaire birman. Pour plus de détails sur FISCA, voir : <https://opencorporates.com/companies/mm/2338-2014-2015>.

<sup>171</sup> « To serve the 'Belt and Road' construction, the 2019 China Social Public Security Enterprise (Myanmar) Inspection and Exchange Conference was successfully held » (服务“一带一路”建设, 2019 中国社会公共安全企业(缅甸)考察交流会成功举办), [Sohu](http://www.sohu.com), 12 novembre 2019.

### 3. Vers une institutionnalisation de la coopération sécuritaire régionale sous égide chinoise ?

Les patrouilles conjointes sur le fleuve Mékong réunissant RPC, Laos, Myanmar et Thaïlande ont marqué un tournant dans la posture sécuritaire chinoise. Pour la première fois, la Chine a pris la tête d'un mécanisme de coopération policière internationale sans mandat onusien.

En plus de dix ans, ce mécanisme, connu comme le « modèle Mékong » (湄公河模式)<sup>172</sup>, s'est pérennisé et élargi, passant d'une simple patrouille conjointe pour faciliter la navigation sur le fleuve à un dispositif de coopération diversifié comprenant opérations de contrôle de drogues, partages d'informations, interventions d'urgence, échanges politiques et culturels, exercices de combat et formations, prévention et contrôle épidémique, etc.<sup>173</sup>

En 2017, cet élargissement s'est accompagné du lancement par la RPC et les cinq pays du Mékong du Centre de coopération intégrée de l'application de la loi et de la sécurité du Lancang-Mékong (LM-LECC, 澜沧江—湄公河综合执法安全合作中心). Basé à Kunming, dans la province du Yunnan, ce dernier s'inscrit dans le cadre de la *Lancang-Mekong Cooperation* (LMC) et vise à créer une « plateforme de services complète » (综合服务平台) pour l'intégration et l'échange de renseignement, la coordination en matière de prévention et de lutte contre la criminalité transnationale et le renforcement des capacités d'application de la loi des pays de la zone<sup>174</sup>.

Particulièrement actif depuis sa création, le LM-LECC a contribué à concrétiser un peu plus la coopération sécuritaire régionale et à légitimer le *leadership* chinois dans ce domaine. Ce mouvement d'institutionnalisation sous égide chinoise est néanmoins loin d'être abouti, tant pour des raisons endogènes (manque de bases légales, moyens insuffisants, etc.) qu'exogènes (défiance historique, influence des États-Unis, etc.).

#### 3.1. Le développement d'un « modèle Mékong » de coopération sécuritaire

Le 5 octobre 2011, treize marins chinois ont été tués alors qu'ils naviguaient dans les eaux thaïlandaises du fleuve. La violence de l'attaque, qui fait alors suite à une série d'incidents mortels impliquant des Chinois, a suscité une vive réaction dans la société chinoise. Un chercheur chinois parlera même d'une menace de « somalisation » du Mékong<sup>175</sup>.

---

<sup>172</sup> Jun Lei, « 'The GMS Model' of Regional Security Public Goods: Taking the Mechanism on Joint Law Enforcement and Security Cooperation along the Mekong River as An Example » (区域性安全公共产品供给的“湄公河模式”——以湄公河流域联合执法安全合作机制为例), *Southeast Asian Affairs*, 2015.

<sup>173</sup> « [China Police Report] Looking back on the 10<sup>th</sup> anniversary of China-Laos-Myanmar-Thailand joint patrol and law enforcement on the Mekong River » ([中国警务报道]中老缅泰湄公河联合巡逻执法十周年回望), *Modern World Police Magazine*, 26 janvier 2022.

<sup>174</sup> « The delegation of the Lancang-Mekong Comprehensive Law Enforcement Security Cooperation Center came to the school for an exchange visit » (澜沧江—湄公河综合执法安全合作中心代表团来校交流访问), *International Police Academy*, 17 décembre 2020.

<sup>175</sup> Yongguang Bu, « Mekong, is escort feasible? » (湄公河,护航是否可行?), *Modern Ships*, 2011.



Face à une forte pression de sa population, le gouvernement chinois a réagi de manière ferme et inédite selon une double approche : une vaste opération de police internationale et l'instauration de patrouilles conjointes sur le Mékong.

### 3.1.1. La traque internationale de Naw Kham

Au lendemain de l'incident « 10.5 », les autorités centrales chinoises ont engagé une longue traque internationale des responsables de l'attaque, dont le trafiquant de drogue birman Naw Kham. Un premier groupe de travail, dirigé par GUO Shaochun (郭少春), alors directeur adjoint du Département consulaire du ministère des Affaires étrangères, a rapidement été constitué par les ministères des Affaires étrangères, de la Sécurité publique et des Transports<sup>176</sup>. Il a été dépêché sur le site de l'attaque puis en Thaïlande, sur laquelle Pékin a cherché à faire pression pour qu'elle enquête sur l'affaire, qui se trouve dans sa juridiction et dans laquelle des policiers thaïlandais sont impliqués<sup>177</sup>. Malgré l'insistance de la RPC, le gouvernement thaïlandais s'est montré plutôt passif dans le processus d'enquête<sup>178</sup> compte tenu de la sensibilité du dossier et des risques perçus par Bangkok en termes de souveraineté face aux potentielles incursions sur son sol de policiers chinois<sup>179</sup>.

Après plusieurs mois d'enquête et trois tentatives infructueuses d'appréhender Naw Kham, le MSP est finalement parvenu à le capturer au Laos en avril 2012. Cette traque, qui a inspiré le film à grand budget « Operation Mekong » (湄公河行动), sorti en 2016, a marqué la première arrestation de criminels étrangers par la police chinoise à l'étranger et une étape majeure dans l'évolution de la posture de non-interférence de la diplomatie chinoise vers une approche plus interventionniste<sup>180</sup>.

LIU Yuejin (刘跃进), alors directeur du bureau anti-narcotique du MSP et chef de la *task force* chargée de capturer Naw Kham, a ainsi révélé, dans un entretien en 2013, que son unité avait pendant un temps envisagé d'éliminer par une frappe de drone Naw Kham, alors retranché dans le nord-est du Myanmar, avant d'abandonner cette option – non pour des questions de souveraineté mais parce que Pékin préférait capturer le trafiquant vivant<sup>181</sup>. Autre signe d'un changement de doctrine d'intervention, LIU a souligné que son unité avait eu recours au système de navigation satellite Beidou pour communiquer sans avoir à se

---

<sup>176</sup> « Thai Police Say Attacked Chinese Ship Has Been Hijacked before Entering Thailand » (泰国警方称中国遇袭船只入泰前已被劫), Sina, 18 octobre 2011.

<sup>177</sup> « 11 Chinese crew members were robbed and killed by drug traffickers, and China urged Thailand to investigate and arrest the murderers » (11 名中国船员遭毒贩劫杀 中方敦促泰国调查缉凶), Jinyang Network, 10 octobre 2011 ; « The Chinese Working Group Meets with Deputy Prime Minister of Thailand Chalerm Yubamrung », PRC Ministry of Foreign Affairs, 29 octobre 2011.

<sup>178</sup> Junxiang Wang, « On the Establishment of the Areas of the Greater Mekong Sub-regional Joint Enforcement » (关于建立大湄公河次区域联合执法区的设想), *Criminal Law Review*, 30 novembre 2012.

<sup>179</sup> Jian Guan, « A 'China Program' for the Supply of Regional Security Public Goods: A Study on the Joint Law Enforcement Cooperation Mechanism of the Mekong River of China, Laos, Thailand and Myanmar » (区域安全公共产品供给的“中国方案”——中老缅泰湄公河联合执法合作机制研究), *Journal of Sun Yat-Sen University (Social Science Edition)*, 2019.

<sup>180</sup> Mathieu Duchâtel, Oliver Bräuner, Zhou Hang, « Protecting China's Overseas Interests: the Slow Shift away from Non-interference », *SIPRI Policy Paper*, juin 2014.

<sup>181</sup> « The leader of the special case revealed the process of arresting Waw Kham: he once wanted to send a drone to behead him » (专案组长披露抓捕糯康经过：曾欲派无人机斩首), *Global Times*, 18 février 2013.

connecter sur les réseaux mobiles des pays étrangers et risquer de compromettre la localisation de la police chinoise<sup>182</sup>.

### 3.1.2. Les patrouilles conjointes sur le fleuve Mékong

À la suite de l'incident « 10.5 », le gouvernement chinois a rapidement cherché à bâtir une réponse régionale pour sécuriser le fleuve Mékong en coopération avec le Laos, le Myanmar et la Thaïlande. Des réunions multilatérales et des sessions de consultations se sont multipliées à l'initiative de la RPC au niveau des ambassadeurs, des ministres et des chefs de gouvernement. Finalement, les quatre États se sont réunis fin novembre 2011 à Pékin et ont signé la « Déclaration conjointe de la réunion ministérielle Chine-Laos-Myanmar-Thaïlande sur l'application conjointe de la loi sur le fleuve Mékong » (中老缅泰湄公河联合执法部长级会议联合声明). Ce document fondateur a fixé les bases du « Mécanisme de coopération pour l'application de la loi et la sécurité dans le bassin du Mékong » (澜沧江—湄公河流域执法安全合作机制).

Concrètement, ce mécanisme s'est traduit par l'instauration, dès décembre 2011, des patrouilles fluviales conjointes. Celles-ci durent généralement quelques jours et s'organisent en deux temps :

- ➔ Des bateaux de police chinois naviguent depuis les quais de Jingha (景哈) ou de Guanlei (关累), situés dans la préfecture de Xishuangbanna (西双版纳), jusque dans la zone du Triangle d'Or, où ils effectuent des segments de patrouilles conjointes avec les bateaux birmanes et laotiens.
- ➔ Depuis le Triangle d'Or, les forces de sécurité thaïlandaises se chargent ensuite de patrouiller seules sur leur portion du fleuve jusqu'au port de Chiang Saen<sup>183</sup>.

Initialement prévues pour une courte durée, les patrouilles conjointes ont finalement été maintenues par les pays membres si bien qu'en février 2023, il s'agissait de la 126<sup>ème</sup> itération<sup>184</sup>. Cette pérennisation s'est accompagnée d'un élargissement significatif de leur format : de simples patrouilles centrées sur le secours de navires en détresse, la mise en place de points de contact et le partage d'informations, leur modèle a peu à peu été diversifié pour inclure des escortes maritimes, des contrôles ponctuels et des saisies conjointes, y compris *via* des inspections terrestres par les forces chinoises et laotiennes<sup>185</sup>. Des opérations conjointes ont en outre été établies, à l'instar de l'opération anti-drogue *Safe Passage* (平安航道), lancée en 2013<sup>186</sup>.

Ce mouvement s'est accéléré à partir de 2015 à la suite de la Réunion ministérielle sur la coopération en matière d'application de la loi et de sécurité dans le bassin du Lancang-

---

<sup>182</sup> *Ibid.*

<sup>183</sup> Lian Guo, « Exploration and Practice of Police Cooperation in the Mekong Basin of China, Laos, Myanmar and Thailand – The Case of China-Thailand Police Cooperation » (中老缅泰澜湄流域警务合作探索与实践 ——以中泰警务合作为例), *The Journal of Yunnan Police College*, 2021.

<sup>184</sup> « The 126<sup>th</sup> China-Laos-Myanmar-Thailand joint patrol and law enforcement operation on the Mekong River was successfully completed » (第 126 次中老缅泰湄公河联合巡逻执法行动圆满完成), Xinhua, 25 février 2023.

<sup>185</sup> Ke Wang, « Research on the Influencing Factors and Countermeasures of China's Participation in Police Cooperation in Lancang-Mekong Subregion » (中国参与澜沧江—湄公河次区域警务合作的影响因素及对策研究), People's Public Security University of China, 2019.

<sup>186</sup> « The Second China-Laos-Myanmar-Thailand Safe Waterway Joint Anti-drug Operation Achieved Phased Results » (第二届中老缅泰平安航道联合扫毒行动取得阶段性成果), *People's Daily*, 8 février 2015.

Mékong (澜沧江-湄公河流域执法安全合作部长级会议). Le Cambodge et le Vietnam sont devenus membres observateurs du mécanisme de patrouille conjointe. Si le statut d'observateur est avant tout symbolique, leur participation a permis d'accroître la portée de l'initiative multilatérale portée par la RPC dans toute la région du Mékong.

Les quatre pays membres ont également multiplié les activités, y compris dans la perspective de renforcer la confiance mutuelle et les pratiques communes. Outre les nombreux échanges culturels et sportifs et autres réunions périodiques<sup>187</sup>, le MSP chinois a organisé, en dix ans, dix-huit sessions de formation de police portant sur les méthodes de combat, l'interception, la langue et la culture chinoises, l'exploitation des bateaux, etc., formant au total plus de 200 personnes<sup>188</sup>.

En parallèle, la RPC a lancé, en 2017, l'exercice annuel de sécurité et d'application de la loi « Vision-2017 » (守望-2017). Le dernier en date a eu lieu à Muang Mo (Laos) le 21 décembre 2022<sup>189</sup>. Il portait sur la lutte contre la criminalité transnationale liée à la drogue et aux armes à feu, et s'organisait en deux temps : interception par voie maritime (inspection des navires, reconnaissance par drone, etc.) et interception par voie terrestre (contrôle des véhicules, enquête conjointe, rapatriement et transfert). Plus de cent membres des forces de l'ordre de la Chine, du Laos, du Myanmar et de la Thaïlande y ont participé<sup>190</sup>, soit cinq fois moins qu'en 2018. Cette année-là, l'exercice portait sur le thème de la lutte contre le terrorisme et consistait en plusieurs activités, dont la reconnaissance par drone, la recherche et le sauvetage sur l'eau, l'usage de la force, les saisies conjointes, les perquisitions et les tactiques de combat<sup>191</sup>.

---

<sup>187</sup> « [China Police Report] Looking back on the 10<sup>th</sup> anniversary of China-Laos-Myanmar-Thailand joint patrol and law enforcement on the Mekong River » ([中国警务报道]中老缅泰湄公河联合巡逻执法十周年回望), 2022.

<sup>188</sup> « A Shared Destiny, Keeping an Eye on Peace – China-Laos-Myanmar-Thailand Joint Patrol and Law Enforcement Mechanism on the Mekong River has achieved remarkable results in the past 10 years » (命运与共守望安澜——中老缅泰湄公河联合巡逻执法机制实施10年成果显著), China Police Network, 10 décembre 2021.

<sup>189</sup> « 'Watch-2022' China-Laos-Myanmar-Thailand Mekong River Joint Patrol Law Enforcement Four-Country Water and Land Investigation Drill Held in the Meng Mo Waters of Laos » ("守望-2022"中老缅泰湄公河联合巡逻执法四国水陆查缉演练在老挝孟莫水域举行), [Yunnan Police](#) (WeChat), 23 décembre 2022.

<sup>190</sup> *Ibid.*

<sup>191</sup> « China-Laos-Myanmar-Thailand Joint Anti-Terrorism Drill Held in Muang Mo, Laos » (中老缅泰联合反恐演练在老挝孟莫举行), [Xishuangbanna News](#), 27 novembre 2018.

**Figure n° 6 : SIMULATION D'UN CONTROLE DE VEHICULE PAR DES POLICIERS CHINOIS ET LAOTIENS LORS DE L'EXERCICE VISION-2022 A MUANG MO, LAOS**



Source : Yunnan Police

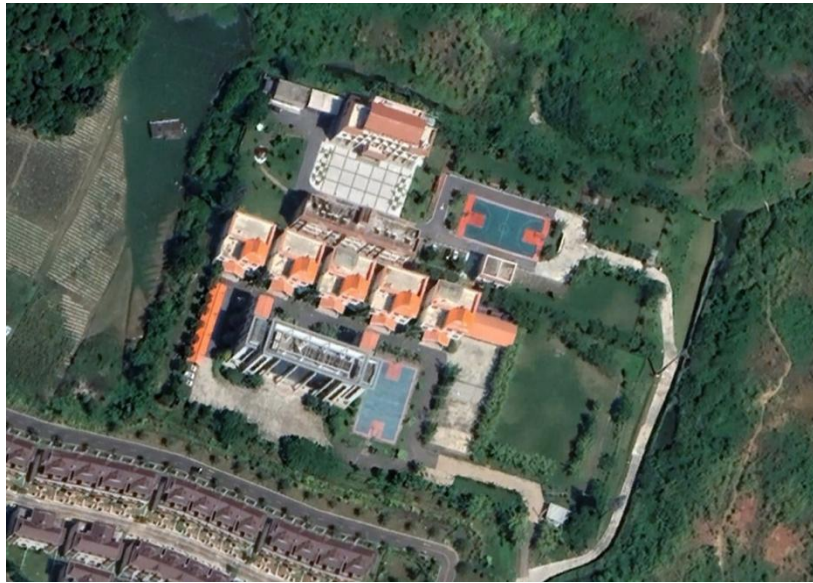
Le renforcement du dispositif des patrouilles conjointes s'est par ailleurs joué sur le plan capacitaire. Le centre de commandement des patrouilles conjointes, d'abord établi dans le village de Guanlei (关累镇), a été transféré dans la ville de Jinghong (景洪市). Construit en 2016 puis agrandi en 2019, le nouveau centre forme désormais un grand complexe de onze bâtiments<sup>192</sup>. Des officiers de liaison des quatre pays y sont affectés pour faciliter la coordination entre les différentes juridictions, échanger des renseignements, communiquer avec les navires de patrouille – *via* le système satellite Beidou<sup>193</sup> – et former le personnel (opérations spéciales amphibies, exercices anti-terroristes ou tireurs d'élite, etc.)<sup>194</sup>.

<sup>192</sup> Coordonnées géographiques du centre de commandement basé à Jinghong : 21°58'48.97"N 100°47'29.67"E.

<sup>193</sup> « Exploration of joint law enforcement on the Mekong River: sailing to the waters of the Golden Triangle, the whole ship is on alert » (湄公河联合执法探秘：行驶到金三角水域全船戒备), *People's Daily*, 14 octobre 2014.

<sup>194</sup> « [China Police Report] Looking back on the 10<sup>th</sup> anniversary of China-Laos-Myanmar-Thailand joint patrol and law enforcement on the Mekong River » ([中国警务报道]中老缅泰湄公河联合巡逻执法十周年回望), 2022.

**Figure n° 7 : VUE SATELLITE DU CENTRE DE COMMANDEMENT DES PATROUILLES CONJOINTES SUR LE MEKONG EN OCTOBRE 2022**



Source : Google Earth

En plus de ce centre, plusieurs structures ont été mises en place sur le trajet des patrouilles conjointes. En 2012, les autorités chinoises ont ouvert le poste de police de Hanquantan (旱泉滩警务站), à trois kilomètres de la frontière avec le Myanmar et le Laos<sup>195</sup>. Leurs homologues thaïlandais ont établi un centre de coordination dans le port de Chiang Saen, tandis que les autorités birmanes ont installé une station à Wan Pong, dans le Triangle d'Or. Deux bâtiments administratifs y ont été construits sous financement chinois. Au Laos, deux postes de liaison ont été établis à Muang Mo et Ban Xieng Kok, respectivement en 2012 et 2015<sup>196</sup>. À la suite d'un accord gouvernemental entre le Laos et la RPC, ces derniers, contrairement aux autres points d'appui, accueillent de manière permanente des policiers chinois<sup>197</sup>. Ces agents sont armés et assurent des missions en mer et sur terre<sup>198</sup>.

<sup>195</sup> Coordonnées géographiques du poste de police de Hanquantan : 21°35'22.43"N 101°09'08.91"E.

<sup>196</sup> Coordonnées géographiques des postes de liaison de Muang Mo (20°26'12.08"N, 100° 7'22.38"E) et Ban Xieng Kok (20°53'44.82"N, 100°36'45.21"E).

<sup>197</sup> Un article de Reuters de 2016 évoque la présence de vingt-cinq policiers chinois pour assurer la gestion et la protection du poste de liaison de Muang Mo. Pour de plus amples détails, voir « Led by China, Mekong nations take on Golden Triangle narco-empire », [Reuters](#), 16 mars 2016.

<sup>198</sup> « 'Witness' Enforcement of the Mekong River (3): Chinese and Lao law enforcement officers cooperate tacitly to jointly protect the safety of the river basin 20180907 | CCTV Society and Law » (《见证》执法湄公河 (三) : 中、老两国执法人员默契合作 共同守护流域安全 20180907), [CCTV](#), 7 septembre 2018.

Figure n° 8 : PERSONNELS DU CORPS DE PATROUILLE AQUATIQUE DU YUNNAN EN POSTE A BAN XIENG KOK



Source : CCTV

Au-delà de ces infrastructures, la RPC a opéré une institutionnalisation progressive de ses forces mobilisées. À la création du mécanisme en décembre 2011, le MSP a établi un Détachement aquatique au sein de la Force de gardes-frontières du Yunnan (云南省公安边防总队水上支队)<sup>199</sup>. Pour cela, plus de 200 agents provenant de onze forces de gardes-frontières (边防管理局), alors rattachées à la Police armée du peuple (PAP), ont été rassemblés à Xishuangbanna<sup>200</sup>. Ils ont été formés et équipés pour combler « quatre lacunes » (四无) : aucune station, aucun bateau, aucune expérience de navigation et aucune expérience de coopération internationale<sup>201</sup>.

Dans le cadre de la réforme de l'APL et du MSP, le Détachement a été retiré de la PAP pour passer sous le commandement du Bureau de la sécurité publique du Yunnan en 2019. Deux ans plus tard, il a été élevé au rang de Corps de patrouille aquatique du Yunnan (云南省公安厅水上巡逻总队)<sup>202</sup>, dont le siège est situé à Jinghong, non loin du centre de commandement des patrouilles conjointes<sup>203</sup>. YUAN Yaping (袁亚平), un cadre du Département provincial de la sécurité publique, en assure la direction. Avec cette réorganisation, il y a eu un accroissement des capacités, que ce soit par l'acquisition de nouveaux bateaux, dont le plus récent date de décembre 2021, ou par la création, en 2019, de forces spéciales amphibies du Mékong (湄公河两栖特战队), conçues comme une « contre-force rapide pour les interventions d'urgence »<sup>204</sup>.

<sup>199</sup> « Summary of the 5<sup>th</sup> Anniversary of China-Laos-Myanmar-Thailand Law Enforcement and Security Cooperation in the Mekong River Basin » (中老缅泰湄公河流域执法安全合作五周年综述), PRC Ministry of Public Security, 25 décembre 2016.

<sup>200</sup> « Ten years of cruising, common protection » (十年巡航 共同守护), *People's Daily*, 16 décembre 2021.

<sup>201</sup> « [China Police Report] Looking back on the 10<sup>th</sup> anniversary of China-Laos-Myanmar-Thailand joint patrol and law enforcement on the Mekong River » ([中国警务报道]中老缅泰湄公河联合巡逻执法十周年回望), 2022.

<sup>202</sup> « The Water Patrol Corps of the Public Security Department of Yunnan Province was established » (云南省公安厅水上巡逻总队挂牌成立), *National Times*, 28 avril 2021.

<sup>203</sup> Coordonnées géographiques du quartier général du Corps de patrouille aquatique du Yunnan : 21°57'46.35"N 100°47'47.41"E.

<sup>204</sup> « The first exposure of the Mekong Amphibious Special Forces » (湄公河两栖特战队首次曝光), *People's Daily Weibo account*, 9 décembre 2021.

**Figure n° 9 : VUE SATELLITE DU QUARTIER GENERAL DU CORPS DE PATROUILLE AQUATIQUE DU YUNNAN A JINGHONG**



Source : Google Earth

En dix ans de patrouilles et 182 opérations conjointes en mer comme sur terre, le mécanisme de patrouilles conjointes lancé par Pékin aurait permis de résoudre 33 173 affaires de drogue et de saisir 136,9 tonnes de drogue le long du Mékong et dans les zones frontalières, selon les chiffres proposés par les médias chinois<sup>205</sup>. Il aurait également contribué à dénouer 66 cas de traite d'êtres humains, à arrêter 2 659 personnes pour des activités de contrebande et à rapatrier 4 643 individus étant « *entré [ou ayant] séjourné ou travaillé illégalement* » (三非人员)<sup>206</sup>. En même temps, le débit de marchandises des ports situés le long du Mékong aurait quadruplé et le nombre de touristes aurait augmenté de plus de 20 %<sup>207</sup>.

Depuis 2017, ces avancées en faveur d'une sécurisation accrue du Mékong ont découlé non seulement du développement approfondi des patrouilles conjointes mais également d'un processus d'institutionnalisation plus large qui repose sur le Centre de coopération intégrée de l'application de la loi et de la sécurité du Lancang-Mékong (LM-LECC). Tout en s'inscrivant dans le prolongement des patrouilles, le LM-LECC est allé plus loin encore dans le sens où il englobe davantage de dimensions de la coopération sécuritaire et cherche à mieux intégrer les pays de la région au sein d'une architecture régionale initiée, guidée et financée par la RPC.

<sup>205</sup> « 'That bullet flew one meter in front of me!' These moments on the Mekong are far more thrilling than the movies » ("那个子弹就从我前面一米飞过去的"! 湄公河上的这些瞬间远比电影更惊险), CCTV, 13 juillet 2022.

<sup>206</sup> « A Shared Destiny, Keeping an Eye on Peace – China-Laos-Myanmar-Thailand Joint Patrol and Law Enforcement Mechanism on the Mekong River has achieved remarkable results in the past 10 years » (命运与共 守望安澜——中老缅泰湄公河联合巡逻执法机制实施 10 年成果显著), 2021.

<sup>207</sup> *Ibid.*

## 3.2. Le LM-LECC, pilier de la posture sécuritaire régionale de la Chine

En 2014, Li Keqiang a proposé le format *Lancang-Mekong Cooperation* (LMC), une initiative portée à l'origine par Bangkok, lors du 17<sup>ème</sup> sommet Chine-ASEAN. Deux ans plus tard, les chefs d'État des pays du Mékong ont organisé un premier sommet, matérialisant le début de la LMC<sup>208</sup>. À cette occasion, les six pays membres ont convergé sur l'adoption d'un mécanisme « 3+5 » dont l'un des piliers porte sur la politique sécuritaire<sup>209</sup>. Ils ont également adopté un « Plan quinquennal d'action de la LMC (2018-2022) » (澜沧江—湄公河合作五年行动计划 (2018 – 2022)), qui consacre une partie entière à la coopération sur la sécurité non traditionnelle et appelle à « *approfondir les dialogues et la coopération en matière d'application de la loi pour lutter contre les problèmes de sécurité non traditionnels d'intérêt mutuel* », à savoir « *la lutte contre le trafic de drogue, le terrorisme, le franchissement illégal organisé des frontières nationales, la traite des êtres humains, la contrebande et le trafic d'armes à feu et de munitions, la cybercriminalité et d'autres crimes transnationaux* »<sup>210</sup>. Renforcer la coopération frontalière et les échanges entre agences et académies de police est une autre priorité.

Parmi les initiatives et les projets concrets dans ce domaine, le Centre de coopération intégrée de l'application de la loi et de la sécurité du Lancang-Mékong (澜沧江—湄公河综合执法安全合作中心 – LM-LECC) semble le plus emblématique de la posture sécuritaire de la RPC dans la région et le plus déterminant pour la trajectoire en matière de coopération régionale.

### 3.2.1. Cadre politique et fonctionnement du Centre

Décrit comme la « *première organisation intergouvernementale de coopération intégrée en matière de sécurité et d'application de la loi dans le Mékong* »<sup>211</sup>, le LM-LECC a marqué un tournant dans la construction du « modèle Mékong » de coopération sécuritaire internationale.

L'orientation globale du Centre est définie par la Réunion ministérielle sur la coopération en matière d'application de la loi et de sécurité dans le bassin du Lancang-Mékong (voir 3.1.). Durant la première (et unique) réunion de cette instance politique en 2015, les quatre États parties aux patrouilles conjointes ont proposé de promouvoir la création d'un mécanisme global de coopération en matière d'application de la loi et de sécurité adossé à une organisation régionale<sup>212</sup>. Cette proposition commune a ensuite été reprise en mars 2016 lors de la première réunion des chefs d'État de la LMC, qui ont alors déclaré qu'« *un soutien sera apporté à la création d'organismes de coopération en matière d'application de la loi et à la*

<sup>208</sup> Site officiel de la LMC : <http://www.lmcchina.org/>.

<sup>209</sup> « Lancang-Mekong Cooperation leaders' meeting hails achievements, maps out blueprint for future development », *Xinhua*, 11 janvier 2018.

<sup>210</sup> « Five-Year Plan of Action on Lancang-Mekong Cooperation (2018-2022) » (澜沧江—湄公河合作五年行动计划 (2018 – 2022)), *Xinhua*, 11 janvier 2018.

<sup>211</sup> « Lancang-Mekong Comprehensive Law Enforcement Security Cooperation Center starts operation » (澜沧江—湄公河综合执法安全合作中心启动运行), *Xinhua*, 28 décembre 2017.

<sup>212</sup> « The Ministerial Conference on Law Enforcement and Security Cooperation in the Mekong River Basin was held in Beijing on the 24<sup>th</sup> and adopted the 'Joint Statement' » (湄公河流域执法安全合作部长级会议 24 日在京举行 通过《联合声明》), *Xinhua*, 27 octobre 2015.



*promotion de la coopération pertinente* »<sup>213</sup>. Enfin, le LM-LECC a été établi en décembre 2017 à Kunming. Lors de la cérémonie d'inauguration étaient présents des représentants des cinq pays du Mékong et de la partie chinoise, en la personne de LIU Yuejin (刘跃进), alors membre du Comité du Parti du MSP et premier commissaire chargé de la lutte contre le terrorisme<sup>214</sup>.

Dans la lignée de la conférence ministérielle de 2015, les activités du LM-LECC sont organisées autour de cinq objectifs principaux : 1/ la coordination de la prévention et de la lutte contre la criminalité transnationale ; 2/ l'intégration et le partage des informations en matière de renseignement ; 3/ la réalisation d'opérations conjointes ; 4/ le renforcement des capacités en matière d'application de la loi ; et 5/ le soutien aux services d'application de la loi des pays membres<sup>215</sup>. Selon le secrétaire général par intérim du Centre, JIANG Shui (姜水), le LM-LECC vise en somme à devenir « *une plateforme complète de services pour l'intégration et l'échange de renseignements et d'informations, des opérations conjointes de gestion spéciale, et le renforcement des capacités d'application de la loi* »<sup>216</sup>.

En pratique, ces priorités se traduisent dans l'organisation du Centre, qui comprend un commandement et quatre départements :

- ➔ Mekong River Joint Patrol Law Enforcement Command (湄公河联合巡逻执法指挥部)
- ➔ Intelligence Integration and Case Investigation Department (情报融合与案件协查部)
- ➔ Joint Action Coordination Department (联合行动协调部)
- ➔ Law Enforcement Capacity Building Department (执法能力建设部)
- ➔ Comprehensive Security Department (综合保障部).

La gestion quotidienne du LM-LECC est assurée par un secrétaire général, nommé pour une durée de trois ans. Il est secondé par plusieurs secrétaires adjoints, envoyés par les pays membres pour un mandat de quatre ans. Les six États peuvent également affecter au Centre des officiels résidents ou temporaires pour participer au travail du LM-LECC. Signe du poids de la RPC dans le fonctionnement du Centre dès sa création, le premier secrétaire général nommé est ZHENG Baigang (郑百岗). Ce dernier a fait carrière dans l'APL jusqu'en 1989 avant d'être transféré au MSP, où il a été directeur du Bureau d'administration des entrées et des sorties, puis directeur de l'équivalent chinois de l'IGPN et membre du Comité disciplinaire du MSP. ZHENG est réputé proche de MENG Hongwei, l'architecte des patrouilles conjointes et ex-président d'Interpol, accusé de corruption en 2018 et désormais incarcéré. Ces liens, qui lui auraient valu une enquête disciplinaire (« double régulation », 双规) selon le média hongkongais Ming Pao<sup>217</sup>, ne l'ont toutefois pas empêché de terminer son mandat à la tête du LM-LECC et même de le prolonger jusque fin 2021.

---

<sup>213</sup> Xu Cao, « An Analysis on the Meaning of Building the Lancang-Mekong Integrated Law Enforcement and Security Cooperation Center » (澜沧江—湄公河综合执法安全合作中心创立之设想), *Journal of Beijing Police College*, septembre 2018.

<sup>214</sup> 澜沧江—湄公河综合执法安全合作中心启动运行, 28 décembre 2017.

<sup>215</sup> « Lancang-Mekong Comprehensive Law Enforcement Security Cooperation Center starts operation » (澜沧江—湄公河综合执法安全合作中心启动运行), 2017.

<sup>216</sup> « The delegation of the Lancang-Mekong Comprehensive Law Enforcement Security Cooperation Center came to the school for an exchange visit » (澜沧江—湄公河综合执法安全合作中心代表团来校交流访问), *International Police Academy*, 17 décembre 2020.

<sup>217</sup> « Meng Hongwei was included in Zhou Yongkang's residual poison with high standards, and his cronies were double-regulated » (孟宏伟高规格划入周永康余毒 两会前亲信遭双规), *RFI*, 3 mars 2019.

Depuis, la direction du Centre est assurée par intérim par JIANG Shui (姜水), un cadre du MSP disposant d'une longue expérience en matière de coopération policière internationale. Outre des postes dans la sécurisation d'événements internationaux en Chine (*Asia Games, Shanghai Expo, etc.*), JIANG a dirigé la division Interpol du MSP et assisté MENG Hongwei en 2017 à la suite de sa nomination à la présidence de l'organisation intergouvernementale de police<sup>218</sup>. Il a également été Directeur adjoint Asie et Pacifique sud à Interpol de 2015 à 2017<sup>219</sup>, période durant laquelle il a, entre autres, assisté à un programme de formation UE-ASEAN sur la gestion des frontières et migration<sup>220</sup>.

### 3.2.2. Des liens quasi symbiotiques avec les patrouilles conjointes

S'il est difficile de mesurer le degré d'intégration du commandement des patrouilles conjointes, *i.e.* la structure créée en 2011 et basée à Xishuangbanna, au sein du LM-LECC, force est de constater qu'il existe d'importantes synergies entre les deux mécanismes, en particulier sur le plan du renforcement des capacités.

En décembre 2019, le LM-LECC a signé un contrat avec l'entreprise Jianglong Shipbuilding (江龙船艇) pour la livraison de dizaines de bateaux de patrouille. En 2020, dix unités ont été livrées par l'armateur chinois, avec lequel le LM-LECC a passé une nouvelle commande peu après pour vingt-et-un bateaux supplémentaires<sup>221</sup>. Selon un communiqué du LM-LECC, ces bateaux de patrouille servent à « *prévenir et combattre toutes sortes d'activités criminelles transfrontalières et à préserver la sécurité de la navigation internationale sur le fleuve Mékong, ce qui revêt une grande importance pour le maintien de la sécurité de la construction de la Belt and Road Initiative et la construction de la Communauté de destin Chine-ASEAN* »<sup>222</sup>. D'après des photos relayées par les médias chinois, ces bateaux battent pavillon chinois<sup>223</sup>, ce qui suggère une utilisation en priorité par les forces chinoises et une présence sécuritaire *de facto* renforcée de la RPC sur le fleuve.

L'acquisition de ces bateaux fait partie d'efforts plus larges du LM-LECC pour améliorer les moyens des patrouilles conjointes en faisant appel à des entreprises à capitaux chinois. En 2021, le Centre a signé un accord de coopération avec Zhuhai Yunzhou Intelligent Technology Co. Ltd. (珠海云洲智能科技股份有限公司)<sup>224</sup> destiné à promouvoir l'application de la « *smart security* » dans le bassin du Mékong et l'utilisation de bateaux sans pilote<sup>225</sup>. Le Centre a prévu d'acheter plusieurs lots de drones de surface, qui sont équipés notamment d'outils de réseau privé, d'un système Beidou d'urgence, d'un équipement photoélectrique,

<sup>218</sup> « Personnel attending INTERPOL meetings » (人员出席国际刑警组织会议), [Hong Kong Police Force](#), non daté.

<sup>219</sup> Profil [LinkedIn](#) de JIANG Shui.

<sup>220</sup> « 5-Day EU-Asean Migration & Border Management Training Programme Concluded », [Brudirect.com](#), 22 août 2016.

<sup>221</sup> « Jianglong Marine won another contract for the construction of 21 patrol boats from the Lancang-Mekong Law Enforcement Center » (江龙船艇再获澜湄执法中心 21 艘巡逻艇建造合同), [International Shipping Network](#), 2 mars 2021.

<sup>222</sup> « Helping the safe development of the Lancang-Mekong River Basin | Jianglong boats delivered to the Lancang-Mekong Law Enforcement Center in batches for high-speed patrol boats » (助力澜湄流域安全发展 | 江龙船艇批量交付澜湄执法中心高速巡逻艇), [Boat Industry](#) (WeChat), 16 juillet 2020.

<sup>223</sup> *Ibid.*

<sup>224</sup> Site officiel de Yunzhou Tech : <http://www.yunzhou-tech.com/>.

<sup>225</sup> « The unmanned boat will patrol and enforce the law in the Lancang-Mekong River Basin. The Lancang-Mekong Law Enforcement Center and Yunzhou Intelligent signed a cooperation agreement » (无人艇将在澜湄流域巡逻执法, 澜湄执法中心与云洲智能签署合作协议), [Yunzhou Tech](#), 6 mai 2021.

d'un klaxon ou encore d'un projecteur. Si ces appareils ne sont pas armés, ils peuvent néanmoins effectuer diverses missions (patrouilles quotidiennes, surveillances, collectes de preuves, sauvetages, etc.) et fournir des images de haute définition en temps réel<sup>226</sup>. Cela a d'ailleurs été l'objet de leur tout premier déploiement sur le Mékong en novembre 2019 – avant même la signature du contrat par le LM-LECC. Dans le cadre de l'exercice annuel *Watch* impliquant la RPC, le Laos, le Myanmar et la Thaïlande, les modèles de drone SL40 et Dauphin 1 ont été utilisés pour des simulations en matière de surveillance et de sauvetage<sup>227</sup>.

Au-delà des synergies entre le LM-LECC et les patrouilles conjointes, le Centre constitue avant tout une initiative régionale d'application de la loi visant à la fois une meilleure coordination dans la lutte contre la criminalité transnationale et une meilleure diffusion des normes et des bonnes pratiques chinoises.

### **3.2.3. Le LM-LECC : un rôle pivot dans la construction du leadership sécuritaire régional de la Chine**

Établi dans un contexte de criminalité rampante, le LM-LECC s'entend d'abord comme un outil au service des forces de sécurité des gouvernements de la région. À ce titre, le LM-LECC est impliqué dans des opérations de police régionales, assurant par exemple la coordination de la *Firearms Clearance Joint Operation* (靖枪行动), qui a pris place entre décembre et juillet 2022 dans la foulée de la 7<sup>ème</sup> Réunion des ministres des Affaires étrangères de la coopération Lancang-Mékong<sup>228</sup>. Dans ce cadre, le LM-LECC a organisé des réunions bimensuelles, des séminaires de recherche et des formations, fourni des équipements et contribué au partage d'informations, avec un focus sur les suspects en fuite, les informations sur les criminels armés et les sources d'armes à feu<sup>229</sup>.

Par ailleurs, l'une des premières priorités du Centre a été d'accroître l'échange et le partage de renseignements entre les services d'application de la loi du Mékong. Il s'appuie pour ce faire sur un organe dédié, l'Intelligence Integration and Case Investigation Department, dont l'une des principales fonctions est d'établir une base de données pour les forces de l'ordre des pays membres. Cette base, non publique, contiendrait plusieurs types d'éléments tels que des informations portant sur les trafics de drogue et de personnes, le terrorisme, l'immigration illégale, etc. ; des informations en lien avec des affaires de criminalités transnationale ; des informations sur les personnes recherchées et les suspects avec les biodatas ou encore des preuves de crimes<sup>230</sup>.

Ce travail de coordination s'accompagne d'un soutien du LM-LECC à la digitalisation des forces de l'ordre de pays moins développés comme le Laos et le Cambodge. Des agents du

---

<sup>226</sup> *Ibid.*

<sup>227</sup> « Chinese unmanned ship participated in China-Laos-Myanmar-Thailand exercise for the first time » (中国无人船首次参与中老缅泰四国演练), *People's Daily*, 28 novembre 2019.

<sup>228</sup> « The Lancang-Mekong Law Enforcement Center held a video launch meeting for the Lancang-Mekong Region 'Operation Calm Gun' » (澜湄执法中心召开澜湄区域“靖枪行动”视频启动会), [LM-LECC](#) (WeChat), 15 juillet 2022.

<sup>229</sup> « The Lancang-Mekong Law Enforcement Center coordinated with the Myanmar police to arrest two wanted fugitives » (澜湄执法中心协调缅警方抓获两名通缉在逃人员), [LM-LECC](#) (WeChat), 11 novembre 2022.

<sup>230</sup> Ke Wang, « Research on the Influencing Factors and Countermeasures of China's Participation in Police Cooperation in Lancang-Mekong Subregion » (中国参与澜沧江—湄公河次区域警务合作的影响因素及对策研究), People's Public Security University of China, 2019.

Département de la fusion des renseignements et de la coordination des affaires ont ainsi installé des équipements de visio-conférence et des réseaux VPN au MSP laotien et au ministère cambodgien de l'Intérieur<sup>231</sup>.

Tout en participant à la modernisation des infrastructures d'agences d'application de la loi à travers le Mékong, ces équipements contribuent à la construction par le LM-LECC d'un réseau de partage d'informations et de coordination entre les pays membres, dit *Lancang-Mekong Information Network* (LMIN). Fonctionnant sur la base de cinq nœuds nationaux et deux provinciaux répartis entre la Chine, le Cambodge, le Laos et le Myanmar<sup>232 233</sup>, ce système est opéré par vingt agents formés lors d'un séminaire de trois jours à Kunming en décembre 2019<sup>234</sup>. Ses fonctionnalités incluent une messagerie instantanée, un suivi en ligne des fugitifs, un sous-système pour les personnes disparues, etc.<sup>235</sup> Le système LMIN a été utilisé à plusieurs reprises, y compris en mai 2020 pour assurer des échanges vidéo entre la police chinoise et son homologue cambodgienne<sup>236</sup>, et dans le cadre d'un partage d'informations entre les autorités laotiennes et le LM-LECC en juin 2020, qui aurait abouti à l'arrestation de deux suspects laotiens impliqués dans un trafic de drogues de méthamphétamine<sup>237</sup>.

Si le système LMIN constitue une avancée dans la coopération policière régionale, il présente des risques d'instrumentalisation à des fins politiques, en particulier compte tenu du rôle du LM-LECC dans le cadre de l'opération extérieure du MSP *Fox Hunt* et des pratiques notoires des régimes en place en matière de traques et de déportations forcées de dissidents (*voir section 2.2.*). Ces risques se trouvent par ailleurs exacerbés par la diffusion de technologies chinoises et la promotion d'un langage de sécurité commun grâce aux liens entre LM-LECC et les institutions chinoises.

Outre des échanges ponctuels avec des Bureaux municipaux de sécurité publique, la Criminal Investigation Police University of China (中国刑事警察学院 – CIPUC), ou encore le Zhejiang

---

<sup>231</sup> Site web du LM-LECC.

<sup>232</sup> Meng Lu, « The Establishment of a Network Counter-Terrorism Cooperation Mechanism among Lancang-Mekong Countries » (论澜湄国家网络反恐合作机制构建), *Journal of Hubei University of Police*, février 2021.

<sup>233</sup> Signe d'un intérêt de Hanoi pour le LMIN, des échanges ont eu lieu en mars 2019 entre une délégation du ministère vietnamien de la Sécurité publique et le LM-LECC à propos de la faisabilité et du déploiement de ce système côté vietnamien. Depuis, aucune information ne permet toutefois de confirmer que le système a bien été mis en place.

<sup>234</sup> « The Lancang-Mekong Law Enforcement Center held the 2019 Lancang-Mekong River Basin LMIN System Intelligence Information Seminar » (澜湄执法中心举办 2019 年澜湄流域 LMIN 系统情报信息研修班), LM-LECC, 16 décembre 2019.

<sup>235</sup> *Ibid.*

<sup>236</sup> « The Lancang-Mekong Law Enforcement Center organized a video coordination meeting between the Chinese and Cambodian police on a case under investigation » (澜湄执法中心组织召开中柬警方 某在侦案件视频协调会), LM-LECC, 12 mai 2020.

<sup>237</sup> « The Lancang-Mekong Law Enforcement Center assisted in the construction of the old drug detection spot and seized a large amount of methamphetamine » (澜湄执法中心援建老方毒品查缉点查获大量冰毒), LM-LECC, 11 juin 2020.

Police College (浙江警察学院)<sup>238</sup>, le LM-LECC a noué des partenariats avec plusieurs écoles de police et universités chinoises :

- ➔ **Yunnan Police College (云南警官学院).** De par la proximité géographique et institutionnelle, le LM-LECC entretient des liens très étroits avec cette école d'officiers de police, gérée par le Département de la sécurité publique du Yunnan et décrite par le secrétaire général du LM-LECC comme un « *important partenaire stratégique* »<sup>239</sup>. Le Yunnan Police College anime une base de formation au sein du LM-LECC<sup>240</sup>. Ses chercheurs participent aux réunions du Centre sur la situation sécuritaire dans la zone<sup>241</sup>, tandis que le personnel du LM-LECC se rend régulièrement à l'école. Ces visites sont d'ailleurs l'occasion de mettre l'accent sur les priorités de la RPC en matière d'application de la loi. Par exemple, la dernière visite, en novembre 2022, a été ponctuée d'une conférence sur « L'application des drones dans le travail de la police » par le Centre d'innovation collaborative sur les drones (无人机协同创新中心) de l'école, de l'expérimentation de conduite de drone et d'une visite de la Base d'enseignement scientifique des véhicules aériens sans pilote (了无人驾驶航空器科普教育基地)<sup>242</sup>. En outre, les deux institutions ont co-organisé, en mars 2022, le premier « Forum international sur l'état de droit dans la sous-région Lancang-Mekong » (澜沧江—湄公河次区域国际法治论坛) avec un focus sur la sécurité sanitaire<sup>243</sup>. Il est prévu que ce forum se tienne annuellement à Kunming<sup>244</sup>.

Figure n° 10 : EXPOSITION DE DRONES AU YUNNAN POLICE COLLEGE EN NOVEMBRE 2022



Source : Yunnan Police College

<sup>238</sup> « The Lancang-Mekong Region Countries Combat Transnational Crimes Related to Guns and Explosives Held Opening Ceremony » (澜湄区域国家打击涉枪涉爆跨国犯罪研修班举行开班仪式, [LM-LECC](#) (WeChat), 27 octobre 2022.

<sup>239</sup> « Du Tao, Vice President of Yunnan Police Academy, and his delegation visited Lancang-Mekong Law Enforcement Center » (云南警官学院副院长杜涛一行访问澜湄执法中心), [LM-LECC](#) (WeChat), 28 février 2022.

<sup>240</sup> « Jiang Shui, Acting Secretary-General of the Security Cooperation Center of the Lancang-Mekong Comprehensive Law Enforcement Center, visited Yunnan Police Academy » (澜沧江-湄公河综合执法中心安全合作中心代理秘书长姜水一行访问云南警官学院), LM-LECC (WeChat), 15 septembre 2021.

<sup>241</sup> Voir « Lancang-Mekong Law Enforcement Center Holds Regional Security Situation Research and Judgment Meeting » (澜湄执法中心召开区域安全形势研判会), [LM-LECC](#) (WeChat), 4 novembre 2022.

<sup>242</sup> « The staff of the Lancang-Mekong Comprehensive Law Enforcement Security Cooperation Center went to the college to carry out team building activities » (澜沧江-湄公河综合执法安全合作中心职员赴学院开展团建活动), [Yunnan Police College](#) (WeChat), 9 novembre 2022.

<sup>243</sup> « The First Lancang-Mekong Sub-region International Forum on the Rule of Law Held in Kunming » (首届澜沧江—湄公河次区域国际法治论坛在昆明举行), People Rule of Law, 14 mars 2022.

<sup>244</sup> « The First Lancang-Mekong Sub-region International Forum on the Rule of Law Held in Kunming » (首届澜沧江—湄公河次区域国际法治论坛在昆明举行), [LM-LECC](#) (WeChat), 15 mars 2022.

- ➔ **Northwest University of Political Science and Law (西北政法大学 – NWUPL).** Le LM-LECC a conclu en mars 2021 un accord de coopération stratégique avec la NWUPL, l'une des meilleures écoles de droit du pays, en matière de formation de personnel et de recherche scientifique<sup>245</sup>. En amont de ce partenariat, ZHENG Baigang a visité, fin 2020, l'École de droit antiterroriste (反恐主义法学院) de la NWUPL, dirigée par SHU Hongshui (舒洪水)<sup>246</sup>. Ce dernier a été l'un des principaux experts d'un groupe de réflexion sur la sécurité des réseaux et l'informatisation du Xinjiang ; il a également été consultant auprès du Parquet populaire du Xinjiang.
- ➔ **Shanghai University of Political Science and Law (上海政法学院 – SHUPL).** En novembre 2022, le LM-LECC a signé un accord de coopération avec la SHUPL et co-organisé une formation de trois jours sur le thème de la « Lutte contre la criminalité transnationale impliquant des armes à feu et explosifs dans la région du Mékong » (澜湄区域国家打击涉枪涉爆跨国犯罪研修班)<sup>247</sup>. 67 représentants des départements d'application de la loi du Laos, du Myanmar, du Vietnam, de la Thaïlande et du Cambodge y ont participé. À noter que la SHUPL est particulièrement active en matière de coopération policière internationale. Un *think tank* de la Cour populaire suprême chinoise visant à promouvoir la recherche judiciaire en lien avec la BRI (最高人民法院“一带一路”司法研究基地) y est rattaché, de même que la Base de formation de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) pour les échanges et la coopération judiciaires internationaux (中国—上海合作组织国际司法交流合作培训基地).

À travers ces coopérations, le LM-LECC agit en réalité comme *proxy* permettant aux organes de sécurité de la RPC de faire rayonner leur influence. Le secrétaire général par intérim du Centre y fait d'ailleurs explicitement référence dans un discours au Yunnan Police College au cours duquel il affirme que « grâce à la plateforme du LM-LECC, l'influence, le degré et la portée de la coopération du Collège dans la région du Mékong sont encore renforcés ». En cela, l'organisation intergouvernementale complète les efforts bilatéraux de la diplomatie du MSP chinois et contribue à diffuser un langage de sécurité commun favorable à Pékin, tant sur le plan de la lutte contre la criminalité transnationale que sur celui de l'influence de la RPC vis-à-vis des organes de sécurité des pays du Mékong.

Cette instrumentalisation du LM-LECC au service des intérêts de Pékin a toutefois des limites. Malgré l'institutionnalisation progressive des patrouilles conjointes puis le développement du Centre, la coopération sécuritaire régionale se heurte en effet à une série d'obstacles légaux, économiques et politiques, voire géopolitiques.

---

<sup>245</sup> « Lancang-Mekong Law Enforcement Center and Northwest University of Political Science and Law held a signing ceremony for a strategic cooperation agreement » (澜湄执法中心与西北政法大学举行战略合作协议签约仪式), [LM-LECC](#) (WeChat), 1<sup>er</sup> avril 2021.

<sup>246</sup> « Secretary-General Zheng Baigang of the Lancang-Mekong Comprehensive Law Enforcement Security Cooperation Center led a delegation to visit our school » (澜沧江-湄公河综合执法安全合作中心郑百岗秘书长率团访问我校), NWUPL, 5 novembre 2020

<sup>247</sup> « The Lancang-Mekong Comprehensive Law Enforcement Security Cooperation Center and the Shanghai University of Political Science and Law held the opening ceremony of the seminar on combating transnational crimes involving guns and explosives » (澜湄区域国家打击涉枪涉爆跨国犯罪研修班举行开班仪式暨澜沧江-湄公河综合执法安全合作中心与上海政法学院签约仪式), [LM-LECC](#) (WeChat), 17 novembre 2022.

### 3.3. Un bilan contrasté de la coopération sécuritaire régionale

Si les patrouilles conjointes puis le LM-LECC ont certainement contribué à une meilleure coopération entre les agences de *law enforcement* des pays du Mékong et à une réduction partielle de la criminalité transnationale, le bilan de la coopération sécuritaire régionale reste jusqu'à présent contrasté. Un chercheur de la People's Public Security University of China<sup>248</sup>, XU Cao (曹旭), considère d'ailleurs que « *le mécanisme original de coopération en matière de sécurité des forces de l'ordre n'est pas compatible avec l'évolution de la situation en matière de sécurité dans le bassin* »<sup>249</sup>.

#### 3.3.1. Un environnement naturel et sécuritaire complexe

Les conditions naturelles le long du fleuve et la complexité du terrain exposent les forces de l'ordre aux attaques armées et complexifient la navigation comme les missions de police<sup>250</sup>. À ce contexte défavorable s'ajoute un environnement politique fragmenté, marqué par des enclaves de non-droit comme la *Golden Triangle Special Economic Zone* et des régions autonomes qui constituent des réservoirs de criminalité (*cf. supra*)<sup>251</sup>. Dans le cas de l'État Shan au Myanmar – qui dispose de son propre gouvernement –, la RPC entretient bien des liens avec la diaspora chinoise et les autorités locales, y compris en matière de police<sup>252</sup>. Cette proximité n'empêche toutefois pas une multiplicité d'interlocuteurs et de strates aux niveaux national et régional, pouvant freiner la coopération sécuritaire.

#### 3.3.2. Un coût financier élevé et supporté principalement par la RPC

Le déroulement des patrouilles conjointes comme le fonctionnement du LM-LECC représentent un coût financier important<sup>253</sup>. Or des pays comme le Laos ou le Myanmar n'ont pas les moyens de prendre en charge seuls les dépenses de personnels, d'équipements ou d'infrastructures. Le budget est également limité du côté de la Thaïlande, qui se trouve par exemple contrainte dans sa capacité à patrouiller par de faibles réserves d'essence pour ses bateaux<sup>254</sup>. Face à ces difficultés, la RPC soutient largement le coût des différents dispositifs et fournit beaucoup d'assistance financière et technique au Laos, au Myanmar et même à la

<sup>248</sup> Fondée en 1948, la People's Public Security University est le premier établissement d'enseignement supérieur du système de sécurité publique en Chine. Elle est placée directement sous le contrôle du ministère chinois de la Sécurité publique et connue comme le « berceau des officiers de police » en Chine.

<sup>249</sup> Xu Cao, « An Analysis on the Meaning of Building the Lancang-Mekong Integrated Law Enforcement and Security Cooperation Center » (澜沧江—湄公河综合执法安全合作中心创立之设想), *Journal of Beijing Police College*, septembre 2018.

<sup>250</sup> Jian Guan, « A 'China Program' for the Supply of Regional Security Public Goods: A Study on the Joint Law Enforcement Cooperation Mechanism of the Mekong River of China, Laos, Thailand and Myanmar » (区域安全公共产品供给的"中国方案"—中老缅泰湄公河综合执法合作机制研究), *Journal of Sun Yat-Sen University (Social Science Edition)*, 2019 ; Zhifang Zhao, Wenchun Wu *et al.*, « A safety assessment for the Guanlei Port – Qingsheng Port water corridors on the Lancang – Mekong River », *International Journal of Remote Sensing*, 2021.

<sup>251</sup> Ben Spevack *et al.*, « Zoned Out », [C4ADS](#), 2021.

<sup>252</sup> « Work together! Punch the Thunder 'Break the Ice' » (合力! 重拳出击雷霆"破冰"), [National Immigration Administration](#), 2 juillet 2019.

<sup>253</sup> Jian Guan, « A 'China Program' for the Supply of Regional Security Public Goods: A Study on the Joint Law Enforcement Cooperation Mechanism of the Mekong River of China, Laos, Thailand and Myanmar », 2019.

<sup>254</sup> « Joint Mekong River Law Enforcement Challenges Remain » (湄公河综合执法挑战仍不小), [Global Times](#), 3 septembre 2013.

Thaïlande<sup>255</sup>. Malgré des réticences initiales de Bangkok à recevoir de l'aide chinoise pour des raisons d'image internationale, le MSP a en effet contribué à l'acquisition d'équipements, dont des bateaux de patrouille, et subventionné la formation de la police thaïlandaise pour l'apprentissage du chinois<sup>256</sup>.

Bien que salué par les différentes parties prenantes, l'effort financier chinois pointe en creux une répartition des coûts très inégale et ne parvient pas à masquer un manque de ressources flagrant qui aboutit à une utilisation minimale des patrouilles navales, un nombre de personnel impliqué limité et des investissements insuffisants en matière d'équipements<sup>257</sup>.

Ces défis financiers sont d'autant plus conséquents qu'ils se conjuguent à un « fossé de coopération » (合作鸿沟) causé par des différences politiques, juridiques, linguistiques et culturelles entre les pays du Mékong ainsi qu'un niveau d'application de la loi très variable dans la région<sup>258</sup>. Selon ZHE Zhang (张哲), du LM-LECC, et FAN Shouzheng (樊守政), Directeur du Département de stratégie et de tactique policières à la People's Public Security University of China, il y a un déficit général d'expertise des forces de l'ordre, un manque d'équipement et une pénurie de personnel dans les pays du bassin, le tout réduisant le niveau général d'application de la loi dans la zone<sup>259</sup>.

### 3.3.3. Un cadre légal incomplet

Comme l'expliquait en 2013 KONG Lingjie (孔令杰), vice-président du Wuhan University China Institute of Boundary and Ocean Studies (武汉大学中国边界与海洋研究院), la base juridique des patrouilles conjointes n'est qu'une déclaration conjointe temporaire et transitoire<sup>260</sup>. Les nombreux accords bilatéraux et multilatéraux entre la RPC et les autres pays riverains du Mékong sur les plans du transport des passagers, de la navigation marchande, de la lutte contre le trafic de drogue, du terrorisme, des migrations illégales, etc. n'offrent pas de procédure standardisée pour les patrouilles conjointes et se sont montrés inadéquats dans le cadre de l'enquête de police à la suite de l'incident « 10.5 ».

De plus, si la « Déclaration conjointe sur le renforcement de la coopération en matière de *law enforcement* et de sécurité dans le bassin du Mékong » (关于加强湄公河流域执法安全合作的联合声明) de 2015 a permis d'accompagner officiellement l'élargissement du mécanisme de patrouille et la création du LM-LECC, sa portée semble limitée. Présentée comme un événement biennuel, la conférence ministérielle de 2015 n'a en réalité eu lieu qu'une seule fois d'après les informations disponibles en sources ouvertes. De même, ZHENG Baigang est res-

---

<sup>255</sup> Jun Lei, « 'the GMS Model' of Regional Security Public Goods: Taking the Mechanism on Joint Law Enforcement and Security Cooperation along the Mekong River as An Example » (区域性安全公共产品供给的“湄公河模式”——以湄公河流域联合执法安全合作机制为例), *Southeast Asian Affairs*, 2015.

<sup>256</sup> Lian Guo, « Exploration and Practice of Police Cooperation in the Mekong Basin of China, Laos, Myanmar and Thailand – The Case of China-Thailand Police Cooperation » (中老缅泰澜湄流域警务合作探索与实践——以中泰警务合作为例), *The Journal of Yunnan Police College*, 2021.

<sup>257</sup> Jun Lei, « 'the GMS Model' of Regional Security Public Goods: Taking the Mechanism on Joint Law Enforcement and Security Cooperation along the Mekong River as an Example », 2015.

<sup>258</sup> Zhe Zhang, Shouzheng Fan, « Lancang-Mekong Security Law Enforcement Cooperation: History and Development » (澜湄安全执法合作：历程与发展), *World Affairs*, 2019.

<sup>259</sup> *Ibid.*

<sup>260</sup> Lijie Kong, « Joint Law Enforcement in the Mekong River Basin between China, Laos, Myanmar and Thailand: Legal Foundation and Mechanism Consolidation » (中老缅泰湄公河流域联合执法的法律基础与制度建构), *Southeast Asian Studies*, 2013.



té à la tête du LM-LECC pendant quatre ans et c'est un officiel chinois qui assure l'intérim depuis son départ. Or il était prévu que la direction du Centre tourne tous les trois ans entre les pays membres.

Du reste, les efforts en matière d'institutionnalisation des patrouilles et de coopération de police se heurtent avant tout à des considérations de souveraineté. Les experts chinois soulignent « *un sens aigu de la souveraineté des pays du Mékong, qui les rend sensibles à un maintien de la sécurité dirigé par la Chine et fait craindre une ingérence dans leurs affaires intérieures et leur sécurité* »<sup>261</sup>.

Initialement, le Myanmar a considéré que les forces armées chinoises ne devaient pas avoir accès à la zone du fleuve sous son autorité. Selon un entrepreneur birman proche du gouvernement cité par le *Global Times* en 2013, ces réserves s'expliquent alors par la perception que « *la Chine fait pression en faveur du mécanisme de law enforcement conjoint afin de donner une explication aux ressortissants chinois tout en étendant son espace d'influence dans la région* »<sup>262</sup>. Notons toutefois un assouplissement progressif de cette position. Des forces chinoises ont participé à plusieurs reprises à des échanges au port fluvial de Wan Pong dans l'État Shan, que ce soit pour des activités sportives ou pour la maintenance des bateaux de patrouille birman<sup>263</sup>.

La position de la Thaïlande est quant à elle plus rigide. En 2011, Pékin avait proposé que les bateaux des patrouilles conjointes puissent entrer dans les eaux territoriales des pays riverains, ce que Bangkok a refusé pour des questions de souveraineté, selon le journaliste thaï Kavi Chongkittavorn<sup>264</sup>. Finalement, le lancement du mécanisme de patrouilles coordonnées – plus que conjointes – a pu se faire grâce à des concessions de Pékin en faveur de la Thaïlande. Elles prévoient que les forces armées chinoises ou d'autres pays ne peuvent pas pénétrer la portion thaïlandaise du fleuve, qui se trouve dès lors sous la seule responsabilité de la police thaïlandaise basée à Chiang Saen.

#### **3.3.4. Une implication des pays de la zone à géométrie variable**

Les initiatives multilatérales de sécurité conduites par Pékin dans le Mékong souffrent d'un déséquilibre évident quant à l'implication des pays de la zone. D'un côté, ceux qui entretiennent de meilleures relations avec la Chine, comme le Laos ou le Cambodge, se montrent les plus engagés. Les autorités laotiennes envoient régulièrement des bateaux pour prendre part aux patrouilles conjointes et ont autorisé la RPC à stationner des forces armées sur son territoire. Les communiqués du LM-LECC suggèrent également une participation fréquente d'officiers laotiens et cambodgiens aux séminaires, visites et opérations de police conjointes. Pour sa part, le Myanmar s'est révélé moins actif dans sa contribution aux patrouilles conjointes. Ces réserves découlent tant d'enjeux de souveraineté que d'une méfiance historique de la junte birmane vis-à-vis des intentions chinoises dans la région (*cf. supra*). De même, le

---

<sup>261</sup> Jian Guan, « A "China Program" for the Supply of Regional Security Public Goods: A Study on the Joint Law Enforcement Cooperation Mechanism of the Mekong River of China, Laos, Thailand and Myanmar », 2019.

<sup>262</sup> « Joint Mekong River Law Enforcement Challenges Remain » (湄公河联合执法挑战仍不小), *Global Times*, 3 septembre 2013.

<sup>263</sup> « The 66<sup>th</sup> Mekong River Joint Patrol and Law Enforcement of China, Laos, Myanmar and Thailand was successfully completed » (中老缅泰第 66 次湄公河联合巡逻执法圆满完成), *Xinhua*, 26 janvier 2018.

<sup>264</sup> Ian Storey, « Mekong River Patrols in Full Swing but Challenges Remain », *China Brief*, vol. 12, n° 4, [James-town Foundation](#), 21 février 2012.

gouvernement de Prayut en Thaïlande, bien que proche de Pékin, a montré un enthousiasme limité contrairement à ses voisins laotien et cambodgien. Outre les préoccupations de souveraineté, cela s'explique par le poids politique de Bangkok et son rôle actif dans la région en dehors des mécanismes chinois, y compris sur des sujets comme la lutte contre le trafic de drogue<sup>265</sup>. En toile de fond, se trouve également son partenariat étroit avec les États-Unis en matière de sécurité et de défense qui confère aux autorités thaïlandaises davantage de latitude dans leur participation aux initiatives menées par la RPC. Quant au Vietnam, il s'est montré le plus vigilant vis-à-vis de l'influence chinoise et le moins impliqué dans les patrouilles conjointes et les activités du LM-LECC.

Par conséquent, si les initiatives de sécurité chinoises ont pu progresser rapidement depuis leur lancement en 2011 puis 2017, le manque de motivation de certains États à contribuer, conjugué aux autres facteurs mentionnés, est susceptible de confiner la coopération régionale en matière d'application de la loi aux « *low hanging fruits* »<sup>266</sup>.

---

<sup>265</sup> « 6 Ministerial leaders and UNODC representative of the Mekong MOU », [Bangkok Post](#), 22 novembre 2019.

<sup>266</sup> Jie Ma, « Five Years of Lancang-Mekong Cooperation – Progress, Challenges and Deepening Paths », *China International Studies*, 2021.

## Conclusion

Si le bilan de certaines initiatives s'avère contrasté, l'engagement sécuritaire de la RPC dans la région du Mékong n'en reste pas moins remarquable. Aucune autre puissance ne possède un tel niveau de présence policière dans la zone. L'approche chinoise est également unique en ce qu'elle engage les pays de la zone dans des domaines essentiels comme la sécurité politique et la lutte contre la corruption, et à travers une multitude de canaux : des mécanismes multilatéraux comme les patrouilles conjointes et le LM-LECC ; des échanges de haut niveau, des formations et des opérations conjointes en bilatéral ; la diaspora et les hommes d'affaires chinois ; et les ESP et entreprises de la tech chinoises.

Cette posture chinoise en matière de sécurité et d'application de la loi présente des risques évidents pour les pays du Mékong et les autres pays ayant des intérêts dans la région, dont la France fait partie :

- ➔ **Le régime chinois considérant que la sécurité traditionnelle et la sécurité non traditionnelle sont imbriquées, la coopération policière Chine-Mékong contribue *in fine* à renforcer l'influence sécuritaire de la Chine, y compris sur des questions plus stratégiques.** Pékin pourrait par exemple instrumentaliser ses initiatives en matière de lutte contre la criminalité transnationale pour faire pression sur le Vietnam sur des dossiers « chauds » comme la mer de Chine du Sud. C'est d'autant plus plausible que des précédents existent dans la région sur le plan de la sécurité hydrique.
- ➔ **L'engagement sécuritaire de la RPC avec les pays du bassin présente des risques réels pour leur souveraineté.** Comme le montre déjà le cas du Laos, les initiatives de police multilatérales et bilatérales ont favorisé une normalisation de la présence de forces de l'ordre chinoises dans le pays et un morcellement de son territoire, certaines portions étant désormais sécurisées par la RPC.
- ➔ À cela s'ajoutent **des risques importants de dépendance face au rôle croissant des académies de police et des entreprises chinoises dans le renforcement des capacités des forces de l'ordre** des pays de la zone. Compte tenu des ressources limitées des gouvernements du Mékong, la RPC apparaît de plus en plus comme un acteur clé dans la lutte contre la criminalité transnationale, et par conséquent pour la sécurité et la stabilité des régimes en place.
- ➔ **Les efforts croissants de la Chine sur le plan sécuritaire constituent une menace supplémentaire pour l'état de droit et la démocratie dans les pays de la région,** qui se caractérisent déjà par une tendance autoritaire très nette. La diffusion d'un langage commun de sécurité aux caractéristiques chinoises, conjuguée aux exportations de technologies de surveillance, contribue en effet davantage à renforcer le contrôle des régimes en place sur leur population qu'à favoriser le développement de la société civile
- ➔ **Enfin, bien que discrète et progressive, la normalisation de la présence policière de la RPC dans la région et ses efforts pour remodeler la gouvernance sécuritaire régionale peuvent contribuer à alimenter la compétition des puissances dans la région.**

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.*